

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE DÉPLACEMENT FORCÉ EN COLOMBIE: UNE ANALYSE CAUSALE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
BENJAMIN MACKAY

FÉVRIER 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier ma famille qui m'a soutenu tout au long de mon périple au Canada. Sans votre aide et vos mots d'encouragement je n'aurais jamais pu aller au bout de ce parcours académique – *Now we have to figure out how I can pay you back – literally!*

Un grand merci à Julian Durazo, un directeur d'exception, qui a su toujours répondre présent lorsque j'avais besoin d'aide et de conseil.

Finalement, un immense merci à Carolina qui a su m'accompagner tout au long de la rédaction et a fait preuve d'une patience et d'un amour sans pareil.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES GRAPHIQUES.....	vi
LISTE DES ACRONYMES.....	vii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE I:

LE DÉPLACEMENT FORCÉ EN COLOMBIE: PRÉSENTATION DU CADRE THÉORIQUE ET ANALYTIQUE..... 10

1.1 – Définition du déplacement forcé.....	10
1.2 – Conceptualisation du déplacement forcé: La migration et le déplacement forcé.....	10
1.2.1 – Le déplacement forcé causé par un conflit violent [CID].....	12
1.2.2 – Les flux migratoires.....	14
1.2.3 – Le flux migratoire rural-urbain.....	15
1.2.4 – Le flux migratoire “rural-rural”.....	16
1.3 – L’approche causale.....	18
1.3.1 – Les causes principales et immédiates.....	20
1.3.2 – Les causes principales.....	20
1.3.3 – Les causes immédiates.....	20
1.3.4 – “Mill’s Method of Agreement/Most Different Systems Design.....	21
1.3.5 – Les variables causales.....	22

CHAPITRE II:

LE DÉPLACEMENT FORCÉ EN COLOMBIE: CONTEXTE HISTORIQUE..... 25

2.1 – Le conflit colombien.....	25
2.1.1 – “La Violencia” (1948-1958).....	26

2.1.2 – Le Front national (1958-1974).....	27
2.1.3 – L'évolution du conflit civil.....	31
2.1.4 – L'intensification du conflit civil (1995-2005).....	32
2.1.5 – Vue d'ensemble du déplacement forcé (1995-2005).....	36
 CHAPITRE III:	
LE DÉPLACEMENT FORCÉ COMME STRATÉGIE DE GUERRE.....	40
3.1 – Contexte historique.....	41
3.2 – Contexte contemporain.....	44
3.2.1 – Cas d'étude 1: Le massacre de Mapiripán.....	46
3.2.2 – Cas d'étude 2: Le massacre d'Alto Naya.....	48
3.3 – Conclusion.....	50
 CHAPITRE IV:	
LE DÉPLACEMENT FORCÉ ET LE TRAFIC DE DROGUE.....	55
4.1 – Contexte historique.....	56
4.1.1 – L'émergence et la légitimation de l'industrie de la drogue.....	56
4.1.2 – La corruption, l'impuissance judiciaire et la collusion politique- criminelle.....	58
4.1.3 – Les cultures illicites et les acteurs armés.....	60
4.1.3.1 – Les FARC et le trafic de drogue.....	60
4.1.3.2 – Les paramilitaires et le trafic de drogue.....	63
4.1.4 – Conclusion.....	64
4.2 – Contexte contemporain (1995-2005).....	65
4.2.1 – Le démantèlement des grands cartels.....	65
4.2.2 – L'explosion de la culture du coca en Colombie.....	66
4.2.3 – Cultures illicites et conflit armé au Putumayo.....	68

4.2.4 – Les déplacements forcés dans le Putumayo.....	70
4.2.4.1 – Les affrontements armés.....	71
4.2.4.2 – Les fumigations.....	73
4.3 – Conclusion.....	75

CHAPITRE V:

LA PROBLÉMATIQUE AGRAIRE.....	77
5.1 – Contexte historique.....	78
5.1.1 – Les antécédents agraires de la violence politique et du déplacement forcé.....	78
5.1.2 – La violence pour le contrôle de la terre.....	80
5.1.3 – La réforme agraire de 1961.....	83
5.1.4 – La colonisation des années 1960 et 1970.....	85
5.1.5 – Conclusion.....	87
5.2 – Contexte contemporain.....	87
5.2.1 – L’intensification de la concentration de la terre et du déplacement forcé.....	88
5.2.2 – La possession de la terre et le déplacement forcé.....	91
5.2.3 – Les droits de propriété et le déplacement forcé.....	93
5.3 – Conclusion.....	97
5.3.1 – La problématique agraire: “le déplacement forcé comme stratégie de guerre”.....	97
5.3.2 – La problématique agraire: “le trafic de drogue”.....	100
CONCLUSION.....	104
BIBLIOGRAPHIE.....	112
ANNEXES.....	118

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Variables causales du déplacement forcé

Graphique 2: Pourcentage du déplacement forcé entre 1995 et 2003: Castillo, J (2004), *Spatial analysis of displaced persons in Colombia*, [URL] http://charlotte.utdallas.edu/mgis/prj_wrkshp/2004/Castillo/figures.htm

Graphique 3: Magnitude du déplacement forcé (1995-2002) (Ibáñez; 2004; p.6)

Graphique 4: Pertes civiles en raison d'attaques: (Restrepo, Spagat; 2004; p.16)

Graphique 5: Nombre de civils tués par les principales attaques paramilitaires: (ibid., p.19)

Graphique 6: Le déplacement forcé individuel, familial et massif (1997-2006) (Acción Social) (anciennement la RSS)

Graphique 7: Le poids croissant de la Colombie dans la production de coca (UNODC; 2004; p.12)

Graphique 8: Putumayo: La capitale du coca (CIP; 2001)

LISTE DES ACRONYMES

ACCU	<i>Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá</i> (Autofédenses paysannes de Córdoba y Urabá)
AI	<i>Amnesty International</i> (Amnistie Internationale)
ANUC	<i>Asociación Nacional de Usuarios</i> (Association nationale des utilisateurs paysans)
AUC	<i>Autodefensas Unidas de Colombia</i> (Autodéfenses unies de Colombie)
CEPAL	<i>Comisión Económica para América Latina y el Caribe</i> (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes)
CICR	Comité international de la Croix rouge
CID	<i>Conflict-induced displacement</i> (Déplacement induit par un conflit violent)
CIP	<i>Center for International Policy</i> (Centre de la politique internationale)
CODHES	<i>Consultaría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento</i> (Conseil pour les droits humains et le déplacement)
DID	<i>Development-induced displacement</i> (Déplacement induit par le développement économique)
ELN	<i>Ejército de Liberación Nacional</i> (Armée de Libération Nationale)
FARC-EP	<i>Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo</i> (Forces armées révolutionnaires de la Colombie – Armée du peuple)
FMO	<i>Forced Migration Online</i> (Migration forcée en ligne)
FMI	Fonds Monétaire International
FN	<i>Frente Nacional</i> (Front national)
HRW	<i>Human Rights Watch</i> (Observatoire des droits humains)
IACHR	<i>Inter-American Commission on Human Rights</i> (Commission interaméricaine des Droits de l'Homme)
ICMP	<i>Illicit Crop Monitoring Program</i> (Programme de surveillance des cultures illicites)
IDMC	<i>Internal Displacement Monitoring Center</i> (Centre de suivi du déplacement forcé)
INCORA	<i>Instituto Colombiano de la Reforma Agraria</i> (Institut colombien de la réforme agraire)
ISI	L'industrialisation par substitution aux importations
MAS	<i>Muerte a Secuestradores</i> (Mort aux ravisseurs)
MDS	<i>Most Different Systems Design</i> (Méthode de concordance)
OCHA	<i>United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i> (Bureau pour la coordination des affaires humanitaires)

OHCHR	<i>Office of the High Commissioner for Human Rights</i> (Haut commissariat aux droits de l'homme)
ONG	Organisations non-gouvernementales
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PSD	<i>Política de Seguridad Democrática</i> (Politique de sécurité démocratique)
RSS	<i>Red de Solidaridad Social</i> (Réseau de la solidarité nationale)
SUR	<i>Sistema Único de Registro</i> (Système unique d'enregistrement)
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UP	<i>Unión Patriótica</i> (Union patriotique)
UNODC	<i>United Nations Office on Drugs and Crime</i> (Agence des Nations unies contre la drogue et le crime)
UNHCR	<i>The Office of the High Commissioner for Refugees</i> (Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés)

RÉSUMÉ

Le déplacement forcé en Colombie, en conséquence du conflit armé, a mené à une crise humanitaire sans précédent pour l'État colombien. Aujourd'hui, la Colombie est le deuxième pays au monde au classement des personnes déplacées, derrière le Soudan. L'objectif de ce travail est, d'un côté, d'identifier les causes du déplacement forcé en Colombie et de l'autre, de mesurer leur impact respectif sur ce phénomène.

Les résultats indiquent que: (i) à la racine du déplacement forcé en Colombie se trouve la question de la possession de la terre; (ii) la recrudescence du conflit armé ainsi que l'intensification des niveaux de déplacement forcé au cours des quinze dernières années, est principalement attribuable à l'explosion de la culture de drogues illicites sur le territoire colombien; (iii) le déplacement forcé n'est pas uniquement une conséquence du conflit armé, mais aussi une cause de sa propre continuation.

La recherche démontre, à travers une comparaison entre causes principales et immédiates, que le déplacement forcé en Colombie est fondamentalement lié aux conflits sociaux entourant la distribution inefficace et inéquitable de la terre. D'autres facteurs, comme le trafic de drogue ou la stratégie du déplacement prémédité et délibéré de la population civile sont des éléments aggravants à des tensions sociales préexistantes.

Mots clés: déplacement forcé, conflit armé, réforme agraire, trafic de drogue, déplacement forcé comme stratégie de guerre, concentration de la terre.

Introduction

Le phénomène du déplacement forcé affecte plus de 52 pays dans le monde. Au total, plus de 26 millions de personnes ont été forcées à se déplacer à l'intérieur des frontières de leur pays en raison de conflits (IDMC, 2007, p.7). Actuellement, les populations déplacées dénombrent les réfugiés par un ratio de deux contre un (ibid., p.13). Le phénomène du déplacement dit « forcé » se définit par opposition à un choix migratoire de type volontaire ; et contrairement aux réfugiés, les populations déplacées ne franchissent pas les frontières internationalement reconnues de leur pays.

Ce n'est que depuis les années 1980-1990 que le déplacement forcé attire l'attention de la communauté internationale et qu'une littérature florissante consacrée à ce phénomène apparaît. En effet, la croissance spectaculaire du déplacement forcé est intimement liée à l'explosion globale des conflits infra-étatiques suite au vide laissé par la fin de la Guerre Froide¹. Les causes de ces conflits sont alimentées par des profonds problèmes structureaux, le plus souvent enracinés dans des clivages ethniques, raciaux, culturels ou religieux. Pendant la Guerre Froide, ces différences, tensions, répressions ou oppressions ont pu être contrôlées, ou du moins tempérées, par les mécanismes et les réseaux d'influence des deux grands super-pouvoirs. Par conséquent, la fin de la Guerre Froide a éliminé les intérêts externes et a mené à une intensification des conflits internes et du déplacement forcé.

Dans le cadre du paysage international du déplacement forcé, la Colombie fait figure d'exception. C'est un pays déchiré par un conflit interne qui perdure depuis plus de 50 ans et au sein duquel le déplacement forcé est un phénomène historiquement et géographiquement omniprésent. La Colombie est au second rang des pays avec le plus grand nombre de personnes déplacées (plus de 4 millions), derrière le Soudan (5.8 millions) (ibid., p.7). Le

¹À titre d'exemple, on pourrait citer le cas de la crise Yougoslave en Europe, de l'Afghanistan en Asie et les cas de l'Angola, du Congo RD, du Rwanda et du Soudan en Afrique.

déplacement forcé en Colombie affecte tout le territoire et frappe les couches les plus défavorisées de la société, particulièrement les populations rurales, mais sans cibler un groupe « identitaire »² spécifique. La vaste majorité de la littérature sur le déplacement forcé en Colombie analyse les conséquences et cherche des solutions à ce phénomène. Toutefois, en absence d'une analyse adéquate des causes du déplacement forcé, les solutions sont souvent insuffisantes et mal adaptées. Une approche causale permet de mieux cibler les variables, de les mettre en lumière et de mesurer leur impact sur le déplacement forcé.

Généralement, les personnes se déplacent pour quatre raisons principales: à cause d'un désastre naturel (inondations, glissements de terrain, tremblements de terre); à cause de projets de développement économique (construction de barrages, de réseaux routiers, d'oléoducs); à cause de la persécution (ethnique ou religieuse); et finalement, à cause d'un conflit violent (Muggah, 2000, p.133). Dans le cadre de la Colombie, il est indiscutable que cette dernière catégorie, le déplacement forcé causé par un conflit violent (*conflict-induced displacement* [CID]), est une des principales variables causales du déplacement forcé. En effet, le déplacement forcé est souvent dépeint comme étant simplement une conséquence des affrontements entre les différents acteurs du conflit civil (la violence politique). Cependant, ce phénomène ne se limite pas aux confrontations sectaires car il s'inscrit aussi dans d'autres contextes, tels les conflits sociaux, l'abus des droits humains, le déplacement forcé comme stratégie de guerre, la réforme agraire et le trafic de drogue. Par conséquent, même si on accepte le conflit armé comme cause générale du déplacement forcé, il est important d'apporter une analyse plus détaillée des différentes composantes du conflit civil qui donnent lieu au déplacement forcé.

²Les déplacés Colombiens appartiennent à tous les groupes ethniques, religieux ou politiques

Proposition de recherche

Nous proposons comme sujet de recherche le déplacement forcé en Colombie et plus particulièrement, la relation de ce dernier avec le conflit civil. L'objectif principal de ce mémoire consiste à dégager les causes qui sont à la base du déplacement forcé en Colombie. L'étude du déplacement forcé se base sur une explication et une comparaison de l'impact des diverses variables sur ce phénomène. Les variables indépendantes choisies pour cette étude sont: le déplacement forcé comme stratégie de guerre; le trafic de drogue; et finalement, la problématique agraire. L'hypothèse avancée par ce mémoire postule que la problématique agraire est la cause principale du déplacement forcé en Colombie.

Chaque variable sera analysée sous forme de narration historique. L'intérêt de cette approche réside dans le fait que les événements du passé ont un certain potentiel explicatif en ce qui a trait aux causes et manifestations contemporaines du déplacement forcé. De ce fait, cette approche s'inscrit dans la lignée d'œuvres rédigées par des auteurs comme Bergquist et al. Palacios et González³ qui tentent d'expliquer les causes du conflit civil en liant ses développements récents à des phénomènes historiques.

Les narrations historiques seront divisées en trois périodes distinctes. La première période concerne les événements de « La Violencia » (1948-1958), une des époques les plus sanglantes de l'histoire colombienne et précurseur du conflit civil. La deuxième période concerne l'époque du Front National⁴ (1958-1974), qui a joué un rôle crucial dans l'émergence et la consolidation des guérillas et des forces paramilitaires (les acteurs

³Voir: Bergquist, C., Peñaranda, R., Sánchez, G. "*Violence in Colombia: Contemporary Crisis in Historical Perspective*" S.R Books, Wilmington, Del., 1992, 337 p. ; Gonzalez, F., *The Colombian conflict in historical perspective* », Conciliation Resources (CR), 2004, <http://www.c-r.org/our-work/accord/colombia.php> ; Palacios, M. "Between Legitimacy and Violence: a history of Colombia, 1875-2002", Durham, Duke University Press, 2006, 269 p.

⁴Front National: une coalition politique et électorale entre Libéraux et Conservateurs au sein duquel les partis alternaient au pouvoir tous les 4 ans pour une période de 16 ans.

responsables pour la majorité du déplacement forcé). La troisième et dernière période correspond à la décennie « 1995-2005 », durant laquelle plus de deux millions de Colombiens ont été victimes du déplacement forcé (Fagen et al. 2003, p.3). À titre de comparaison, il faut remonter à « La Violencia » pour trouver des taux de déplacement forcé comparables. Cette explosion récente du déplacement forcé est associée à la culture de coca. Depuis le démantèlement des grands cartels (Cali et Medellín) et la perturbation de la production de cocaïne au Pérou et en Bolivie au début des années 1990, la culture du coca en Colombie s'est accrue du fait que les trafiquants ont réussi à étendre leur présence dans des régions peu peuplées et traditionnellement dominées par les guérillas (ibid., 2003, p.7). Ces régions sont surtout situées dans l'Est et le sud-est du pays⁵. Cette période (1995-2005) représente en quelque sorte la culmination des procédés de déplacement forcé entamés en 1948.

Cette décennie est aussi pertinente du fait qu'elle délimite clairement les acteurs, les victimes et les enjeux impliqués dans le déplacement forcé. De plus, ce n'est qu'à partir de 1995, suite au rapport sur le déplacement forcé par la Conférence Épiscopale Colombienne, que les populations déplacées deviennent aux yeux du gouvernement d'Ernesto Samper (1994-1998), une catégorie sociale distincte. La croissance fulgurante du déplacement forcé durant cette période lui accorde une plus grande visibilité non seulement au sein du gouvernement colombien, mais aussi au sein de la communauté internationale (gouvernements, ONG, ONU) et des milieux académiques.

En termes spatiaux, le déplacement forcé est un phénomène qui affecte la quasi-totalité du territoire colombien. Entre 2000 et 2002, le nombre de municipalités affectées par le déplacement forcé a doublé de 480 à 955, ce qui représente environ 85% des municipalités en Colombie⁶. Toutefois, dans le

⁵Voir la carte dans l'annexe 1

⁶Ces statistiques proviennent du CODHES (*Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento*), une organisation non-gouvernementale qui recueille ses données auprès des autorités, de l'Eglise, des ONG, et des organisations pour personnes déplacées. Il existe une grande différence entre les données du CODHES et les statistiques officielles du gouvernement recueillies

contexte d'une analyse causale, certaines régions correspondent mieux aux variables qui ont été choisies. Les départements longeant l'est et le sud-est de la cordillère andine, notamment le Meta, Guaviare, Caquetá et le Putumayo (voir les cartes dans les annexes 1 et 3), sont d'un intérêt central car ils réunissent les divers facteurs expliquant les causes du déplacement forcé. Le Meta, par exemple, est non seulement une région d'une grande importance historique, notamment en ce qui concerne les questions de la propriété agraire, mais il est aussi un refuge important pour les guérillas, un terrain fertile pour la culture du coca, et la scène de nombreux déplacements forcés (voir les cartes dans les annexes 2, 3 et 4). En somme, ce travail de recherche couvre l'ensemble de la Colombie, mais puise la majorité de ses exemples des régions mentionnées ci-dessus.

Méthodologie

Ce mémoire se base sur une étude de type documentaire et qualitative. Les sources incluent des monographies, des rapports d'activité et d'évaluation liés au déplacement forcé produits par plusieurs organisations – dont le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et des ONG internationales (IDMC, HRW)⁷ et locales (CODHES) – ainsi que d'autres études (mémoires et articles en ligne). Plus concrètement, les monographies servent généralement comme un outil pour identifier et analyser les racines historiques du déplacement forcé en Colombie alors que les rapports des ONG et institutions internationales permettent de situer cette problématique dans un cadre temporel précis (1995-2005).

par la RSS (*Red de Solidaridad Social*). La RSS comptabilise uniquement les personnes qui se sont inscrites auprès du système d'enregistrement du gouvernement et qui ont été déplacées par la violence. De ce fait, les données du gouvernement sur le déplacement forcé sont toujours les plus basses. Malgré tout, il convient de noter qu'au cours de la dernière décennie il y a eu un certain rapprochement entre les chiffres du CODHES et ceux de la RSS.

⁷IDMC: *Internal Displacement Monitoring Centre* [URL] <http://www.internal-displacement.org/>, HRW: *Human Rights Watch* [URL] <http://www.hrw.org/>

Ce travail de recherche s'inscrit dans une perspective comparative de l'impact causal de trois variables indépendantes sur le déplacement forcé en Colombie. Afin d'opérationnaliser ce cadre analytique, la méthode de concordance de John Stuart Mill sera adoptée. Cette méthode consiste à comparer trois cas très différents, c'est à dire les variables indépendantes: la lutte contre la drogue; le déplacement forcé comme stratégie de guerre; la problématique agraire, qui partagent tous la même variable dépendante en commun (le déplacement forcé), de sorte que tout autre circonstance qui est présente dans *tous* les cas (dans mon hypothèse, la problématique agraire) est probablement la cause principale du phénomène analysé⁸. Cette cause devient ainsi une condition nécessaire pour le déplacement forcé car elle est toujours présente lorsque ce phénomène se produit.

Un autre élément conceptuel important qui se dégage de cette méthode concerne la distinction entre causes principales et immédiates (*root and proximate causes*) (FMO; 2005; p.6). Les causes principales sont celles qui sont à l'origine d'un conflit et du déplacement forcé subséquent. Dans le cas de la Colombie, la problématique agraire et la violence politique peuvent plausiblement être considérées comme des causes principales. Les causes immédiates sont celles qui agissent comme des déclencheurs et exacerbent un conflit. En Colombie, les variables de la lutte contre la drogue et du déplacement forcé comme stratégie de guerre correspondent à cette catégorie.

Cette analyse causale du déplacement forcé se fait à un niveau intrasystémique et non intersystémique. De ce fait, ce travail de recherche se base sur une comparaison des variables indépendantes à l'intérieur de la Colombie et non entre la Colombie et d'autres pays. Afin de justifier ce choix il est important de relever que les modèles et théories qui sont employés pour analyser le déplacement forcé aux Balkans ou en Afrique Centrale ne

⁸ Ragin, C., « *The Comparative Method : Moving Beyond Quantitative and Qualitative Strategies* », Chapitre 3, « *Mill's Method of Agreement* », disponible en format html ou doc. au [URL] <http://poli.haifa.ac.il/~levi/res/logic1.htm>

conviennent pas pour la Colombie. Comme indiqué auparavant, le déplacement forcé en Colombie est caractérisé par un conflit civil de longue haleine, des traits historiques distincts et une population déplacée hétérogène. Au sein des populations ciblées par le déplacement forcé, il n'y a aucune forme d'identité partagée et préexistante, que ce soit du point de vue ethnique, politique, idéologique ou religieux. L'hétérogénéité sociale colombienne ne pose aucun problème dans le cadre d'une étude comparative du déplacement forcé au niveau infranational. Cependant, dans le cadre d'une étude comparative du déplacement forcé au niveau « international », cette hétérogénéité sociale ne fait que souligner la spécificité du cas colombien.

Limites et apports de la recherche

Ce travail consiste en une étude analytique et comparative des causes du déplacement forcé en Colombie. Il se définit par opposition à la majorité des travaux sur le déplacement forcé qui s'appliquent à analyser les conséquences ou à chercher des solutions à ce phénomène. L'intérêt d'une approche comparative axée sur la distinction entre causes principales et immédiates est de nous permettre de brosser un portrait plus clair et complet des différents facteurs responsables pour le déplacement forcé en Colombie. En effet, il est crucial de pouvoir identifier et distinguer entre les différentes causes car, dans le cadre de la Colombie, les causes principales sont constamment obscurcies par des nouvelles causes immédiates. Par conséquent, ce mémoire permet de mieux saisir les différentes variables et de déterminer leur impact sur le déplacement forcé. De plus, une telle approche permet de proposer quelques pistes de réflexion pertinentes pour des études basées sur la recherche de solutions au déplacement forcé en Colombie.

La complexité et la spécificité du déplacement forcé en Colombie constitue non seulement un obstacle important à une analyse causale « internationale » mais elle empêche aussi la société colombienne d'arriver à un consensus sur la nature et les origines de ce phénomène. C'est surtout dans

ce dernier cas de figure que ce travail tente d'apporter des réponses en expliquant les causes et manifestations contemporaines du déplacement forcé à partir d'une perspective historique.

Plan du mémoire

Dans le premier chapitre, il s'agira de présenter le cadre théorique et analytique du travail de recherche. En tout premier lieu, il convient d'apporter une définition claire et concise du déplacement forcé (la variable dépendante). Par la suite, il sera important de préciser le cadre conceptuel du mémoire. Le déplacement forcé sera distingué de la migration volontaire, le concept du déplacement forcé causé par la guerre sera expliqué, et les flux migratoires « rural-urbain » et « rural-rural » seront présentés et analysés. La dernière partie de ce chapitre expliquera plus en détail les différentes composantes de l'approche causale (méthode de concordance, causes principales et immédiates, variables causales). Le deuxième chapitre consistera en un résumé du contexte historique du conflit civil. Les différentes périodes historiques (« La Violencia »; « le Front National »; et 1995-2005) seront présentées et les acteurs principaux du conflit (notamment les guérillas et les paramilitaires) seront analysés.

Les deux chapitres suivants seront consacrés aux variables indépendantes, le « déplacement forcé comme stratégie de guerre » (chapitre 3) et « le trafic de drogue comme cause du déplacement forcé » (chapitre 4). Ces chapitres seront divisés en deux parties. La première partie consistera en une étude du contexte historique de chaque variable indépendante. La deuxième partie sera consacrée à une analyse de l'impact causal de chaque variable indépendante sur le déplacement forcé durant la période de 1995-2005. Il est important de noter que les chapitres 3 et 4 seront analysés sans faire référence explicite à la problématique agraire. Ceci permettra de déterminer si ces variables peuvent plausiblement être considérées comme des causes déterminantes du déplacement forcé. En ce qui concerne la dernière

variable indépendante, la problématique agraire (chapitre 5), elle suivra le même modèle que celui des chapitres antérieurs (3 et 4) mais, elle sera présentée sans toucher aux lacunes « agraires » des variables précédentes. Ces lacunes seront gardées pour la conclusion du chapitre 5, au sein de laquelle il sera démontré que le déplacement forcé est un phénomène intrinsèquement rural et que la problématique agraire en est une cause nécessaire et principale.

CHAPITRE I

LE DÉPLACEMENT FORCÉ EN COLOMBIE: PRÉSENTATION DU CADRE THÉORIQUE ET ANALYTIQUE

1.1 – Définition du déplacement forcé

En premier lieu, il est important d'apporter une définition claire et concise du déplacement forcé. Il convient de noter que le terme « déplacement interne » ne traduit pas avec justesse ce que représente ce phénomène. La réalité est que les personnes ne sont pas « déplacées » mais expulsées, exilées, forcées à s'enfuir et à se réfugier. De ce fait, ce travail fera référence au déplacement forcé même s'il adhère à la définition du déplacement interne proposée par le Haut-commissariat aux droits de l'homme:

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont des personnes qui ont été forcés ou contraintes à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État.²

1.2 – Conceptualisation du déplacement forcé: La migration et le déplacement forcé

Premièrement il est important d'établir la distinction entre le déplacement forcé et la migration. Pour des raisons de clarté conceptuelle, la « migration » fait référence aux cas où la décision de migrer a été prise

²Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), « *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays* », Introduction: Portée et Objet, 2, [URL] http://www.unhcr.ch/french/html/menu2/7/b/principles_fr.htm

librement et sans contrainte externe par l'individu pour des raisons de convenance personnelle. Ce type de migration « volontaire » correspond aux personnes qui recherchent du travail ou une meilleure qualité de vie en traversant des frontières politiques ou administratives (à l'intérieur ou à l'extérieur du pays d'origine) pour un minimum de temps¹⁰. Trois différences principales se dégagent de cette définition. En premier lieu, la migration fait allusion à ceux qui migrent à l'extérieur et à l'intérieur du pays d'origine alors que le déplacement forcé fait strictement référence aux mouvements « internes ». Deuxièmement, par opposition au déplacement forcé, la migration correspond à un choix volontaire individuel dénué de pressions externes directes (« *push factors* »). Finalement, il est important d'établir qu'à la différence du déplacement forcé, la migration possède aussi un facteur d'attraction (« *pull factor* »). C'est dans ce dernier cas de figure qu'il faut prendre en compte le degré de volonté de ceux qui migrent. La migration « volontaire » est définie par un facteur d'attraction qui est celui de surmonter la pauvreté alors que le déplacement forcé, comme le constate Ruiz, est une condition imposée qui aggrave les conditions de pauvreté:

Dans le cas de cette forme de mobilité [le déplacement forcé], la décision de migrer est déterminé par une série complexe de facteurs fortement négatifs (...) La migration forcée [lire le déplacement forcé] n'atténue pas mais aggrave les conditions de pauvreté. Ceci est dû aux conditions qui entourent l'expulsion de la population (expropriation foncière, rupture du tissu social et des sources de revenus) et aux caractéristiques des zones de réception (les populations déplacées atterrissent le plus souvent dans les favelas des grands centres urbains). Par conséquent, cette forme de migration accroît la vulnérabilité et la pauvreté des populations affectées (Ruiz, 2007, pp.30-31, ma traduction).

¹⁰Voir la définition de la migration selon l'UNESCO, « *Themes: Transformations Sociales* », Glossaire: Migrant/Migration, [URL] http://portal.unesco.org/shs/fr/ev.phpURL_ID=3020&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Cette distinction entre migration et déplacement forcé est cruciale du fait qu'en Colombie, les migrants et les déplacés empruntent souvent le même parcours géographique mais s'exilent pour des raisons très différentes. Donc, ce sont les causes qui nous permettent de mieux séparer la migration du déplacement forcé. Une comparaison entre la migration et le déplacement forcé durant « la Violencia » et la période « 1995-2005 » démontre bien l'importance d'une analyse causale. Le déplacement forcé qui s'est produit durant « la Violencia » a été analysé en tant que facteur d'urbanisation (migration urbaine) (Palacios; 2006; p.168). En effet, les déplacements de population en Colombie ont traditionnellement été conçus comme étant le résultat de motivations économiques (Schultz; 1971). Jusqu'au milieu des années 1990, presque toutes les formes de migration dans la région ont été étroitement interprétées de cette manière.

Par contraste, le déplacement forcé qui a sévi entre 1995-2005 s'apprête plus facilement à une analyse causale grâce notamment au travail qui a été fait dans la conceptualisation du déplacement forcé. Durant cette période, la violence politique a remplacé la pauvreté comme la cause principale de la migration interne. Cela a pu être confirmé en déterminant que l'accroissement des niveaux du déplacement forcé de 1995-2005 était principalement dû à la lutte territoriale à laquelle se livraient guérillas, paramilitaires et trafiquants pour la culture du coca (Fagen et al.; 2003; p.5). En somme, il est dorénavant clair que l'expansion territoriale du conflit colombien coïncide avec les courants de déplacement forcé. Ce lien entre conflit et déplacement est important car cela permet de revisiter l'époque de « la Violencia » avec un appareil conceptuel distinct et pertinent.

1.2.1 -- Le déplacement forcé causé par un conflit violent (CID)

La définition du déplacement forcé proposée par l'OHCHR associe une série assez vaste de facteurs causals. Les catastrophes naturelles, le

déplacement causé par les projets de développement économique (*development-induced displacement* [DID]) ainsi que les conflits armés sont tous considérés, à juste titre, comme des causes possibles du déplacement forcé. Cependant, dans le cadre de ce mémoire, il convient de préciser que c'est uniquement le déplacement forcé causé par un conflit violent (CID) qui sera analysé. Ce concept du CID est pertinent car il facilite la distinction entre les divers facteurs causals (DID, catastrophes naturelles) et propose un cadre analytique approprié pour les variables indépendantes choisies.

La majorité des observateurs nationaux et internationaux reconnaissent que le déplacement forcé des populations civiles constitue une stratégie de guerre délibérée de la part des forces armées, des guérillas et des paramilitaires. Cette stratégie fonctionne ainsi: les membres productifs et politiquement actifs d'une communauté donnée sont ciblés par les différents acteurs armés afin d'éliminer toute menace ou résistance à une prise de contrôle territoriale. Suite à l'expulsion des populations d'origine, les territoires qui ont une certaine valeur militaire ou politique sont repeuplés avec des populations plus réceptives à l'agenda économique ou politique du groupe dominant. Ceci donne naissance à des zones de sécurité individualisées (Muggah; 2000; 137). Ce type de déplacement forcé « prémédité » démontre bien que le déplacement forcé n'est pas qu'une simple conséquence des confrontations armées mais est aussi une cause de sa propre continuation. Grâce à cette notion du déplacement forcé comme stratégie de guerre (qui correspond à une de mes variables indépendantes), il est possible d'évaluer l'impact causal de cette stratégie sur les niveaux de déplacement forcé en Colombie.

Dans certains cas, le déplacement forcé de la population civile ne reflète pas uniquement des objectifs militaires ou politiques. Il existe une convergence claire entre la stratégie des acteurs armés (particulièrement les guérillas et les paramilitaires) et les intérêts de secteurs économiques illégaux (narcotrafiquants) qui appuient ces groupes pour assurer leur contrôle sur les

terres fertiles et productives. Par conséquent, le déplacement forcé de la population peut aussi correspondre à un désir d'expropriation territoriale pour la culture de drogues illicites. Cette alliance entre acteurs armés et trafiquants de drogue est une des composantes de la variable indépendante « le trafic de la drogue comme cause du déplacement forcé ».

En somme, le conflit civil colombien est une véritable guerre pour le territoire. Le déplacement forcé des populations rurales se décide selon les intérêts militaires ou économiques d'une région ou d'un territoire donné.

1.2.2 - Les flux migratoires

Une autre partie importante du cadre conceptuel concerne les flux migratoires. Du fait que ce travail se concentre sur les causes du déplacement forcé, les régions prioritaires sont celles où le déplacement forcé se produit: les zones d'expulsion. Le déplacement forcé est principalement un phénomène rural qui se déclenche dans des zones caractérisées par une forte activité des acteurs armés et une faible présence de l'État¹¹. Les flux migratoires « rural-urbain » et « rural-rural » sont les plus représentatifs du parcours emprunté par les populations déplacées. Le flux le plus visible et commun est le flux migratoire « rural-urbain » qui a connu un fort accroissement à partir du milieu des années 1990 suite à l'expansion territoriale du conflit civil. C'est surtout dans le cadre de ce flux qu'il est important de distinguer entre ceux qui migrent et ceux qui sont déplacés de force car ils atterrissent souvent dans les mêmes zones urbaines et sont souvent traités de la même manière par les autorités publiques. En ce qui concerne le flux migratoire « rural-rural » il est emblématique de la relation entre le déplacement forcé et la problématique agraire. Ceci s'explique principalement par le fait que le déplacement forcé dans les régions rurales s'inscrit dans les processus de colonisation agraire.

¹¹Suite à une enquête sur 904 municipalités colombiennes, le CODHES constate que 91% des expulsions ont lieu dans des zones rurales et seulement 9% dans des capitales départementales (IDMC; 2007; p.138).

Dans ces processus, le paysan est expulsé de ses terres, souvent à répétition, et se trouve obligé de chercher de nouvelles terres dans des régions de plus en plus inhospitalières.

Selon le rapport de l'IDMC sur le déplacement forcé en Colombie, l'expulsion des populations rurales s'effectue en phases (IDMC; 2007; p.139). Parfois, les déplacés sautent une phase, mais la majorité se trouvent empêtrés dans une des trois premières phases. De plus, chaque phase pose des problèmes et défis spécifiques. La première phase (Phase 1) correspond à la fuite des déplacés de leur lieu d'origine vers un terrain, un village ou un centre municipal avoisinant, à savoir le déplacement forcé « rural-rural ». Le manque criant de ressources, d'offres d'emploi et d'assistance aux niveaux locaux et municipaux a souvent l'effet de forcer les déplacés à partir. La deuxième phase (Phase 2) implique le déplacement d'un village ou centre municipal vers une petite ville ou centre urbain avoisinant (qui correspond fréquemment à la capitale du département), c'est à dire le déplacement forcé « rural-urbain ». Les déplacés sont souvent contraints à s'exiler pour les mêmes raisons décrites dans la Phase 1. La troisième phase (Phase 3) implique le déplacement d'une ville ou centre urbain vers les plus grandes villes du pays. La dernière phase (Phase 4) correspond à la réimplantation dans le lieu d'origine. Toutefois, les tentatives de retour ont généralement peu de succès car les causes du départ (l'insécurité notamment) sont très rarement résolues et les terrains sont soit trop chers, soit en possession d'acteurs armés.

1.2.3 – Le flux migratoire rural-urbain

Le flux migratoire « rural-urbain » (Phases 2 et 3) est le plus important en termes purement quantitatifs. Aujourd'hui, 73% des Colombiens habitent dans les zones urbaines alors que dans les années 1940, ils n'étaient que 27% (Bustelo; 2001). L'urbanisation de la Colombie s'explique en grande partie par la violence politique qui a été menée dans les campagnes depuis « La Violencia » et par l'industrialisation des années 1960 et 1970.

Par opposition au flux migratoire « rural-rural », qui correspond à un cycle infernal de déplacement forcé (voir la discussion ci-dessous), le flux « rural-urbain » représente en quelque sorte la fin du parcours de la personne déplacée. Étant donné que la réimplantation dans le lieu d'origine (Phase 4) impose des coûts humains et financiers rédhibitoires, la majorité des déplacés de force cherchent à s'installer soit dans une ville ou centre urbain départemental proche du lieu d'origine, soit dans les plus grandes villes du pays. La migration vers les plus grandes villes correspond généralement à la dernière étape de l'itinéraire de la personne déplacée (Bustelo; 2001). Selon l'UNHCR, 40% des 1.5 millions de personnes inscrites auprès du système d'enregistrement du gouvernement colombien (SUR¹²) habitent dans les dix plus grandes villes du pays. La majorité de ceux-ci atterrissent dans les bidonvilles de Bogotá, Cali, Cartagena, Barranquilla et Medellín (annexe 1)

En effet, c'est dans les métropoles que les déplacés recherchent l'anonymat et des conditions de vie tolérables. Toutefois, il est important de noter que l'itinéraire de la personne déplacée vers les grandes villes ne suit pas toujours un cheminement linéaire. Dans de nombreux cas, les personnes déplacées par la violence tentent un retour vers le lieu d'origine ou vers une ville intermédiaire proche. Selon une étude de la Conférence Épiscopale Colombienne, seulement 20% des déplacés migrent une fois, 58% migrent deux fois et 23% migrent trois fois ou plus. Les facteurs qui déterminent l'itinéraire du déplacé incluent mais ne se limitent pas à la nature et l'intensité de l'expulsion (ex. menaces ou assassinats), à la recherche de conditions sécuritaires et d'un environnement socio-économique favorable.

1.2.4 – Le flux migratoire « rural-rural »

Certains déplacés ont subi le déplacement forcé à plusieurs reprises. Dans certains cas, les acteurs responsables du déplacement forcé initial suivent

¹²SUR (*Sistema Unico de Registro*) : le système d'enregistrement officiel pour les personnes déplacées par le conflit civil.

le même itinéraire que les populations déplacées et finissent par les expulser de nouveau. Ce « cercle vicieux » du déplacement forcé est le plus souvent lié aux luttes pour le contrôle stratégique du territoire. Malgré le fait que ce phénomène peut se produire dans les « zones de réception » urbaines, ce sont surtout les déplacés qui s'inscrivent dans le courant du flux migratoire « rural-rural » qui sont démesurément affectés par le déplacement forcé (et non la migration) à répétition.

Les déplacés qui tournent le dos aux zones urbaines sont souvent forcés d'étendre la frontière agricole en colonisant de nouvelles terres. À titre d'exemple, durant « La Violencia » de nombreux paysans ont été expulsés des terres fertiles dans les vallées et ont dû défricher de nouvelles terres dans le Sud et dans la région Amazonienne (Bustelo; 2001). Après un certain temps, ces paysans ne réussissaient pas à vendre leurs récoltes à cause notamment de l'absence d'un appui institutionnel et de la mauvaise qualité des réseaux de transport. Par conséquent, ils s'endettaient, ce qui a grandement facilité l'appropriation des meilleurs terrains par les grands propriétaires (ibid; 2001). Ce faisant le cycle de déplacement forcé se répétait et se perpétuait. Cette colonisation¹³ permanente est à la base d'un déplacement permanent (Molano; 2007). En effet, le colon, pour des besoins de subsistance, s'endettait auprès d'un créancier (qui devenait par la suite l'acheteur) avant même de pouvoir profiter de la première récolte. Il devenait donc un véritable professionnel dans la préparation de la terre arable, mais n'avait que très rarement la possibilité d'en devenir propriétaire.

Même dans les cas où le colon a résisté à l'expulsion ou a réussi à valoriser sa terre et en faire une source de revenus stable, il se trouvait confronté par l'implacable logique de l'expropriation illégale. En effet, les grands propriétaires, accompagnés par des milices ou groupes d'autodéfense armés, ont systématiquement exproprié les terres fertiles et productives pour

¹³Colonisation: La migration des populations rurales des hautes altitudes (andines) vers les basses terres orientales: voir annexe 1

intensifier le processus de la concentration des terres. Prises ensemble, ces circonstances laissent le colon avec deux options: soit travailler comme laboureur, soit poursuivre la colonisation.

Dans le cadre contemporain, on retrouve une tendance similaire en ce qui concerne la culture du coca. C'est à partir du milieu des années 1990, suite au démantèlement des grands cartels et aux campagnes « anti-drogue » menées au Pérou et en Bolivie, que la culture du coca prend beaucoup plus d'ampleur, notamment dans les zones de colonisation périphériques (vallées inter-andines, piedmont « llanero » vers l'Amazonie Occidentale)¹⁴ (Pouzoullic; 2002; p.35). Les trafiquants et les paramilitaires ont étendu leur présence dans des régions traditionnellement contrôlées par les guérillas afin de lutter pour le territoire cocaïer. Inévitablement, ces acteurs, comme les grands propriétaires avant eux, ont employé la stratégie du déplacement forcé à des fins territoriales. De ce fait, les paysans ont été contraints de poursuivre l'abattage brûlis de la forêt afin de préparer des terrains pour l'agriculture de subsistance et la culture du coca.

Ces exemples du déplacement forcé à répétition servent à appuyer plusieurs hypothèses comme variable causale indépendante. Il est clair que les luttes territoriales pour la culture du coca génèrent des taux importants de déplacement forcé. Cependant, à l'origine de cette variable causale réside le problème de la possession de la terre. En somme, le flux migratoire « rural-rural » est le plus pertinent dans le cadre de ce mémoire car il permet d'aborder le déplacement forcé à partir de la problématique agraire.

1.3 – L'approche causale

À première vue, les actions militaires menées par les acteurs armés semblent être les causes principales du déplacement forcé. Le conflit civil que

¹⁴Voir annexe 1.

se livrent l'État colombien et les guérillas depuis plus de cinquante ans et la violation conséquente des droits de l'homme et du droit humanitaire international, sont des causes directes et indirectes du déplacement forcé. Les massacres, les enlèvements, les confrontations armées, les menaces ainsi que plusieurs autres formes de terreur comme la torture, la mutilation et l'assassinat sont caractéristiques des événements qui obligent des milliers de personnes à abandonner leurs terres, coutumes, possessions et sources de revenus:

Le déplacement est une migration provoquée par l'action, l'interaction, l'affrontement ou la simple présence d'un ou plusieurs acteurs armés dans les soi disant zones de violence (...) La cause principale du déplacement forcé est liée à la violence politique qui définit les relations entre l'État et les guérillas (Pérez Murcia; 2001; p.4, ma traduction)¹⁵

La relation causale entre violence politique et déplacement forcé paraît claire et sans équivoque. Toutefois, cette relation a besoin d'être clarifiée car le déplacement forcé varie en intensité et présente des dynamiques différentes selon le type de territoire ciblé, la présence ou absence d'intérêts stratégiques (militaires ou économiques) et la présence ou absence d'autres acteurs, qu'ils soient armés ou non (c.-à-d. paramilitaires, trafiquants de drogue). De plus, la violence politique elle-même, n'opère pas dans un vide causal. En effet, plusieurs auteurs constatent que le conflit civil trouve ses racines dans des conflits sociaux datant du XIXe siècle, en particulier ceux qui se rattachent à la lutte agraire¹⁶. Afin de pouvoir mieux distinguer entre les différents facteurs causals il est impératif de les classer selon leur impact respectif sur le déplacement forcé.

¹⁵Cette citation provient de la Conférence Épiscopale Colombienne: « *Desplazados por la violencia en Colombia. Sección de Movilidad Humana* », 1995, Secretario Nacional de Pastoral Social, Editorial Kimpres, Bogotá, p.14.

¹⁶Ci-voir: Legrand, C., « *Agrarian antecedents of the violence* », dans Bergquist, C., Peñaranda, R., Sánchez, G. « *Violence in Colombia: Contemporary crisis in historical perspective* » S.R Books, Wilmington, Del., 1992, 337 p., et Meertens D., « *A Life Project out of Turmoil: Displacement and Gender in Colombia* », chapitre 5, dans Essed P., Frerks G., Schrijvers J., « *Refugees and the transformation of societies: agency, policies, ethics and politics* », Berghahn Books, New York; Oxford, 2005, 237 p.

1.3.1 - *Les causes principales et immédiates (« root and proximate causes »)*

Une des théories explicatives principales de la migration internationale et du déplacement forcé concerne les théories « macro » (« *macro theories* »). Ces théories mettent l'accent sur les conditions structurelles et objectives qui agissent comme des facteurs de répulsion et d'attraction pour la migration (« *push and pull factors* ») (Boswell; 2002; p.3). Du fait que ce travail se concentre uniquement sur le déplacement forcé, ce sont seulement les facteurs de répulsion (« *push factors* ») qui sont pertinents. Cette théorie « macro » présente un contexte général approprié pour une analyse explicative du déplacement forcé et constitue un bon point de départ pour une approche plus spécifique – notamment celle qui concerne la séparation des divers facteurs causals dans des causes principales et immédiates.

1.3.2 – *Les causes principales*

Les causes principales - « (...) refer to the underlying structural or systemic conditions which provide the pre-conditions for migration or forced displacement » (Boswell; 2002; p.6). Ces causes sont généralement alimentées par des profonds problèmes structurels, fréquemment enracinés dans les inégalités ou injustices sociales, politiques ou économiques d'un pays donné. Dans le cadre du déplacement forcé causé par un conflit violent, la problématique agraire, la violence politique et la théorie de l'État en faillite (« *failed state* ») pourraient tous hypothétiquement être analysées comme des causes principales de ce phénomène. Toutefois, nous soutenons que la problématique agraire est la cause principale prédominante du déplacement forcé en Colombie.

1.3.3 – *Les causes immédiates*

Les causes immédiates - « refer to the immediate conditions that trigger movement » (ibid., p.6). Il existe très peu de recherches systématiques

sur les causes immédiates du déplacement forcé¹⁷. C'est pour cela que nous avons choisi deux causes immédiates (le déplacement forcé comme stratégie de guerre; le trafic de drogue) qui sont indépendantes et suffisamment distinctes.

1.3.4 - « *Mill's Method of Agreement/Most Different Systems Design* »

Ce mémoire aborde le déplacement forcé en Colombie à partir d'une approche causale comparative et qualitative. L'inférence ou la déduction causale est établie sur les bases de la méthode de concordance de John Stuart Mill:

« Using the « method of agreement », cases with similar values on a dependent variable – the phenomenon to be explained [c.-à-d. le déplacement forcé] (...) – are compared according to values on a theoretically determined set of independent variables [c.-à-d. le déplacement forcé comme stratégie de guerre; le trafic de drogue; la problématique agraire]. By a process of elimination those independent variables with differing values are dismissed from consideration, leaving those independent variables with similar values as possible « causes » of common outcomes on the dependent variables » (Smith; 1995; p.4).

Il convient de noter que le concept de « *Most Different Systems Design* » formulé par Przeworski et Teune est très similaire à celui de Mill mais le vocabulaire est inversé: « (...) a 'most different-systems design' (MDS) utilizes cases with similar outcomes on the dependent variable but different values on a broad range of independent variables, leaving only those independent variables with similar values as possible explanatory or causal factors » (ibid., 1995; p.4)

¹⁷Forced Migration Online (FMO), « *Dynamics of internal displacement* », 2005, [URL] <http://www.forcedmigration.org/guides/fmo041/fmo041-3.htm>

1.3.5 – Les variables causales

Graphique 1.

Variables Indépendantes	V.1: D.S.G	V.2: T.D	V.3: P.A	Variable Dépendante (déplacement forcé)
V.1: D.S.G.	N.A	Non	Oui	Oui
V.2: T.D	Non	N.A	Oui	Oui
V.3: P.A	Oui	Oui	N.A	Oui

D.S.G: Déplacement forcé comme stratégie de guerre; T.D: Trafic de drogue; P.A: Problématique agraire

Comme le démontre le graphique 1, nous partons du principe que les trois variables indépendantes causent ou provoquent le déplacement forcé. La première variable indépendante est le déplacement forcé comme stratégie de guerre (D.S.G.). Selon cette variable, le déplacement forcé est employé par les acteurs armés comme une méthode pour effriter la base sociale de l'ennemi. Le déplacement forcé de la population civile permet de prendre possession d'un territoire d'une certaine valeur militaire ou stratégique et de le repeupler avec une population partisane. La deuxième variable indépendante concerne le trafic de drogue. L'explosion de la culture du coca en Colombie a été accompagnée par une lutte intense entre les acteurs armés pour le contrôle des régions cultivées. De plus, les trafiquants de drogue ont joué un rôle fondamental dans la formation des forces paramilitaires contemporaines. Finalement, les fumigations des champs de coca provoquent aussi des niveaux importants de déplacement forcé.

Il est important de constater que dans certains cas, la variable causale du déplacement forcé comme stratégie de guerre et la variable causale du trafic de drogue, convergent. En effet, il peut arriver que le déplacement forcé soit

utilisé par les acteurs armés (les paramilitaires en particulier) comme un moyen de satisfaire des buts militaires et économiques (c.-à-d. le trafic de drogue). Afin de mieux analyser ces deux variables causales indépendantes, il est pertinent de distinguer entre le déplacement forcé en tant que stratégie, et le déplacement forcé comme objectif. C'est une stratégie des acteurs armés dans la mesure où elle vise à dépeupler des régions entières et à exercer une domination (militaire et sociale) à travers le transfert de leurs propres bases sociales. Le déplacement forcé est un objectif dans le sens que les acteurs armés cherchent à se rendre maître de la terre et des ses potentialités en termes de création de richesses. En distinguant le déplacement forcé comme stratégie (D.S.G.) du déplacement forcé comme objectif (T.D.), il sera possible d'éviter une trop grande confusion entre les variables même si au cours des dernières années, elles se chevauchent de plus en plus.

La dernière variable indépendante, la problématique agraire, postule qu'à l'origine du déplacement forcé se trouve la question foncière. En effet, la Colombie est historiquement marquée par une profonde inégalité foncière. La clé du procédé du déplacement forcé réside dans le rôle de la terre, dans sa possession et son exploitation, et dans les ressources qu'elle exhibe ou dissimule. La distribution de la terre implique un déséquilibre profond dans le pays et provoque l'exclusion d'une section importante de la paysannerie, notamment en ce qui a trait à la possession de la terre. La problématique agraire est au centre des variables indépendantes « le déplacement forcé comme stratégie de guerre » et « le trafic de drogue ». En ce qui concerne le premier, les campagnes de déplacement forcé sont associées à une contre-réforme agraire car elles sont entreprises par des acteurs armés pour des fins d'appropriation territoriale. On retrouve une tendance similaire en ce qui a trait au trafic de drogue. En effet, le déplacement forcé des populations rurales permet aux trafiquants de prendre possession des terrains pour cultiver le coca

ou pour des fins de blanchissement d'argent¹⁸. Ces processus contribuent à l'exclusion des populations rurales de la possession de la terre et provoquent une très forte concentration de la terre. On estime que de 1999 à 2004, plus de 4 millions d'hectares de terre ont été abandonnés par les populations déplacées; donc, presque trois fois plus que ce qui a été redistribué par le gouvernement depuis 1961 (Banque Mondiale; 2004).

Comme précisé dans l'introduction, nous validerons notre cadre analytique en analysant les deux premières variables indépendantes sans avoir recours à la problématique agraire. Ensuite, il sera question d'analyser la dernière variable indépendante, la problématique agraire, sans toucher aux lacunes agraires des variables précédentes. Cette séparation analytique des variables indépendantes devrait nous permettre de déterminer lesquelles de ces variables peuvent être traitées comme des causes nécessaires ou principales pour le déplacement forcé.

¹⁸Les trafiquants blanchissent l'argent sale en utilisant les terres « dépossédées » pour l'élevage de bétail et l'agroalimentaire.

CHAPITRE II

LE DÉPLACEMENT FORCÉ EN COLOMBIE: CONTEXTE HISTORIQUE

At the root of Colombia's problems lie the enormous disparities in the distribution of land and wealth, a loss of government legitimacy, the ineffectiveness of established institutions, an oligarchic political and social system based on clientelism, the state's use of terrorist methods, a breakdown of social relations, the inaccessibility of power for the majority of Colombians, the physical absence of the state in many regions, and a highly militarised society
(Cohen, Deng, 1998; p.401)

En tenant compte de la complexité et les racines très profondes du conflit colombien, cette section ne se consacre pas à expliquer la nature de ce conflit en grand détail, mais cherche plutôt à mieux comprendre comment le déplacement forcé s'y est inséré. L'objectif principal de ce chapitre consiste à analyser comment les diverses dynamiques et processus historiques du conflit civil ont pu contribuer à l'émergence des causes et conditions nécessaires pour le déplacement forcé.

2.1 – Le conflit colombien

La Colombie est aux prises avec un violent conflit civil qui perdure depuis plus de 50 ans. C'est un pays marqué, voire défini, par une longue histoire de violence politique. Les racines de cette violence politique datent des nombreuses guerres civiles du XIXe siècle, qui opposaient des paysans appuyant le Parti Libéral (PL) ou le Parti Conservateur (PC)³. Ces guerres civiles « sectaires » avaient comme toile de fond « sociale » les disputes agraires entre la paysannerie et les propriétaires fonciers - « *La structure oligarchique de la société, héritée de la période coloniale, et la distribution*

³En vérité, ils représentaient plus que de simples partis politiques; ils s'apparentaient à deux forces et sous-cultures politiques au sein desquelles chaque Colombien avait son parti-pris.

inégalité de la terre qui en découlent comptent parmi les facteurs à l'origine des tensions sociales préexistantes au conflit actuel » (Ricard-Guay, 2007; p.37). En effet, la source du conflit actuel découle du débordement des tensions entre l'oligarchie et la masse rurale et urbaine suite à l'assassinat en 1948 du candidat présidentiel et figure le plus à gauche du PL, Jorge-Eliécer Gaitán²⁰. Cet événement déclenche une émeute violente à Bogotá, *El Bogotazo* (Palacios, 2006; pp.141-142).

2.1.1 - « La Violencia » (1948-1958)²¹

Les dix années suivant l'assassinat de Gaitán en 1948 sont connues sous le nom de « La Violencia », une explosion spontanée et désordonnée de violence politique et sociale. Entre 1948 et 1958, plus de 200,000 personnes sont tuées, soit 1.56% de la population totale, et plus d'un million de personnes sont forcées à se déplacer soit vers les régions de colonisation, soit vers les grandes villes afin d'éviter la violence politique (Kay, 2001; p.753). Le gouvernement, qui à l'époque était dominé par les Conservateurs, déclenche une vague de violence contre le mouvement paysan car il redoute le potentiel révolutionnaire de ce dernier²². Ce « terrorisme d'État » incite plusieurs organisations paysannes à se mobiliser et à former des guérillas²³. L'opposition principale au gouvernement, le PL, coopte ces guérillas, ce qui incite les Conservateurs à former, à leur tour, des groupes d'autodéfense. Par conséquent, le conflit s'est transformé dans une lutte « bipartisane » pour le

²⁰Gaitán, « leader » populiste et radical, était le premier à sérieusement menacer la structure oligarchique du pays avec ces thèmes réformistes de redistribution économique et de participation politique. Ces thèmes ont donné lieu à une mobilisation sociale d'une telle magnitude que les « leaders » du statu quo redoutaient l'avènement d'une révolution sociale.

²¹La périodisation de « La Violencia » est encore source de débats. Nous considérons ici que « La Violencia » se déroule entre l'explosion de celle-ci dans la capitale en 1948 et la mise en place du Front national en 1958. Ce choix se justifie par le fait que, comme le souligne Palacios, la période de 1948 à 1958 fut effectivement caractérisé par un état de siège qui opposait partisans conservateurs et libéraux et ne prit fin qu'à la suite de la mise en place d'un accord bipartisan (c.-à-d. le Front national) (Palacios, 2006, p.170).

²²Il est important de relever que l'armée est restée plus ou moins neutre dans ce conflit. Les assauts les plus violents contre les villes et villages libéraux sont menés par la police nationale.

²³Ces guérillas étaient divisées en groupes « libéraux » et « communistes ». Les premiers avaient comme objectif principal le renversement du gouvernement conservateur alors que les derniers préconisaient la révolution sociale.

contrôle du gouvernement et du pays. Toutefois, ce qui avait éclaté comme une compétition politique nationale entre les oligarchies libérales et conservatrices - « débouche sur un cycle de violence dans les campagnes qui s'inscrit dans un contexte de tensions sociales latentes entre paysans et propriétaires terriens » (Ricard-Guay; 2007; p.37).

2.1.2 – Le Front national (1958-1974)

La période du Front national (FN) est cruciale pour mieux comprendre comment le conflit actuel a pris forme. Après cinq ans de dictature militaire sous Gustavo Rojas Pinilla (1953-1958), un système d'alternance et de parité entre le PL et le PC, dénommé le « Front national », est établi et met officiellement fin à « La Violencia ». Malgré tout, les tensions et revendications sociales et politiques de cette époque n'ont pu être contenues par le FN. Les années du FN sont surtout celles de l'institutionnalisation et de la politisation du clientélisme (Cohen, Deng; 1998; p.405). En effet, le système politique hermétique du FN s'appliqua à écraser toute contestation politique et chercha à contrôler et coopter les classes pauvres et moyennes à travers ses réseaux clientélistes. Toute tentative de réforme profonde s'est trouvée contrecarrée par la corruption.

L'échec cuisant de la réforme agraire de 1961 s'explique en grande partie par les liens étroits qu'entretenaient les propriétaires fonciers avec les élites politiques²⁴. En effet, la politique agraire du FN semble même avoir ouvertement favorisé une plus grande concentration des terres, notamment à travers la mise en place systématique de mesures agraires favorisant les grands propriétaires. Cette combinaison d'un système politique fermé et une économie

²⁴En 1961, le Congrès colombien approuve une loi pour la redistribution de la terre aux paysans pauvres. L'agence responsable pour l'application de cette loi, *Instituto Colombiano de la Reforma Agraria (INCORA)*, est submergée par les procédés légaux des grands propriétaires qui bloquent les expropriations. De plus, le ministre de l'Agriculture, qui représentait en grande partie les intérêts des grands propriétaires, avait le pouvoir de décider quelles terres étaient hors limite pour la redistribution (Palacios; 2006; p.182-183). Dix ans après sa mise en action, l'INCORA a réussi à exproprier seulement 1% de la terre ciblée (Cohen, Deng; 1998; p.404)

submergée par des pratiques clientélistes a joué un rôle important dans la radicalisation des guérillas.

Quand les guérillas libérales déposent leurs armes en échange d'une offre d'amnistie²⁵ de la part du FN à la fin des années 1950 et au début des années 1960, l'initiative contestataire passe vers les guérillas communistes, qui avaient gagné la confiance et l'allégeance des groupes paysans en refusant de céder au gouvernement. Ces guérillas radicales, elles-mêmes produits de la violence et du déplacement forcé, trouvent un appui naturel au sein des paysans et colons expulsés de leurs terres par la violence politique. La convergence de ces groupes, en conjonction avec la fermeture politique et économique, permet aux guérillas, surtout dans les plaines orientales, de s'asseoir comme une alternative politique crédible au gouvernement de coalition. En réponse aux attaques de l'armée, les groupes paysans et les guérillas proclament des « républiques indépendantes », notamment dans les départements du Meta, Caquetá, Cauca, Tolima et Cundinamarca (voir annexe 6). À la suite d'attaques sanglantes et de l'occupation armée de la république indépendante de « Marquetalia » en 1964, certains de ces groupes armés se convertissent en armées révolutionnaires (Palacios; 2006; pp.189-192).

L'ELN (*Ejercito de Liberación Nacional*), créé en 1964, est un groupe fortement inspiré par le « castrisme » et, du moins à l'origine, par les influences de la théologie de la libération. Il est composé d'étudiants, de représentants syndicaux et de professionnels qui défendent les intérêts des travailleurs des chantiers de pétrole et préconisent un programme basé sur le changement politique et la réforme agraire. Les FARC-EP (*Fuerzas Armadas de Revolucionarias Colombia – Ejercito del Pueblo*) apparaissent en 1966 et constituent aujourd'hui le principal groupe de guérilla. Les FARC dépendent fortement de leur base paysanne et revendiquent une réforme agraire et plus

²⁵Ceux qui n'acceptaient pas le statu quo et l'offre d'amnistie du FN pour les actions commises durant « La Violencia » ont dû faire face à une politique de répression.

d'égalité sociale tout en visant la prise de pouvoir politique²⁶. Depuis leur conception, les programmes politiques de ces guérillas sont restés sensiblement les mêmes, mais depuis les années 1980 et 1990, leurs sources de revenus changent dramatiquement. Le narcotrafic et les enlèvements sont dorénavant le mode de financement principal des FARC alors que l'ELN dépend des enlèvements et de l'extorsion des compagnies pétrolières (Ricard-Guay, 2007; p.38).

C'est aussi durant la période du FN qu'émergent des lois qui légalisent et élargissent les champs d'opération des forces paramilitaires. La loi 48 de 1968 est souvent citée comme étant celle qui a autorisé la création d'armées privées (Fagen et al.; 2003; p.4). Ces « armées privées » ont été mises en place par des propriétaires terriens soucieux de protéger leurs intérêts face aux activités des guérillas et des paysans mobilisés. Toutefois, les forces paramilitaires en activité aujourd'hui proviennent davantage d'« armées privées » créées par les trafiquants pour faire face aux incursions des guérillas. De plus, au cours de la même période (les années 1980), l'armée nationale organise des forces paramilitaires « anti-guérillas ». Ces trois forces, qui étaient auparavant de simples groupes mercenaires décentralisés, sont désormais rassemblées sous une organisation parapluie, les AUC (*Autodefensas Unidas de Colombia*)²⁷. Les paramilitaires sont très présents dans les zones conflictuelles et sont beaucoup plus efficaces que l'armée dans le délogement des guérillas. Ces groupes armés sont notoires pour l'extrême violence et cruauté de leurs actions et sont tenus responsables pour la majorité des violations des droits humains. Plusieurs sources indépendantes soutiennent

²⁶ D'ailleurs, un cessez-le-feu négocié par le gouvernement Betancur entre 1984-1987 donne naissance à l'UP (Union Patriótica), le bras politique des FARC. Ce parti et ses dirigeants ont gagné 15 sièges au Congrès au cours des élections de 1986. Cependant, en réaction à ce succès, les forces paramilitaires ont éliminé la quasi-totalité des dirigeants et membres élus du parti, mettant ainsi fin au cessez-le-feu. Depuis cette époque, les FARC sont fermement opposées à déposer les armes au profit d'une ouverture politique.

²⁷ Cette organisation fédéraliste est dirigée par la faction ACCU (*Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá*), un groupe paramilitaire financé par un cartel de drogue et plus précisément par les frères Fidel et Carlos Castaño.

que l'armée nationale appuie clandestinement les opérations menées par les paramilitaires²⁸ (HRW; 2001).

L'impunité avec laquelle opèrent les forces armées, les paramilitaires ou encore les guérillas est symptomatique du délabrement du système judiciaire colombien. Les deux institutions responsables pour le respect de l'ordre et de la justice, la police et le système judiciaire, émergent de « La Violencia » encore plus subordonnées au pouvoir exécutif (Palacios; 2006; p.169). Le FN a consolidé la corruption et la vénalité du système judiciaire précisément à un moment où la société colombienne avait besoin d'une mise en application honnête et fiable de la loi. Ce système judiciaire défectueux a eu des répercussions sévères sur la violence et le déplacement forcé. En effet, sans l'apport d'un système judiciaire efficace, les populations civiles, et surtout celles dans les régions rurales éloignées des infrastructures d'État, sont à la merci des groupes armés. Aujourd'hui en Colombie, il est estimé que le taux d'impunité oscille entre 97 et 99.5% et que seulement 26% des crimes sont rapportés aux autorités publiques (Cohen, Deng; 1998; p.421).

En ce qui a trait au déplacement forcé, l'impunité inspire la peur au sein des populations déplacées par la violence. Il y a une profonde réticence de demander de l'assistance aux institutions d'état par peur de représailles.

La prédominance des paramilitaires et des guérillas dans le conflit civil tend à démontrer que l'État n'exerce pas le légitime monopole de la violence. Ceci s'explique par le fait que l'État colombien, surtout durant le FN, a consolidé une forme de gouvernement qui isole les élites, réprime les actions collectives et laisse la résolution des crises sociales aux mains de la violence privée (Bergquist et al.; 2001; p.49). Paradoxalement, la stabilité de la démocratie colombienne est assurée par le fait que cette violence fleurit dans

²⁸En 2001, HRW (*Human Rights Watch*) publie un rapport qui souligne que pour de nombreux Colombiens, les paramilitaires sont tellement intégrés aux stratégies de l'armée qu'ils constituent en fait la sixième division de l'armée nationale (qui en compte cinq).

des régions loin du centre, où la présence militaire et institutionnelle de l'État est très faible. Toutefois, un tel contexte ne fait que rendre la population rurale plus vulnérable et accroît les niveaux de violence et de déplacement forcé.

En somme, le FN a joué un rôle fondamental dans la radicalisation des guérillas, dans l'émergence et la consolidation des paramilitaires, dans l'institutionnalisation de la corruption, dans l'isolement du gouvernement de ses régions et finalement, dans le délabrement du système judiciaire.

2.1.3 - L'évolution du conflit civil

Le FN lègue au pays un ensemble complexe de facteurs interdépendants qui explique la pérennité du conflit civil. Malgré les quelques tentatives de dialogue, le conflit civil s'intensifie au fil du temps. Parmi ces facteurs, signalons:

i) la persistance de tensions sociales non résolues, notamment vis-à-vis de la distribution de la terre; ii) une classe dirigeante divisée et une élite fragmentée, incapables de construire une citoyenneté inclusive (...); et iii) l'impunité qui règne en maître dans ce pays (Ricard-Guay; 2007; p.39).

Dans le courant des années 1970 et 1980, un nouveau facteur entre en scène et transforme la nature du conflit civil. La Colombie acquiert rapidement la réputation d'être la plaque tournante à l'échelle mondiale du trafic de drogue. Les grands cartels (c.-à-d. Cali et Medellín) accumulent une fortune vertigineuse et pénètrent, à travers la corruption, les plus hauts échelons du système politique colombien²⁹. Le « *political-criminal nexus* » qui émerge durant cette époque est attribuable aux failles structurelles héritées des périodes de « La Violencia » et du FN:

²⁹Dans le cadre des élections présidentielles de 1994, il fut révélé que la campagne du futur président Ernest Samper aurait accepté des donations de la part du cartel de Cali, dirigé par les frères Gilberto et Miguel Rodríguez Orejuela.

The main underlying structural conditions in Colombia were: the delegitimisation of the regime, the weakness of civil society, the widespread propensity to resolve disputes through violence, the geography of the country, the structure of the political system and parties, various obstacles to upward social mobility, the large scale of illegal economic activities, and the social acceptance of contraband and money laundering (Godson et al.; 2003; p.72)

En effet, la Colombie possède les conditions structurelles idéales pour une industrie de production et d'exportation de drogues illicites. Le trafic de drogue est rapidement devenu la principale source de financement aussi bien pour les paramilitaires que pour les guérillas, en particulier les FARC. De plus, depuis les 15 dernières années, les luttes territoriales que se livrent paramilitaires et guérillas sont fréquemment axées sur les régions qui cultivent le coca.

2.1.4 – L'intensification du conflit civil (1995-2005)

La recrudescence du conflit colombien au cours des 15 dernières années a eu comme conséquence principale, l'expansion géographique du conflit et l'explosion des niveaux de déplacement forcé. Cette intensification du conflit civil est intimement liée au trafic de drogue. En moins de 20 ans, la Colombie est passée d'une culture sporadique de coca, au statut, reconnu internationalement, de premier producteur et transformateur de coca dans le monde (Pouzoullic; 2002; p.5). Cependant, c'est seulement à partir du milieu des années 1990 que la culture du coca connaît une véritable explosion en Colombie. De 1995 à 2000, la surface des cultures de coca en Colombie passe de 50.900 hectares à 163.289 hectares. À titre de comparaison, la surface des cultures de coca en Colombie couvrait seulement 10.000 hectares en 1980. Cet accroissement fulgurant de la culture du coca s'explique en grande partie par le succès des politiques d'éradication des cultures illicites au Pérou et en Bolivie. En effet, en 1995, le Pérou avait des surfaces de culture de coca totalisant

115.300 hectares alors que la Bolivie en avait 48.600. En 2000, ces chiffres ont baissé jusqu'à 34.200 et 14.600 hectares respectivement (Pouzoullic; 2005; p.30).

L'explosion de la culture du coca en Colombie n'est pas passée inaperçue par les acteurs armés. En effet, ils apparaissent dans les zones de cultures illicites et s'engagent dans les réseaux de la drogue. La lutte entre les différents groupes armés pour le contrôle de ces zones devient rapidement un enjeu politique et stratégique fondamental. L'expansion territoriale du conflit civil ainsi que l'accroissement des subséquents niveaux de déplacement forcé sont liés à l'augmentation fulgurante de la production et de la culture du coca. Les populations rurales sont désormais au centre des conflits entre les différents groupes armés et, de ce fait, leurs terres sont souvent ciblées pour l'expropriation.

La période de 1995-2005 est aussi marquée par le contraste entre les différentes stratégies adoptées par le gouvernement afin de résoudre le conflit. Alors que les années 1980 et le début des années 1990 sont marquées par de nombreux processus de paix infructueux, la période de 1995-2005 est caractérisée dans un premier temps, par une politique d'ouverture envers les guérillas (1995-2002), et dans un deuxième temps, par une politique de répression militaire (2002-2005).

L'arrivée au pouvoir du gouvernement d'Ernesto Samper (1994-1998) est entachée par le scandale qui entoure le financement de sa campagne présidentielle par le cartel de Cali. Cette administration avait comme objectif principal la résolution pacifique du conflit civil, mais les nombreuses déroutes de l'armée face aux attaques des guérillas en 1996 et en 1998³⁰ affaiblissent un gouvernement déjà fortement discrédité. Malgré l'échec cuisant de ce

³⁰Le 6 août 1998, les guérillas donnent un avertissement sanglant au gouvernement de Samper en attaquant plus de 65 postes militaires et urbains. Des centaines de soldats, guérillas et civils sont tués, blessés ou pris en otage.

gouvernement dans la lutte contre la drogue et la résolution du conflit civil, le gouvernement de Samper a joué un rôle important dans la formulation d'un projet de paix qui sera repris par la prochaine administration (Azcarate; 1999).

Le gouvernement d'Andrés Pastrana (1998-2002) accède au pouvoir en proposant un programme politique basé sur une solution négociée au conflit civil. En 1999, un processus de dialogues avec les FARC a pu être mis en place en garantissant l'établissement d'une zone de démilitarisation d'une dimension équivalente à celle du territoire suisse (voir annexes 4 et 5). Durant la même année, Pastrana annonce son projet pour « la paix et la prospérité en Colombie ». Dénommé « Plan Colombie », ce projet a été originellement conçu comme une solution « multilatérale » au conflit colombien, axée sur des programmes de développement économique et social, la création d'une politique anti-drogue efficace et la résolution pacifique du conflit civil. Ce plan était profondément enraciné dans une approche causale au conflit civil. En effet, lors de son discours inaugural, Pastrana insistait sur le fait que l'investissement ne devait pas se limiter à la lutte contre la drogue, mais devrait plutôt privilégier la réactivation et le développement des régions rurales isolées et aider les victimes du conflit civil - « *In his inaugural address, President Pastrana had proposed a « Fondo de Inversión para la Paz » (Peace Investment Fund) that would finance commitments made at the negotiating table, reconstruct war-damaged infrastructure, invest in alternative development, and address pressing humanitarian needs, particularly of Colombia's massive displaced population » (Welna et al.; 2007; p.151).*

Malgré les bonnes intentions, le « Plan Colombie » dégénère rapidement dans un projet bilatéral, dominé par la contribution militaire américaine³¹, et ayant pour but l'éradication du trafic de drogue et la résolution forcée du conflit civil. Ce projet joue un rôle clé dans l'intensification des

³¹Plus de 80% du budget de 1.3 milliard de dollars alloué par les États-Unis est destiné vers l'acquisition de matériel militaire.

opérations militaires, non seulement contre et entre les insurgés, mais aussi contre les cultivateurs de coca (« fumigations »). De plus, au bout de trois ans de négociations infructueuses, le processus de dialogue avec les FARC se solde par un échec.

L'élection d'Alvaro Uribe en 2002 représente un tournant dans la stratégie gouvernementale contre les guérillas. La politique dite de sécurité démocratique (PSD) est la pierre angulaire de cette administration et consiste à récupérer la sécurité nationale à travers l'augmentation des effectifs militaires et policiers colombiens. Cette approche belliqueuse est orientée principalement vers les guérillas car les forces paramilitaires font l'objet d'un processus de démobilisation. En effet, en 2004, les paramilitaires acceptent de déposer leurs armes en échange d'une amnistie et sous condition de pouvoir garder leurs avoirs financiers (principalement issus du trafic de drogue) (Ricard-Guay, 2007; pp.41-42).

Cette stratégie double et contradictoire a plusieurs conséquences négatives. Premièrement, elle ne traite pas les guérillas et les paramilitaires sur un pied d'égalité car les premiers sont clairement identifiés comme étant les principaux responsables du conflit colombien. Deuxièmement, étant donné que la PSD vise avant tout à faire pression sur les groupes armés pour solutionner le conflit, l'État colombien ignore sa responsabilité dans la dégradation du conflit, et se positionne exclusivement comme victime. Ce faisant, les causes principales ou historiques qui sont à l'origine du conflit civil depuis plus de 50 ans se trouvent écartées en faveur d'une rhétorique de « guerre contre la drogue » ou plus récemment, d'une « guerre contre le terrorisme ». En effet, la PSD du gouvernement d'Uribe est renforcée en 2004 par la mise en place du « Plan Patriote » qui, à la différence de son prédécesseur (le « Plan Colombie »), est totalement consacré à la lutte contre les guérillas.

2.1.5 – Vue d'ensemble du déplacement forcé (1995-2005)

Comme l'illustrent les graphiques suivants, le nombre de déplacés internes ainsi que le nombre de départements affectés par le déplacement forcé ne cesse de croître depuis 1995. Ces graphiques présentent les données statistiques des deux principales sources colombiennes, le CODHES et la « *Red de Solidaridad Social* » (RSS). De 1995 à 2000 les données sur le déplacement forcé divergent car c'est seulement à partir de 1995 que la RSS recueille des statistiques sur le déplacement forcé alors que le CODHES le fait depuis 1985. De plus, la RSS comptabilise uniquement les personnes déplacées par la violence qui se sont inscrites auprès du « *Sistema Único de Registro* » (SUR), le système d'enregistrement du gouvernement colombien. Malgré ces écarts, les deux sources démontrent clairement qu'il y a eu un accroissement important du déplacement forcé durant la deuxième moitié des années 1990 et que de 2000 à 2002, ce phénomène s'intensifie et atteint des niveaux sans précédents (voir graphique 3).

La croissance du déplacement forcé de 1995 à 2002 s'explique principalement par l'expansion géographique du conflit civil. La graphique 2 démontre comment de 1995 à 1999 les départements colombiens sont progressivement affectés par des pourcentages de déplacement plus élevés. Ce développement est principalement attribuable à la prolifération des régions cultivatrices de coca. Les revenus dérivés du contrôle de la production du coca accroît l'autonomie des FARC qui, par conséquent, dépendent de moins en moins de l'intégration au sein la base sociale paysanne. Ces fonds permettent aux guérillas d'intensifier la dimension militaire du conflit et facilite le recrutement. Il existe donc une relation évidente entre la hausse des niveaux de déplacement forcé, le nombre de départements affectés par le déplacement forcé et les régions où se cultive le coca (voir la graphique 2 et l'annexe 4). De 1999 à 2002, les niveaux de déplacement forcé connaissent un fort accroissement. Ceci est dû notamment à la mise en œuvre de la pièce maîtresse du « Plan Colombie », « *the push into southern Colombia* ». Cette opération

militaire consiste premièrement, à confronter les FARC dans leurs territoires avec des bataillons entraînés par les forces spéciales états-uniennes et deuxièmement, à éradiquer par fumigation les champs de coca. Comme l'illustre la graphique 2, ce sont surtout les départements du Meta, Caquetá et du Putumayo (voir annexe 1) qui sont ciblés par cette opération.

Même si les effets à long terme des fumigations sur la flore, la faune, et la santé humaine ne peuvent encore être établis, deux effets à court terme du « Plan Colombie » peuvent être identifiés: « 1) *Humanitarian crisis due to the loss of food security for the population and 2) Internal displacement and refuge for those affected by sprayings and political violence* »³².

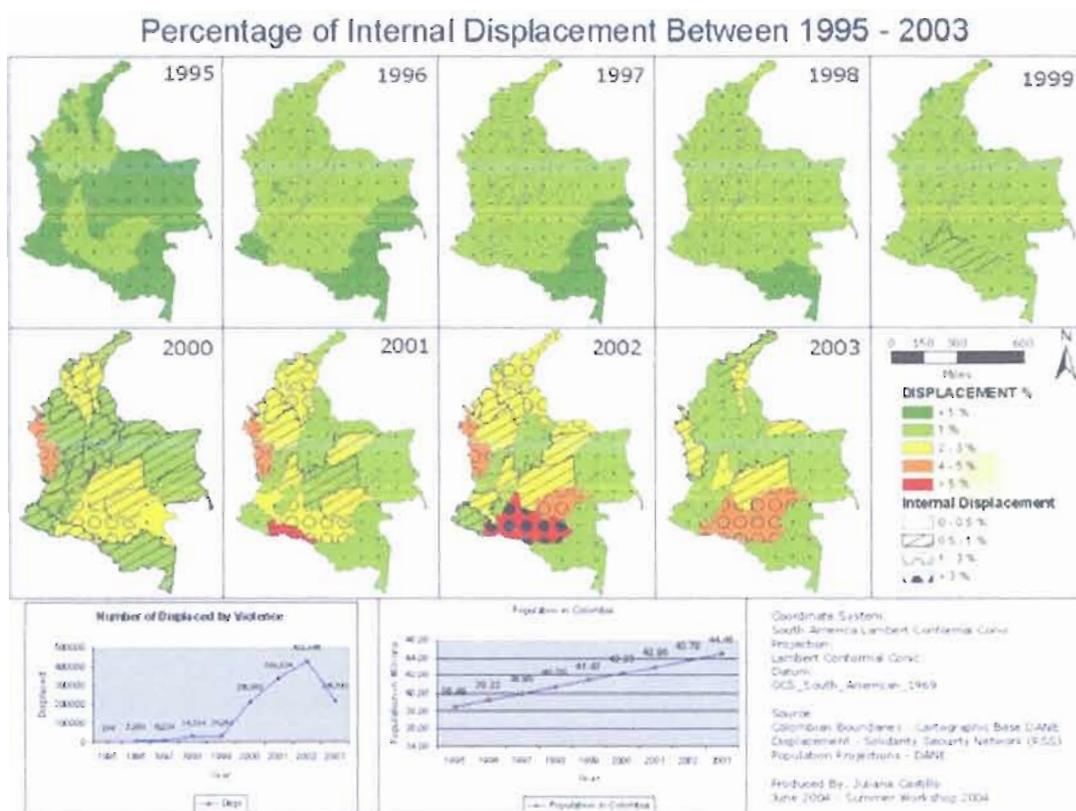
L'intensification du conflit armé en Colombie a provoqué une expansion territoriale du déplacement forcé. De 2000 à 2002, le nombre de départements affectés par le déplacement passe de 480 à 890, ce qui représente environ 87% du territoire colombien (Ricard-Guay, 2007; p.49). Au plan démographique, le déplacement forcé est au cœur du processus d'urbanisation du pays: l'exode des populations rurales « périphériques » contribuant au surpeuplement des banlieues des grandes villes du « centre ». Du point de vue économique, le déplacement forcé est intrinsèquement lié au processus de concentration de la terre.

Pour conclure, il convient de noter que de 2002 à 2003 il y a eu une diminution du nombre de déplacements forcés (graphique 3). Cette baisse s'explique principalement par l'impact de la PSD du gouvernement d'Uribe et les négociations entourant la démobilisation paramilitaire. Un autre facteur expliquant cette baisse concerne la réduction du nombre de déplacements de masse et la hausse du nombre de déplacements individuels et unifamiliaux, phénomène moins visible aux yeux du reste de la population. Alors que le déplacement de masse implique des massacres et des disparitions forcées, le

³²Romero-Medina, A., American Friends Service Committee, "Colombia: Internal Displacement and Humanitarian Crisis", [URI.], <http://www.afsc.org/latinamerica/int/aiar0501.htm>, 2001

déplacement individuel et unifamilial représente un changement de stratégie caractérisé par plus d'assassinats sélectifs, la disparition forcée d'individus, les menaces individuelles et les détentions massives et arbitraires. Toutefois, cette baisse est temporaire car depuis 2003, le nombre de déplacements forcés progresse constamment³³.

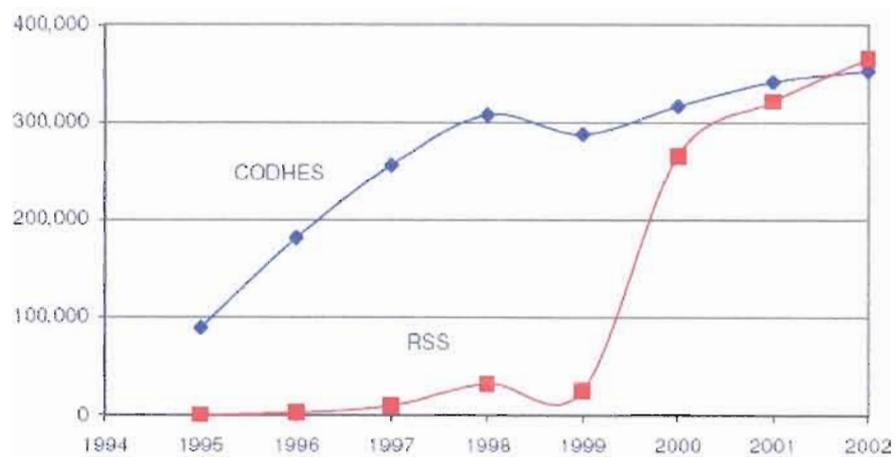
Graphique 2: Pourcentage du déplacement forcé entre 1995 et 2003 (Castillo, 2004)³⁴



³³En 2003, 207.706 personnes ont été déplacées de force. En 2004, ce chiffre s'élève à 287.581 personnes, une hausse de 38% par rapport à l'année précédente, voir Leech, G., Colombia Journal, « *Colombia's deteriorating Security Situation* », [URL] <http://www.colombiajournal.org/colombia202.htm>

³⁴ Il convient de noter que c'est uniquement la partie supérieure du graphique 2 qui nous intéresse ici (pourcentage du déplacement forcé (par département) entre 1995 et 2003), la partie inférieure étant illisible.

Graphique 3: Magnitude du déplacement forcé (1995-2002) (Ibañez, Querubin; 2004; p.6)



CHAPITRE III

LE DÉPLACEMENT FORCÉ COMME STRATÉGIE DE GUERRE

In the struggles for control over territories and populations, the real strength of the insurgent and counterinsurgent forces frequently lies more in the possibility of « taking the water away from the fish » than in direct confrontation. This strategy, which focuses on undermining the enemy's social base, renders one and all susceptible to becoming a military target. Initially, it is the organisations and their leaders that are focused on as friends or enemies; after that, the civilian population is targeted - no space is allowed for neutrality (Segura Escobar, 2000)

Selon le rapport de l'IDMC sur la Colombie, le déplacement forcé est utilisé comme une stratégie militaire par les différents acteurs armés. Les menaces de mort sont l'outil préféré des groupes armés qui veulent se débarrasser de personnes « indésirables » à cause de leur collaboration prétendue avec l'ennemi. Ceci peut servir comme un mécanisme pour l'appropriation de biens (terrains, logements), pour contrôler la population civile à travers la terreur, pour décimer la base sociale (éradication de syndicats et d'organisations sociales) ou pour imposer une contribution financière (taxation forcée) (IDMC; 2007; p.61). En effet, la terreur est utilisée comme une stratégie de guerre calculée pour éradiquer des éléments hostiles et créer une base sociale homogène, ce qui facilite le contrôle de la population et mine la compétitivité de l'ennemi. Les attaques contre les populations civiles, que ce soit à travers des massacres, des assassinats, des prises d'otages ou des tortures constituent une partie intégrale de ce processus et sont directement responsables pour le déplacement forcé de milliers de personnes. En ignorant la distinction humanitaire fondamentale entre « combattant » et « non-combattant », les acteurs armés négligent le fait que la majorité des personnes ciblées par le déplacement forcé ne sont pas impliquées dans le conflit civil.

3.1 – Contexte historique

Les premières traces du déplacement forcé comme stratégie de guerre, et plus particulièrement du déplacement délibéré de la population civile, remontent à la période de « La Violencia ». Durant cette époque très peu de morts résultaient de confrontations directes entre guérillas et forces armées - « *One or another armed group, legal or illegal, would take over a territory and impose its control on the population* » (Palacios; 2006; p.137).

Malgré le fait que les événements de « La Violencia » s'articulent autour d'une confrontation sectaire entre libéraux et conservateurs, ils s'enracinent plus profondément dans les frustrations sociales des classes rurales. En effet, suite à l'élection du conservateur Laureano Gómez en 1950³⁵, « La Violencia » se propage rapidement dans les régions rurales. Afin d'éviter une récurrence des incidents du 9 avril à Bogotá, le gouvernement de Gómez met en place des mesures répressives contre les masses provinciales – jugées comme une menace à la « Pax Romana » des centres urbains. C'est dans les régions rurales où la violence est la plus intense, notamment dans les départements du Tolima, Valle del Cauca et Viejo Caldas (voir annexe 1). Dans ces régions, les paysans ne parlent pas de quand « La Violencia » a commencé, mais plutôt de quand « La Violencia » est arrivée. Cette arrivée de la violence est le plus souvent associée aux « chulavitas », la police « conservatrice » du département de Boyacá.

Durant son exil³⁶, Gómez est venu à la conclusion que le parti Libéral était le principal responsable pour les événements du 9 avril. De plus, il caractérisait le libéralisme comme étant dans une relation organique avec le communisme. Par conséquent, les « chulavitas » et d'autres groupes

³⁵Gómez remporte, sans opposition, les élections présidentielles de 1950. L'unique candidat des libéraux, Darío Echandía, refuse de participer à cette élection, car il n'y avait plus de garanties pour son parti suite à l'assassinat de plusieurs cadres libéraux.

³⁶En 1953, Gómez est forcé à l'exil par la menace d'un coup d'État militaire (qui plus tard dans l'année deviendra réalité). Toutefois, il continue de diriger le Parti conservateur de son lieu d'asile en Espagne.

paramilitaires de l'époque comme les « penca ancha », « aplanchadores » et les « pájaros » sont employés par l'État pour mener une campagne « anti-libérale » et « anti-communiste » dévastatrice dans les régions rurales. Cette terreur rurale a eu de nombreuses conséquences visibles:

The plunder of land and property whose owners had been killed or threatened into selling; the confiscation of harvests and livestock; the burning of houses, sugar cane crushers, and processing plants; the physical coercion of discontented rural workers, provoking massive migrations to the cities, or removing peasants to areas controlled by the party with which they were affiliated, until « veredas » [quartiers ruraux] and regions were politically homogeneous, or forcibly enlisting peasants into an armed group often made up of members of a single family. Ultimately, rural terror rearranged social classes in the countryside and relations of leadership and power in the country (Sánchez, G; 2001; p.17)

Cette répression de la population civile par les institutions de l'État provoque des niveaux de déplacement forcé et de violence invraisemblables. On estime qu'au moins 2 millions de personnes ont été déplacées de force et que plus de 200,000 personnes ont été tués par la violence qui a sévi au pays de 1948 à 1958. Une des conséquences les plus importantes de cette victimisation de la population civile concerne la transformation graduelle de la résistance civile en résistance armée. En effet, les paysans ciblés par la violence se trouvaient avec trois options: 1) suivre les flux migratoires en direction des zones de colonisation; 2) suivre la masse des sans emplois en direction des centres urbains; ou 3) rejoindre les guérillas. Dans le cadre de cette dernière option, les grands centres de guérillas agissent comme des pôles d'attraction pour les réfugiés terrorisés par la police nationale. Ces centres se consolident dans deux types de régions spécifiques: 1) les zones de colonisation récentes – notamment dans le Sumapaz et le sud du Tolima et 2) les régions dans la frontière ouverte où la colonisation avait à peine débuté – notamment dans les plaines orientales, (les « llanos ») (voir annexe 6). Il est

estimé que ces centres auraient abrité plus de 20,000 hommes armés et que plus de la moitié de ceux-ci se trouvaient dans les plaines orientales. Ces enclaves se sont rapidement transformées dans des zones de protection permanentes pour les populations déplacées (les républiques indépendantes) et s'élèvent comme des barrières insurmontables à l'imposition de l'autorité étatique (Bergquist et al.; 1992; pp.87-89)

Suite à l'émergence des guérillas communistes en 1964, les écoles militaires colombiennes, inspirées par la doctrine sécuritaire panaméricaine, enseignent la thèse de « l'ennemi interne », une extension camouflée de « l'ennemi externe », qui à l'époque était incarné par l'Union Soviétique. Selon cette thèse, l'ennemi n'est pas le soldat en uniforme, mais le soldat qui se déguise en civil et qui infiltre les organisations sociales et collabore avec les mouvements armés nationaux, comme les guérillas. Cette thèse, inspirée par la stratégie maoïste de la Longue Marche, amène les théoriciens des guerres irrégulières à mettre en lumière le rôle des populations civiles dans ces conflits et à formuler des stratégies pour contenir ce phénomène. Par conséquent, le civil n'est plus considéré comme une victime, mais comme un ennemi potentiel ou réel. Afin de contrecarrer « l'ennemi interne », la commande militaire colombienne préconise l'organisation des civils dans des groupes armés (Molano; 2007).

L'application de la Loi 48 en 1968 concrétise cette idée que « l'ennemi interne » se doit d'être affronté par des « armées privées ». Cette loi autorise l'organisation militaire des civils dans une sorte de garde nationale. D'un point de vue légal, la Loi 48 constitue la base pour l'émergence des groupes paramilitaires encore en activité aujourd'hui. La désignation de ces groupes armés comme des « paramilitaires » indique qu'ils entretiennent des liens étroits avec les forces armées régulières. En effet, selon certains spécialistes, les paramilitaires proviennent davantage d'un projet politique conçu par Washington et mis en œuvre par le gouvernement colombien, que d'une réaction d'autodéfense légitime des victimes (c.-à-d. les propriétaires fonciers)

des insurgés (IDMC; 2007; p.220). Les paramilitaires reçoivent rapidement l'appui financier des ennemis des guérillas: éleveurs de bétail, propriétaires fonciers, commerçants et membres des forces armées.

Selon le précepte de Mao Tse Tung, le guérillero doit s'immerger dans la population civile et y « être comme un poisson dans l'eau »: c'est ici qu'il trouve les complicités et les sympathies nécessaires pour son ravitaillement, son financement tout en offrant une couverture pour déjouer les tentatives de répression de l'État. Mais selon la logique de Mao, si l'eau se tarit ou se retire, les partisans n'échappent pas à la mort. En effet, l'organisation des civils contre l'insurrection répond à cette stratégie de vider l'eau du réservoir. Cibler les populations civiles, que ce soit à travers le recrutement volontaire, la délation ou encore la terreur (menaces, massacres, assassinats) permet d'affaiblir la base sociale des guérillas et de prendre contrôle de territoires d'une importance stratégique.

3.2 – Contexte contemporain

Ce sont les paramilitaires qui abusent le plus du déplacement forcé comme stratégie de guerre. En 2000, les paramilitaires étaient responsables pour 71% des déplacements forcés en 2000 et les guérillas pour 14% (IDMC; 2004; p.38). L'écart entre ces chiffres s'explique en grande partie par les méthodes employées par les paramilitaires pour prendre le contrôle d'un territoire et de sa population. Durant la même année, les paramilitaires étaient responsables pour plus de 80% des abus de droits humains en Colombie (HRW; 2001). La violence excessive des paramilitaires (massacres, tortures, assassinats) envers les populations rurales est une stratégie de guerre fondamentale car elle provoque le déplacement massif et sape la base sociale des guérillas. En effet, il importe peu aux paramilitaires si les populations ciblées appuient les guérillas ou non car la survie de ces derniers est dépendante de cette ressource. Quand un territoire est vidé de sa population, les guérillas ont l'option de partir ou de lutter au grand jour. Comme la clé de

la lutte guérilla consiste à ne pas être découvert, le déplacement forcé de la population civile fait en sorte qu'il devient plus difficile d'opérer efficacement. Ceci démontre clairement que le déplacement forcé comme stratégie de guerre est profondément ancré dans les modes d'opérations des forces paramilitaires.

Il est généralement reconnu que jusqu'en 1997, le déplacement forcé était caractérisé par la fuite d'individus ou de familles de leur lieu d'origine vers des villages ou capitales municipales avoisinantes. Toutefois, depuis 1997, l'année de la consolidation des forces paramilitaires sous le parapluie des AUC, les déplacements de masse (plus de 50 personnes) ont connu un fort accroissement. En effet, le déplacement forcé qui se produit à cause d'une « stratégie de guerre délibérée » est le plus souvent lié aux déplacements de masse. Ceci s'explique par le fait que la population civile est désormais une cible militaire « légitime » aux yeux des acteurs armés. Auparavant, la population civile souffrait indirectement de la violence et du déplacement forcé mais au cours des quinze dernières années, cette tendance s'est inversée. Les déplacements de masse sont généralement précédés par des attentats contre la population, que ce soit sous forme d'assassinats, de tortures, de prises d'otage ou de massacres. Étant donné la relation évidente entre violence et déplacement forcé, il suit que les événements les plus violents, les massacres (plus de 5 personnes assassinées), sont accompagnés par les plus hauts niveaux de déplacement forcé (les déplacements de masse) (Cohen, Deng, 1998; p.401; IDMC; 2007; p.142).

Selon le « *Defensoría del Pueblo* » (bureau de « l'ombudsman » des droits humains), il y a eu 286 massacres enregistrés en 1997, 235 massacres en 1998 et 402 massacres en 1999. À titre de comparaison, entre 1991 et 1996, 158 massacres ont été enregistrés annuellement (Derechos; Equipo Nizkor; 1999). Cette croissance s'explique en grande partie par la mise en application systématique d'opérations militaires contre les populations civiles. En effet, depuis 1997, la commande paramilitaire a mis en place une « stratégie de guerre » qui a été répétée à maintes reprises et avec peu de variation : la

population prise pour cible est isolée, les habitants sont obligés d'abandonner leurs maisons, de se rassembler et de s'identifier auprès des paramilitaires; ceux qui se trouvent sur la liste de suspects des paramilitaires sont mis à l'écart et éventuellement torturés ou assassinés; plus tard, un processus de « nettoyage » des guérillas est amorcé; finalement, dans plusieurs cas, les paramilitaires imposent aux paysans une date butoir pour quitter les lieux ou pour accepter leur autorité (Derechos; Equipo Nizkor; 1999).

Deux cas d'études spécifiques démontrent clairement l'impact dévastateur de cette stratégie de guerre sur les populations civiles.

3.2.1 – Cas d'étude 1: Le massacre de Mapiripán

En juillet 1997, le groupe paramilitaire connu sous le nom des AUC, entreprit une campagne militaire dévastatrice contre la petite ville de Mapiripán, située dans le sud-est du département du Meta. Pendant cinq jours (du 15 au 20 juillet), 120 à 150 hommes armés prirent contrôle de la ville et assassinèrent au moins 30 personnes – toutes inscrites sur une liste et soupçonnées d'avoir collaboré avec les guérillas³⁷. La brutalité de l'attaque, caractérisée par l'emploi de machettes et de tronçonneuses, sema la panique dans la ville et provoqua un exode. En effet, Mapiripán est le site de la plus grande mobilisation de personnes déplacées jamais entreprise dans le pays. Deux avions DC-3 loués par la CICR (Comité International de la Croix-Rouge) ont transporté plus de 150 personnes vers Villavicencio, la capitale départementale (CICR; 1998). Même si des statistiques officielles sur le nombre de personnes déplacées par ce massacre n'ont pu être établies, il convient de noter qu'une semaine après les événements, seulement 250 habitants sur 3000 purent assister à une réunion communale et que seulement

³⁷Cette figure n'est qu'une estimation, car la majorité des cadavres des victimes n'ont pu être recouverts. En effet, les paramilitaires se sont débarrassés des cadavres en les jetant dans les eaux turbulentes de la rivière Guaviare.

62 enfants sur un total de 652 se présentèrent à l'école « Jorge Eliécer Gaitán » (Caballero; 1999).

Afin d'expliquer leur présence dans la région, les paramilitaires distribuèrent des tracts condamnant les guérillas et leurs sympathisants. Selon ces tracts, leur mission fut de récupérer ce territoire (Mapiripán et ses environs) que les guérillas avaient transformé dans un lieu stratégique - « *for recruiting, indoctrination and concentration of its members, and from where they go off to wreak havoc in other areas, always coming back to the town to regroup and find shelter* » (ibid., 1999). Étonnamment, ces mêmes tracts condamnèrent les trafiquants de drogue, normalement des proches alliés des paramilitaires - « *They had better repent and end their criminal activity because they have been designated as a military objective of our organisation* » (ibid., 1999).

L'attaque de la ville de Mapiripán permit aux paramilitaires d'établir un front dans une région traditionnellement contrôlée par les guérillas (27 des 60 fronts des FARC se trouvent dans le sud-est du pays ainsi que 9 fronts de l'ELN). Par conséquent, le massacre de Mapiripán ne fut qu'une étape dans le cadre d'une offensive prolongée contre les guérillas dans les plaines et jungles orientales. L'aspect le plus désolant de ce massacre fut sans doute la complicité des forces armées. En effet, les paramilitaires avaient utilisé un aéroport administré et contrôlé par l'armée et les appels de détresse du juge local furent constamment ignorés par les autorités.

Selon les communiqués de presse de Carlos Castaño (dirigeant des AUC), les AUC ont choisi la ville de Mapiripán comme une base pour les incursions dans les plaines orientales car elle était au centre du mode de financement des guérillas. La majorité de la cocaïne touchée par les guérillas passe à travers San José del Guaviare, une petite ville à proximité de Mapiripán. En aval de San José del Guaviare, on trouve le port le plus actif de la rivière Guaviare, le port Charras. Finalement, un petit peu plus loin au sud, on arrive à Caño Jabón, le dernier port sur la rivière et le point de départ pour

10 à 13 avions remplis de cocaïne (ibid., 1999). En attaquant Mapiripán, les AUC ont coupé la source de financement principal des guérillas dans la région.

3.2.2 - Cas d'étude 2: Le massacre d'Alto Naya

Cette stratégie de cibler les villes ou villages entachés par la présence, réelle ou prétendue, des guérillas, s'est intensifiée à la fin des années 1990. Durant la première offensive de 1999, un nombre considérable de soldats paramilitaires lancent des opérations simultanées dans les départements d'Antioquia, Bolívar, César, Magdalena, Sucre, Putumayo et la Guajira (voir annexe 1). Entre 130 et 140 paysans sont assassinés par les paramilitaires sous accusation d'avoir collaboré avec les guérillas. Dans certains villages, les habitants reçoivent des préavis, mais dans d'autres cas, notamment à Playón de Orozco (Magdalena), la cruauté de l'attaque provoque un exode des villageois. Au Putumayo, plus de 6000 paysans dans cinq communautés abandonnent leurs maisons suite aux massacres dans les villages d'El Placer et d'El Tigre (Derechos; Equipo Nizkor; 1999).

Les troubles que vivent quotidiennement les communautés rurales colombiennes aux mains des paramilitaires trouvent une illustration particulièrement frappante dans un incident qui a touché le district d'Alto Naya, situé au bord de la frontière des départements de Cauca et Valle dans le sud-ouest du pays (voir annexe 1). Du 10 au 13 avril 2001, ce secteur a été assiégé par les paramilitaires – on estime qu'à la fin de l'assaut il y a eu au moins 120 morts et plus de 4000 personnes déplacées de force. Cet épisode est révélateur de la brutalité des forces paramilitaires envers les populations civiles, de la complicité de l'armée colombienne et de la négligence de l'État envers la protection des droits humains de ses citoyens.

Selon divers rapports, les paramilitaires auraient lancé des attaques simultanées sur sept villages avec un groupe de 400 hommes armés (Best, Schingler; 2001). Tous ceux soupçonnés d'avoir collaboré avec les guérillas

ont été assassinés violemment et publiquement. Le matin du 13 avril, il devenait clair qu'un massacre à grande échelle était en train de prendre place et que l'intervention de l'armée était nécessaire. Victor Javier Mélenz, l'ombudsman du département de Cauca, appela les forces armées à de nombreuses reprises, mais il ne reçut aucune réponse.

La négligence et la complicité de l'armée colombienne a joué un rôle clé dans les événements d'Alto Naya. En effet, malgré les nombreux avertissements d'une offensive paramilitaire imminente dans la région³⁸, et les appels d'aide de résidents locaux et de certaines organisations internationales, un porte-parole militaire a répondu que l'armée n'avait aucune information préalable sur l'attaque et que, de toute façon, les unités présentes dans le secteur étaient trop occupées pour pouvoir y répondre. Il est intéressant de constater qu'au même moment que le district d'Alto Naya fut pris d'assaut, les FARC avaient attaqué la ville de Funes dans le département avoisinant de Nariño et que la 3e brigade de l'armée colombienne³⁹, prétendument débordée, a répondu à cette situation en moins de trois heures en utilisant des hélicoptères de combat. Cette tendance à fermer les yeux sur les offensives paramilitaires, malgré l'existence d'information préalable, correspond à une stratégie délibérée de la part des forces armées - « *The massacre is announced. There is information. But at the moment it occurs, apparently no [troops] are in the area where the danger was the greatest. Excuses are then made to explain the lack of presence* » (ibid., 2001)

Plusieurs observateurs soutiennent que les paramilitaires ont ciblé Alto Naya à cause des champs de coca qui sont présents dans le secteur et parce que ce district est stratégiquement positionné sur une rivière que les guérillas utilisent pour le transport d'armes et de personnel. De plus, il fut rapporté que l'ELN cache ses otages dans les jungles denses de la région.

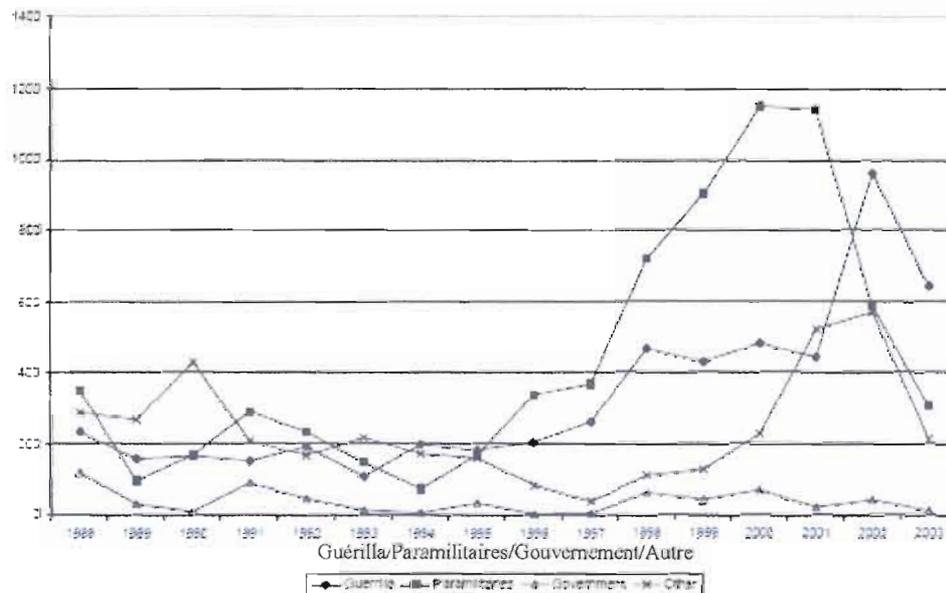
³⁸Pendant quinze jours consécutifs, les paramilitaires avaient annoncé leur intention d'attaquer le district d'Alto Naya.

³⁹Il convient de noter que la 3e brigade était déjà présente dans la région peu de temps avant l'incursion paramilitaire.

En conclusion, même avec l'arrivée tardive de l'armée le 14 juillet, les incidents à Alto Naya ont mené à un déplacement permanent des personnes affectées. En effet, la majorité des résidents ont peur de retourner chez eux car ils ne croient pas que l'armée puisse garantir leur sécurité en cas d'un retour des forces paramilitaires. Cette peur est non sans fondement car dix jours après le massacre, les six membres de la famille du paysan Luis Alberto Ganas qui avaient décidé de rester dans la région, ont été assassinés par les paramilitaires dans le secteur de La Cuchilla, à seulement 30 kilomètres au sud d'Alto Naya (ibid., 2001).

3.3 - Conclusion

Graphique 4⁴⁰: Pertes civiles en raison d'attaques

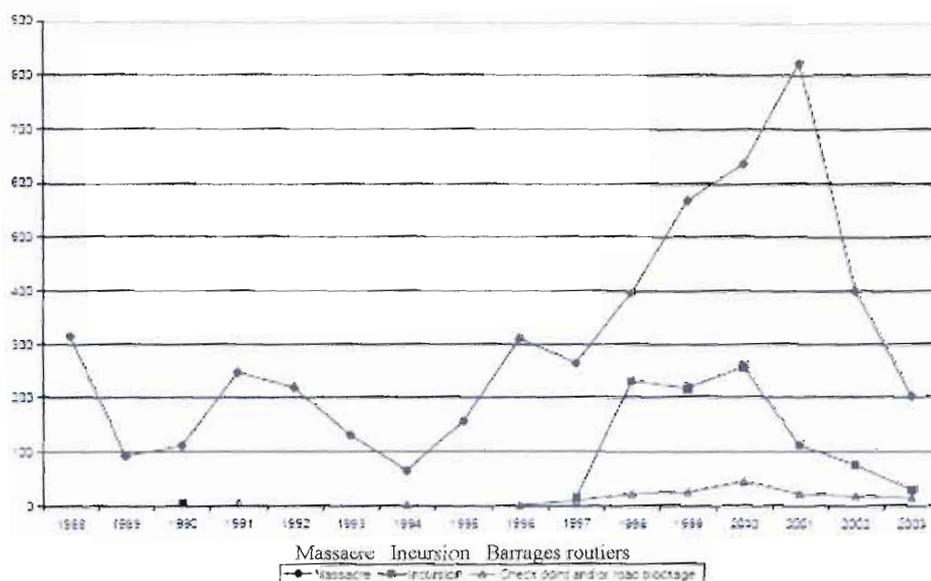


Le graphique 4 démontre le nombre de victimes (civiles) des attaques par groupe armé de 1988 à 2003. Le groupe « *other* » ou « autre » fait

⁴⁰Graphique extrait du travail de Restrepo, J., Spagat, M., « *Civilian Casualties in the Colombian Conflict: A New Approach to Human Security* », CEPR Davidson Institute, 27 octobre 2004, p. 16, disponible en PDF au [URL] http://eprints.rhul.ac.uk/439/1/HS_in_Colombia_Civil_Conflict.pdf

référence aux attaques entreprises par des acteurs inconnus. Nous pouvons constater que les paramilitaires sont responsables pour la majorité des pertes civiles. Ceci s'explique notamment par l'intensification des opérations militaires contre les populations rurales durant la période de 1997 à 2001. Malgré tout, depuis 2002, les guérillas remplacent les paramilitaires comme principaux responsables des pertes civiles. En ce qui concerne les opérations unilatérales des forces armées colombiennes, ils provoquent très peu de pertes civiles. Toutefois, il convient de noter que les données sur les forces armées sont possiblement trompeuses. En effet, il est notoirement difficile de recueillir des données fiables sur les acteurs responsables pour les attaques sur les populations civiles. Souvent, les événements menant à un massacre sont racontés par un leader communautaire à un responsable gouvernemental. Dans le cadre d'une collusion entre paramilitaires et forces armées, un manque d'information sur le responsable est souvent indicatif d'un manque de confiance dans le gouvernement ou d'une réticence de témoigner par peur de représailles. Par conséquent, les données pour le groupe « autre » sont possiblement représentatives d'opérations menées par les paramilitaires en conjonction avec les forces armées colombiennes⁴¹. Ceci tend à démontrer la complicité des forces armées colombiennes dans la stratégie paramilitaire du déplacement délibéré de la population civile.

⁴¹Le massacre de Betoyes dans le nord-ouest du département oriental d'Arauca en 2003, est un cas classique de collusion entre paramilitaires et forces armées et de la confusion que cela crée. Selon plusieurs rapports, la 18e brigade de l'armée colombienne et son bataillon Novas Pardo, soupçonné d'avoir travaillé en étroite collaboration avec les paramilitaires, sont responsables pour la perte de vie d'une dizaine d'indigènes d'origine Guahibo et du déplacement forcé de 327 autres (Fichtl, 2003). Ce massacre est particulier du fait que les soldats de la 18e brigade auraient fait irruption dans plusieurs hameaux de Betoyes, équipés de brassards des AUC. Malgré le fait que plusieurs des assaillants furent identifiés comme des soldats des forces armées par des villageois locaux, la version de l'armée colombienne nie toute collusion entre la 18e brigade et les paramilitaires et blâme les pertes civiles sur les confrontations entre guérillas et paramilitaires dans la région. Des accusations et des campagnes de diffamation de ce genre font partie intégrante de la sale guerre en Colombie. La violence et l'insécurité qui règne dans les campagnes d'Arauca rendent extrêmement difficile toute vérification indépendante des faits. De ce fait, c'est généralement la version « officielle » de l'armée qui prend le dessus.

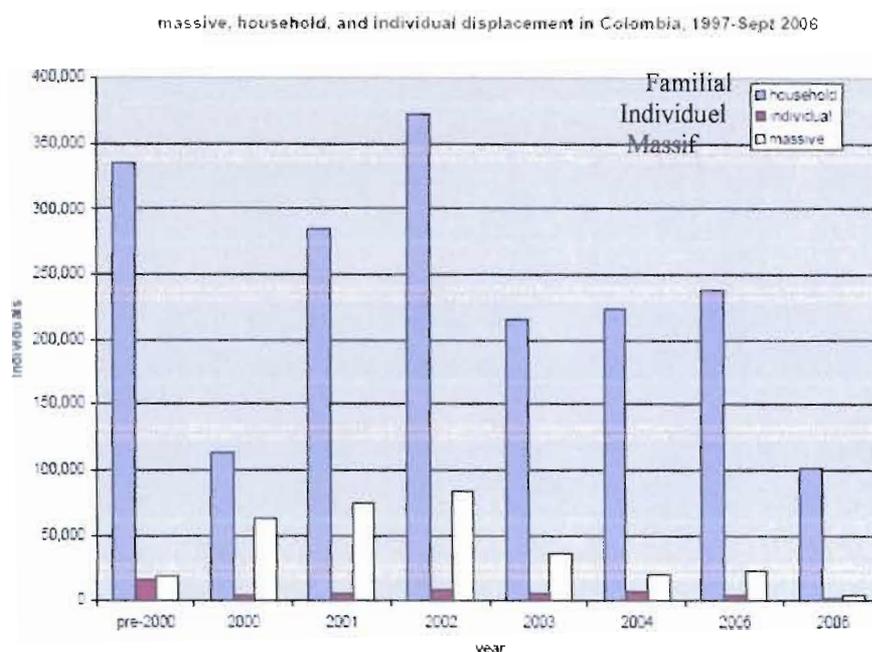
Graphique 5⁴²: Nombre de civils tués par les principales attaques paramilitaires

Le graphique 5 présente les données pour les pertes civiles causées par les massacres, les incursions et les barrages routiers paramilitaires. Jusqu'à 1997, les pertes civiles sont presque uniquement causées par les massacres. À partir de cette même année, il y a eu une croissance importante des massacres et une augmentation plus modeste des incursions et barrages routiers. Ceci s'explique principalement (comme dans la figure précédente) par la consolidation des différents groupes paramilitaires sous l'organisation parapluie des AUC. La centralisation des opérations paramilitaires a permis d'augmenter l'intensité et l'efficacité des offensives contre les populations civiles. Les attaques paramilitaires atteignent leur apogée entre 2000 et 2001 avant de baisser dramatiquement. Cette baisse est largement attribuable à la mise en place d'un cessez-le feu en 2001 par le gouvernement d'Uribe et les négociations subséquentes entourant la démobilisation des forces paramilitaires⁴³.

⁴²ibid., 2004, p.19

⁴³Il convient de noter que l'explication fournie pour cette baisse est toute aussi valable pour la baisse des pertes civiles à partir de 2001 dans le graphique 4.

Graphique 6⁴⁴. Le déplacement forcé individuel, familial et massif en Colombie – 1997-septembre 2006 (Source: Acción Social (anciennement la RSS))



Dans le graphique 6, nous pouvons constater que les déplacements de masse suivent une tendance similaire aux massacres. Avant 2000, les déplacements de masse étaient modestes, mais gagnent en importance au fil des années avant d'atteindre leur apogée en 2002⁴⁵. Toutefois, depuis 2002, les déplacements de masse ont baissé dramatiquement.

⁴⁴ Graphique extrait du travail de Steele, A., « *Massive Civilian Displacement in Civil War: Assessing Variation in Colombia* », HiCN (Households in Conflict Network) Working Paper 29, April 2007, disponible en pdf au [URL] <http://ideas.repec.org/p/hic/wpaper/29.html>

⁴⁵ Il convient de noter que la baisse enregistrée pour les massacres (graphique 5) se produit une année (2001) avant la baisse des déplacements de masse (2002) (graphique 6). Cette divergence s'explique par le fait que le graphique 6 prend en compte les déplacements causés par tous les acteurs alors que le graphique 5 se concentre uniquement sur les massacres causés par les paramilitaires. De plus, dans le graphique 4 nous pouvons constater que depuis 2001 et le cessez-le-feu des paramilitaires, les pertes civiles causées par les guérillas ont augmenté. Cette augmentation est directement liée au PSD du gouvernement d'Uribe qui préconise les négociations avec les paramilitaires en même temps qu'une intensification des opérations militaires contre les guérillas. Cette politique du gouvernement a provoqué à son tour une augmentation des offensives des guérillas, particulièrement durant la période de 2001 à 2002.

La relation entre massacres et déplacements de masse est importante du fait que depuis la mise en place de négociations de paix avec les paramilitaires, le déplacement forcé comme stratégie de guerre est devenu une pratique de moins en moins courante. En effet, le déplacement forcé comme stratégie de guerre a seulement été systématiquement mis en place suite à la consolidation des différents groupes paramilitaires sous la bannière des AUC. Par conséquent, depuis 2002 et la démobilisation officielle des AUC, cette stratégie n'est plus un facteur causal significatif pour le déplacement forcé en Colombie. Un autre élément intéressant qui ressort du graphique 6 concerne le fait que même à son apogée, le déplacement de masse et par extension le déplacement forcé comme stratégie de guerre, ne représente qu'une partie modeste de la totalité du déplacement forcé dans le pays. Ceci tend à démontrer que le déplacement forcé comme stratégie de guerre est une cause immédiate du déplacement forcé et non une cause principale – c'est à dire, sa croissance aggrave les niveaux de déplacement forcé, mais sa baisse, voire sa quasi-disparition, n'entraîne pas le déclin du phénomène du déplacement forcé en Colombie. Au contraire, depuis 2002, la baisse dans le nombre de massacres et de déplacements de masse ont été compensés par une hausse du déplacement individuel et surtout familial (du moins jusqu'à 2005).

Pour conclure, il est important de constater que le déplacement forcé délibéré des populations civiles ne correspond pas toujours à une stratégie militaire. Dans certains cas, l'objectif poursuivi par le déplacement forcé des civils est d'ordre économique. En effet, il peut arriver que le déplacement forcé soit utilisé par les acteurs armés illégaux afin de se rendre maître de la terre et des ses potentialités en termes de création de richesses. Comme nous allons le voir dans les chapitres suivants, les paramilitaires collaborent fréquemment avec les trafiquants de drogue afin de prendre possession des territoires pour la culture de coca.

CHAPITRE IV

LE DÉPLACEMENT FORCÉ ET LE TRAFIC DE DROGUE

La Colombie jouit d'une renommée internationale en raison de deux phénomènes qui lui sont caractéristiques: la violence politique et les cultures illicites⁴. Pour la majorité des observateurs occasionnels, ces deux facteurs sont intrinsèquement liés et servent à expliquer la majorité des problèmes qui affligent le pays, y compris le déplacement forcé. Par conséquent, ce chapitre tentera de découvrir si le trafic de drogue est réellement une cause principale du phénomène du déplacement forcé en Colombie. Afin de répondre à cet objectif, la première partie du chapitre consistera en un bref résumé de l'émergence des premières variétés commerciales de coca à la fin des années 1970. Par la suite, il sera question d'analyser l'émergence d'une véritable industrie de la drogue dans les années 1980. Pour conclure, il s'agira d'étudier le lien entre le trafic de drogue et les acteurs armés.

La deuxième section du chapitre se concentre sur le contexte contemporain (1995-2005). Depuis le milieu des années 1990, la Colombie est le plus grand cultivateur de coca illégal et le plus grand producteur de cocaïne au monde. La culture et la production de drogues illicites ont un impact important sur le territoire colombien et provoquent des niveaux élevés de corruption, violence et déplacement forcé. Le trafic de drogue est au centre de l'expansion territoriale du conflit armé et de ce fait, les régions qui cultivent du coca sont non seulement ciblées par les différents acteurs armés pour l'expropriation territoriale, mais doivent aussi subir les conséquences des politiques d'éradication de la drogue du gouvernement colombien.

⁴Par définition, les cultures illicites sont des plantes - « dont la culture est formellement interdite par les autorités légales du pays » (Pouzoullic; 2002; p.13). Sur la base de cette définition, on distingue trois types de cultures illicites en Colombie: la marijuana, le pavot et le coca. Toutefois, dans le cadre de ce chapitre, nous traiterons uniquement de la culture du coca

4.1 – Contexte historique

Frustrés par l'absence des conditions nécessaires pour le développement d'une agriculture vivrière dans les zones de colonisation amazoniennes (voir les annexes 1 et 2), les paysans, issus des deux grandes vagues de migration⁴⁷, se mettent à la recherche de cultures rentables. C'est dans ce contexte qu'émerge, à la fin des années 1970, les premières variétés commerciales du coca⁴⁸. Pendant les décennies 1980 et 1990, la culture du coca s'étend rapidement dans les zones de colonisation. Cette plante apparaît, aux yeux des paysans frustrés par les très difficiles conditions agricoles de la région amazonienne, comme une véritable aubaine. En effet, le coca devient rapidement la culture la plus rentable économiquement dans les zones pauvres de forêt. Son essor est tel qu'il remplace progressivement les cultures vivrières comme produit agricole dominant⁴⁹. Les revenus élevés assurés par la culture du coca provoquent une ruée vers l'Amazonie et en moins de dix ans (1983-1993), la population se multiplie par dix, passant de 50,700 à 502,876 personnes (Pouzoullic; 2002; p.40).

4.1.1 – L'émergence et la légitimation de l'industrie de la drogue

Afin de mieux comprendre comment le coca est passé d'une simple culture illicite lucrative vers un facteur central dans l'intensification du conflit armé, il est important d'analyser l'évolution de l'industrie de la drogue et les différentes conditions qui ont permis aux grands cartels d'accéder aux plus hauts échelons du système politique colombien.

⁴⁷ La colonisation agricole de la deuxième moitié du XXe siècle fut caractérisée par deux grandes vagues de migration. La première correspond à la colonisation agricole vers les régions d'Amazonie au cours des années 1950. La deuxième fait référence à la colonisation de la zone andine (vallées inter andines et Piémont Llanero vers l'Amazonie Occidentale) dans les années 1970 (Pouzoullic; 2002; p.38.)

⁴⁸ Les premières semences pour la culture commerciale du coca auraient été introduites en 1976 par des narcotrafiquants dans le département du Caquetá (sud-est de la Colombie) (Pouzoullic; 2002; p.39).

⁴⁹ Dans le département du Putumayo, en moins de dix ans (1991-2000), la culture du coca dépasse les cultures vivrières par plus de 27,000 Ha et devient ainsi la principale culture (ibid., 2002; p.40).

La période du Front national (1958-1974) a légué au pays un ensemble de conditions structurelles idéales (c.-à-d. corruption endémique et un système judiciaire impuissant) pour le développement d'une industrie de production et d'exportation de drogues illicites. Une des conséquences les plus importantes de cette période a été la transformation graduelle de la Colombie d'une société rurale vers une société urbaine avec une économie de plus en plus axée sur les secteurs manufacturiers et tertiaires. Ceci a fortement contribué à l'émergence d'une classe moyenne urbaine désireuse de participer politiquement et de prendre part au développement économique. Toutefois, depuis la fin officielle de l'accord bipartisan en 1974, le système démocratique colombien est encore caractérisé par l'exclusion politique⁵⁰. Par conséquent, la nature fermée du système politique a dramatiquement accru le recours à des pratiques « clientélistes » pour la capture de rentes (« rent-seeking behaviour »). Tandis que dans le passé ce comportement était réservé aux élites, une lutte s'est développée du fait que les changements sociaux et le développement économique ont démocratisé les pratiques clientélistes. Dans ce contexte de corruption endémique et d'un État faible, l'écart entre le comportement « de droit » et « de fait » s'élargit constamment et facilite incommensurablement la légitimation du trafic de drogue (Thoumit, 1995; p.68).

De plus, la position adoptée par l'État vis à vis du trafic de drogue était relativement tolérante car de 1979 à 1993, les années charnières des grands cartels, l'économie a connu une croissance annuelle de 3.6% (Bockholt; 2006; p.99). En effet, les profits dérivés du trafic de drogue ont joué un rôle crucial dans l'immunisation de l'économie colombienne durant la crise financière qui a frappé l'Amérique latine au cours des années 1980 (ibid., p.100).

⁵⁰En effet, il a fallu attendre l'entérinement de la Constitution de 1991 pour qu'une réelle ouverture démocratique du système politique colombien prenne place. De 1974 à 1991 la démocratie colombienne est une - « *limited consociational democracy in an uncertain process of change (...) that functioned as an intermediate mechanism between « formal » and « informal » democracy* » (Welna et al.; 2007; p.275).

4.1.2 - *La corruption, l'impuissance judiciaire et la collusion politique-criminelle*

Les grands cartels qui émergent au milieu des années 1980 parviennent à gérer toute la filière du trafic de drogue, de la production (notamment en ce qui concerne transformation des feuilles de coca importées du Pérou et de la Bolivie) à la commercialisation. Les profits énormes issus d'une industrie de la drogue caractérisée par une aura de permissivité et de légitimité, facilitent grandement la pénétration des institutions d'État. En effet, les grands cartels ont su infiltrer les entités responsables pour le démantèlement du trafic de drogue à travers un savant mélange de violence, d'extorsion et de corruption (IDMC; 2004; p.49). Le lien de base entre les trafiquants et le système politique est l'échange d'argent de la drogue pour des faveurs gouvernementales. Plus concrètement, la corruption vise les institutions de l'ordre public (la police et le système judiciaire) où les faveurs sont généralement accordées sous forme d'acquittements, de peines de prison légères, de transactions « illicites » libres d'entraves policières, ou d'avertissements de raids imminents. Dans les cas où l'argent de la drogue est refusé, les cartels, n'hésitent pas à avoir recours à la violence pour obtenir ce qu'ils désirent. Cette stratégie double « d'opposition » et « d'infiltration » a été fréquemment employée par le cartel de Medellin au cours des années 1980 et 1990.

L'effet le plus important de la corruption, que ce soit à travers l'argent de la drogue ou la violence, a été sans doute la coexistence entre institutions « formelles » et « informelles ». Cette coexistence a plusieurs effets fortement négatifs. À titre d'exemple, l'inondation du système judiciaire avec l'argent de la drogue a complètement paralysé la capacité du gouvernement à mettre en place des mesures effectives contre la corruption. En effet, le système judiciaire colombien est tout simplement incapable de traduire en justice un fonctionnaire corrompu car il (le système) est imprégné de la même corruption qu'il est censé affronter.

L'exemple le plus flagrant de cette coexistence entre institutions « formelles » et « informelles » se trouve dans les élections présidentielles de 1994 quand il a été révélé que la contribution financière du cartel du Cali a joué un rôle clé dans l'élection du Président Ernesto Samper. En effet, le cartel de Cali a contribué plus de 9 millions de dollars à la campagne présidentielle de Samper. Cet afflux d'argent de la drogue a été le facteur décisif dans la victoire d'une campagne présidentielle qui, au premier tour, était loin derrière celle du candidat conservateur, Andrés Pastrana⁵¹. Par conséquent, la collusion politique-criminelle a atteint un tel niveau que les cartels ont pu s'intégrer profondément à la vie économique et politique du pays, situation qui a conduit certains chercheurs à qualifier la Colombie de modèle unique de « narco-démocratie » (Pouzoullic; 2002; p.46).

En somme, l'aura de permissivité et de légitimité qui a entouré le développement d'une industrie de la drogue ainsi que la corruption endémique induite par les « narcodollars », ont été directement responsables de l'essor remarquable du narcotrafic et, par extension, des grands cartels.

De surcroît, la montée en puissance des groupes armés (guérillas et paramilitaires) au courant des années 1980 fut largement dépendante du succès de cette économie « informelle » et de ses conséquences fortement négatives sur les représentations institutionnelles de l'État. Comme nous allons le voir, l'insertion des acteurs armés dans le trafic de drogue a fortement contribué à

⁵¹Depuis l'entérinement de la Constitution de 1991, le système électoral colombien a été complètement renversé. Cette constitution avait comme objectif principal la séparation des institutions « formelles » et « informelles ». En termes électoraux, ceci a nécessité la mise en œuvre de mesures pour démocratiser le système électoral en augmentant la difficulté d'achat de votes tout en encourageant la participation de partis politiques plus modestes et inconnus. Toutefois, au lieu de contribuer à un système électoral plus démocratique, ouvert et transparent, ces amendements (c.-à-d. l'imposition de deux tours d'élection, une plus grande transparence dans la méthode de vote et l'autorisation de campagnes publicitaires politiques dans les médias) ont tout simplement transformé la Colombie d'un pays avec des élections peu chères en un pays avec des élections coûteuses (Rensselaer, Thoumi; 2003; p.84). Par conséquent, les trafiquants de bas niveau sont effectivement bloqués du système, mais par contre, les chefs des grands cartels se sont vus accorder beaucoup plus de latitude pour influencer l'issue des élections.

l'intensification du conflit civil et à l'accroissement subséquent des niveaux de violence et de déplacement forcé.

4.1.3 – *Les cultures illicites et les acteurs armés*

Au cours des années 1980, les guérillas et les paramilitaires étendent rapidement leur influence et leur contrôle sur les cultures illicites. D'un point de vue géographique, les champs de coca tendent à correspondre aux sphères d'influence des groupes armés – donc, ils se trouvent généralement dans les régions rurales loin de la portée des institutions d'État. Pendant les années 1980 et le début des années 1990, le trafic est essentiellement contrôlé par les groupes armés et les narcotrafiquants, les premiers étant plutôt spécialisés dans le contrôle de la production à l'échelle locale, et les seconds dans la transformation et la commercialisation des drogues⁵². Plus concrètement, on pourrait dire que les trafiquants organisent l'achat de la drogue (souvent après une première transformation – la pâte de coca), assurent la transformation en drogue dure et gèrent les réseaux de vente et de distribution vers les marchés étrangers, tandis que les acteurs armés agissent localement par le contrôle matériel et financier de la production (Pouzoullic; 2002; p.47).

L'insertion des groupes subversifs dans l'économie de la drogue accroît la complexité de ce phénomène. En effet, d'un côté l'implication des groupes armés dans le marché de la drogue entretient et subventionne leurs activités, et d'un autre côté, ces derniers protègent et favorisent la production de la drogue puisqu'ils en vivent.

4.1.3.1 – *Les FARC et le trafic de drogue*

Les FARC sont le seul groupe de guérillas qui profitent du trafic de drogue comme source de financement principal. Dans le cadre de la septième

⁵²Il convient de noter que cette distinction devient de plus en plus floue depuis le démantèlement des grands cartels au milieu des années 1990.

conférence des FARC en 1982, des décisions furent prises qui eurent comme conséquences principales l'expansion militaire de l'organisation et la diversification des sources de financement⁵³. Cette conférence fut un moment charnière pour les FARC du fait qu'elle proposa un plan stratégique concret pour le cas de l'avènement d'un futur État socialiste. Contenue dans cette conférence fut une série de mesures et d'objectifs qui organisèrent les FARC dans un « Ejército del Pueblo » (d'où FARC-EP), étape nécessaire selon les Protocoles I et II de la Convention de Genève pour une lutte armée légitime - « *les mouvements d'opposition armée luttant pour le pouvoir d'État doivent formellement se constituer dans une structure militaire visible* » (Brittain; 2006). Afin d'accroître le nombre de fronts dans le pays, les FARC adoptèrent une stratégie militaire et politique financée principalement par des sources illégales (enlèvements, narcotrafic, extorsion).

Il existe une relation évidente entre le procédé d'expansion militaire des FARC et l'expansion progressive de ses sources de revenus. À titre d'exemple, au cours des années 1980, l'expansion géographique croissante des FARC dans les départements du Meta, Guaviare et Caquetá s'explique – du moins en ce qui concerne les ressources financières – par le trafic de la cocaïne. De plus, les FARC se sont également infiltrées dans les départements du Putumayo, Cauca, Santander et le Sierra Nevada de Santa Marta (voir annexe 1) pour la même raison (Segura Escobar; 2000; p.112).

Cette implication des FARC dans le trafic de drogue a amené certains chercheurs à qualifier ce groupe de « narco-guérillas », caractérisation qui présuppose une relation organique et sans équivoque entre guérillas et narcotrafiquants. Toutefois, cette description est trompeuse car, contrairement aux cartels, les réseaux des FARC ne sont pas internationaux et dans la majorité des cas, leur rôle se limite à la taxation de la production à l'échelle locale - « *The guerrillas do not constitute another « cartel ». Their role in the*

⁵³ Depuis la chute de l'Union soviétique, principal commanditaire des guérillas, les FARC sont obligées de se tourner vers d'autres sources de financement.

drug trade is in extorting a percentage of the commercial transaction of coca and coca paste, just as they do with many other commercial products in the areas in which they operate, be it cattle, petroleum or coffee » (Holmes; 2003; p.90).

Malgré tout, si on considère la forte présence des guérillas dans les départements de Meta, Guaviare, Caquetá et Putumayo, zones de production principales du coca (voir annexe 4), on se rend compte des sommes énormes que ces groupes obtiennent du prélèvement d'impôts sur les feuilles et la pâte base de cocaïne (les feuilles de coca ayant subi une première transformation), et que cette pâte rapporte beaucoup plus que les feuilles de coca non-transformées (Pouzoullic; 2002; p.48). Ces activités extrêmement rentables permettent aux guérillas de se développer et de financer leurs opérations.

Généralement, la relation qui s'établit entre la production croissante de la drogue et l'existence, voire le développement des acteurs armés, repose sur un besoin réciproque d'entretenir l'existence et le bon fonctionnement de l'autre. En effet, dans les cas où les zones de production de la drogue coïncident avec une forte présence territoriale des FARC, les relations entre trafiquants et guérillas s'établissent sur une base pragmatique. Dans ces instances, les producteurs et les trafiquants payent une taxe aux guérillas et en échange les guérillas dissuadent, du fait de leur force militaire, la présence de l'État et de ses représentations institutionnelles.

Toutefois, les relations entre guérillas et trafiquants reposent souvent sur des bases conflictuelles. En effet, des conflits sanglants entre guérillas et trafiquants sont communs dans le cadre de disputes pour le contrôle des régions de culture et de production de drogue. En réaction à cette menace, les trafiquants créent ou forgent une alliance avec des paramilitaires pour, entre autres, protéger leurs terres contre les guérillas, terroriser les populations locales, et réduire l'efficacité des interventions du gouvernement (Holmes; 2003; p.90). En somme, comme dans le cas de la logique du déplacement forcé

comme stratégie de guerre, ils réorganisent la société en éliminant l'organisation sociale préexistante et en créant leur propre base sociale. À travers cette méthode, les trafiquants ont réussi à « nettoyer » des régions entières du pays et à consolider leurs vastes fortunes. C'est pour cette raison que les trafiquants sont directement responsables de 2 à 4% du déplacement forcé, mais sont indirectement responsables, à travers leurs alliances, de beaucoup plus (IDMC; 2007; p.79).

4.1.3.2 - Les paramilitaires et le trafic de drogue

Les premiers groupes paramilitaires furent créés par les élites foncières en réponse aux pressions territoriales exercées par les guérillas. Toutefois, il a fallu attendre l'avènement du trafic de drogue dans le courant des années 1980 pour que ces groupes deviennent une véritable force économique et politique dans le pays. Les trafiquants ne partagent pas seulement un mépris profond des guérillas avec les élites foncières, mais deviennent des grands propriétaires fonciers eux-mêmes. En effet, les trafiquants investissent fortement dans la construction d'« haciendas » sur les terres les plus fertiles du pays pour des fins de blanchissement d'argent de la drogue et parce qu'en Colombie, la possession de la terre est un signe de prestige (Livingstone; 2003; p.54).

Ce nouveau rôle des trafiquants a été fondamental dans le développement des paramilitaires. En effet, une alliance fut rapidement forgée entre propriétaires fonciers, trafiquants et certains éléments des forces armées. En réaction aux nombreux enlèvements d'élites colombiennes par l'ancien groupe de guérilla M-19 (le mouvement du 19 avril) entre 1981 et 1982, cette alliance se consolida et donna naissance à un escadron de mercenaires connus sous le nom de la MAS (« *muerte a secuestradores* »). Presque entièrement financé par l'argent de la drogue, ce groupe cibra et assassina les ravisseurs, leurs familles et tous ceux soupçonnés de les avoir appuyés. Il convient également de noter que deux des membres du MAS, les frères Fidel et Carlos Castaño, formèrent par la suite le groupe paramilitaire ACCU et, plus tard,

consolidèrent les différents groupes paramilitaires sous l'organisation parapluie, les AUC.

Dans le courant des années 1980 et le début des années 1990, les paramilitaires subventionnent leurs activités par des moyens similaires à ceux employés par les guérillas (impôts sur la production de drogue, trafic de drogue, taxation d'entreprises en échange de sécurité). Toutefois, étant donné la relation organique entre trafiquants et paramilitaires (les trafiquants financent les groupes paramilitaires directement), il est évident que ces derniers, du moins à l'origine, dépendent plus des revenus associés au trafic que les guérillas. De plus, l'alliance entre paramilitaires et trafiquants donne lieu à un véritable processus de contre-réforme agraire. Les groupes « narco-paramilitaires » influencés par une vague idéologie d'extrême droite, comme la MAS, s'affirment rapidement comme des barons de la terre car ils déplacent systématiquement les populations rurales pour des fins d'expropriation territoriale. On estime que de 1985 à 1995, plus de 6 millions d'hectares de terrains auraient changé de mains (Tate; 2007 ; p.49).

4.1.4 - Conclusion

Depuis le début des années 1980, les instances du déplacement forcé causé par un conflit violent sont en constante progression. La dimension géographique du conflit s'étend en permanence et implique un nombre de plus en plus important de populations, d'acteurs et de ressources économiques et technologiques. Les niveaux de dégradation et de destruction associés à ces facteurs accroissent l'écart entre groupes armés et populations civiles non-armées (Segura Escobar; 2000; p.112).

De surcroît, les activités de la drogue déstabilisent profondément le pays et ses institutions, notamment avec le recours à la stratégie double « d'infiltration » (c.-à-d. la corruption) et « d'opposition » (c.-à-d. le terrorisme) entre 1983 et 1993 par le cartel de Medellín. L'argent de la drogue et le

terrorisme ont un impact fortement négatif sur la vie politique (crise du système judiciaire, corruption administrative endémique, dislocation des partis politiques et du système électoral) et sur les structures sociales (achat et expropriation des terres arables) du pays. De plus, l'insertion des groupes armés dans cette économie « informelle » en conjonction avec un gouvernement complètement dépassé par le poids du trafic de drogue dans la vie politique et économique du pays mène à une consolidation des forces irrégulières et à une intensification des niveaux de violence et de déplacement forcé. Par conséquent, l'État, du fait de son incapacité d'intervenir et de faire face à tous ces changements qui ont eu lieu au cours des années 1980, se trouve discrédité aux yeux de la population, creusant ainsi l'écart entre la société et le gouvernement colombien (Pouzoullic; 2002; p.79)

4.2 – Contexte contemporain (1995-2005)

Deux facteurs principaux, intimement liés au trafic de drogue, expliquent la recrudescence du conflit armé dans les quinze dernières années, son expansion géographique ainsi que l'accroissement des subséquents niveaux de violence et de déplacement forcé. Ce sont le démantèlement des grands cartels et l'explosion de la culture du coca en Colombie.

4.2.1 – Le démantèlement des grands cartels

Depuis le début des années 1980, les guérillas, grâce notamment aux revenus associés aux impôts sur la production de drogues, commencent à asseoir leur contrôle sur le territoire et à se disputer les zones d'influence avec les paramilitaires. À la fin des années 1980, en réaction à la crise profonde qui affecte la vie politique et économique du pays, le gouvernement met en place une politique de répression forte à l'encontre du trafic de drogue. Cette politique a des effets rapides car, en 1995, les grands cartels ont été effectivement démantelés et leurs principaux dirigeants arrêtés. À la suite du démantèlement des grands cartels, le trafic de drogue a subi une forme de

décentralisation ou d'atomisation. En effet, les cartels ont été remplacés par une myriade de trafiquants indépendants, plus souples, dispersés et non présents sur la scène politique⁵⁴. Ce processus d'atomisation de l'industrie de la drogue est fondamental pour comprendre les stratégies d'expansion des groupes armés (guérillas et paramilitaires). Le remplacement des grands cartels par des petites structures plus indépendantes et discrètes permet à ces groupes de s'engouffrer et d'asseoir leur dominance sur les zones de production de drogues (Felbab-Brown; 2008).

La nature du conflit armé s'est trouvée transformée par le trafic de drogue. Depuis le milieu des années 1990, les luttes entre guérillas, paramilitaires et forces armées prennent une forte empreinte territoriale. De ce fait, l'argent de la drogue entraîne une dé-idéologisation du conflit armé car les enjeux relèvent plus de conflits pour l'expansion des fronts et de la possession de territoires d'une grande valeur économique, que de la défense des intérêts des populations rurales. L'apparition de ces nouveaux conflits engendre une perte de repères politiques et géographiques au sein des populations rurales.

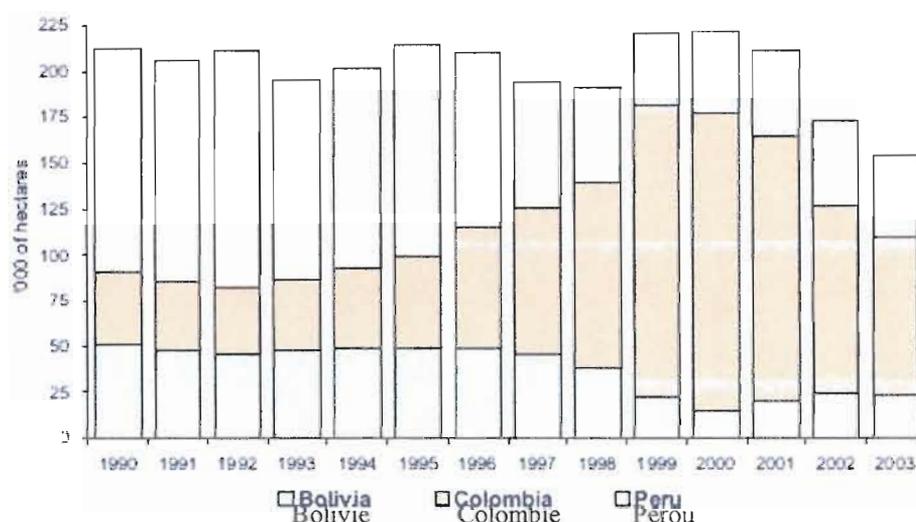
4.2.2 – L'explosion de la culture du coca en Colombie

À partir de la fin des années 1980 et durant la première moitié des années 1990, les gouvernements péruviens et boliviens, sous pression étasunienne, mettent en place des programmes d'éradication des cultures du coca. Ces programmes ont connu un franc succès. En effet, alors qu'en 1994, le Pérou représentait 54% (soit 108.600 ha) de la surfaces des cultures du coca dans la zone andine, il ne représente plus que 19.6% (soit 43.400 ha) en 2000 (UNODC; 2004). Toutefois, afin de compenser pour les pertes au Pérou et en Bolivie, les trafiquants colombiens éliminent la ligne d'approvisionnement vulnérable du nord des Andes en accroissant la production du coca à l'intérieur de la Colombie. De ce fait, nous pouvons constater une symétrie quasi parfaite

⁵⁴Selon les sources policières colombiennes, il y aurait actuellement entre 250 et 300 groupes de narcotrafiquants sur le territoire colombien (Welna et al.; 2007; p.82).

entre la baisse de la production du coca au Pérou et en Bolivie et la forte augmentation de la production en Colombie (voir le graphique 7).

Graphique 7: Le poids croissant de la Colombie dans la production de coca (UNODC⁵⁵; 2004; p.12)



Le déplacement de la production du coca vers la Colombie a eu plusieurs conséquences fortement négatives. L'explosion de la culture du coca en Colombie en conjonction avec le démantèlement des grands cartels a permis aux groupes armés irréguliers d'intensifier le programme d'expansion territoriale entamé au cours des années 1980. En effet, le déplacement forcé dans les départements du Putumayo, Guaviare et Caquetá est indissociable de l'augmentation de la production du coca dans ces régions – facteur qui génère des conflits violents pour le contrôle du trafic, une militarisation croissante (c.-à-d. une présence plus prononcée des forces armées et policières) des départements et la mise en place de politiques d'éradication de la drogue (Springer; 2006; p.15).

⁵⁵UNODC: « United Nations Office on Drugs and Crime » - À travers son « *Illicit Crop Monitoring Program* » (ICMP), l'UNODC a comme objectif principal d'établir des méthodologies pour le recueil de données afin d'accroître la capacité des gouvernements participants dans la surveillance des cultures illicites sur leurs territoires. Ce programme assiste également la communauté internationale dans la surveillance de l'étendue et de l'évolution des cultures illicites.

La vaste majorité de la culture du coca en Colombie est située dans le sud et le sud-est du pays - dans des écosystèmes qui sont principalement classifiés en tant que forêts tropicales. En 2000, les départements du Putumayo et de Caquetá représentaient à eux seuls plus de 56% de la production du coca en Colombie. Si on inclut les départements du Meta et du Guaviare, ce chiffre monte à plus de 74% de la totalité de la production du coca dans le pays (UNODC; 2004; p.15). De plus, si nous nous retournons vers le graphique 2 dans le chapitre 2, nous pouvons constater que les départements qui subissent les plus hauts niveaux de déplacement forcé, sont, en ordre décroissant, le Putumayo, Caquetá, Guaviare et Meta. Par conséquent, les plus hauts niveaux de déplacement forcé de ces quinze dernières années coïncident avec les régions de culture du coca.

4.2.3 – Cultures illicites et conflit armé au Putumayo

Le département du Putumayo est sans doute le plus représentatif de la relation entre cultures illicites et conflit armé. C'est à la fin des années 1970 que les cultivateurs introduisent les plantes de coca (en provenance du Cauca) afin de répondre à la stratégie des trafiquants de diminuer la dépendance sur les cultures péruvienne et bolivienne. Le « boom » du coca qui s'est produit dans la région a attiré non seulement des vagues de migrants, mais des paysans de la région, notamment les populations indigènes qui utilisent le coca pour des rituels ancestraux, y voyaient aussi une opportunité pour se sortir de la misère. En effet, il est estimé qu'en 2001, seulement 30% de la population du Putumayo ne dépendait pas de la culture du coca pour vivre (Ricard-Guay; 2007; p.78). En termes économiques, le Putumayo est caractérisé par un manque de financement public, notamment dans les infrastructures (l'absence d'un réseau routier est particulièrement dommageable pour une région dominée par des populations rurales) et par l'absence de développement industriel (ibid., p.40). D'un point de vue politique, ce département est marqué par l'absence de l'État et de ses institutions. Ce contexte de sous-développement et de faible

présence étatique a non seulement grandement facilité la pénétration des cultures illicites sur le territoire, mais a aussi facilité la prise de contrôle de la région par les guérillas, qui se sont substituées à l'État et qui dominent le département depuis les années 1970. Aujourd'hui, le bloc sud des FARC est très présent dans la région. Selon certaines sources, ce bloc est représenté par les fronts 32, 13 et 48, responsables pour la vaste majorité des défaites essuyées par les forces armées entre 1997 et 1998 (Actualidad Colombiana; 1999).

L'arrivée des forces militaires et paramilitaires dans la région à la fin des années 1990 a entraîné une lutte pour le territoire ainsi que l'intensification du conflit armé et du déplacement forcé. En effet, une des plus fortes concentrations de soldats « officiels » se trouve dans la région. Entre 1997 et 1998, les forces armées établissent une nouvelle brigade (XXIV Brigade « Kofanes ») avec un quartier général à Mocoa (la capitale départementale) ainsi qu'une force spéciale contre-insurrectionnelle de 5000 hommes (composée de membres de l'armée navale, des forces aériennes et de l'armée) afin de confronter les guérillas (ibid., 1999). En ce qui concerne les paramilitaires, ils sont revenus dans la région sous la forme des AUC au début de 1998. Leur intention est de « libérer le sud », à commencer par des attaques sur la ville de Puerto Asís, un centre névralgique du trafic de drogue.

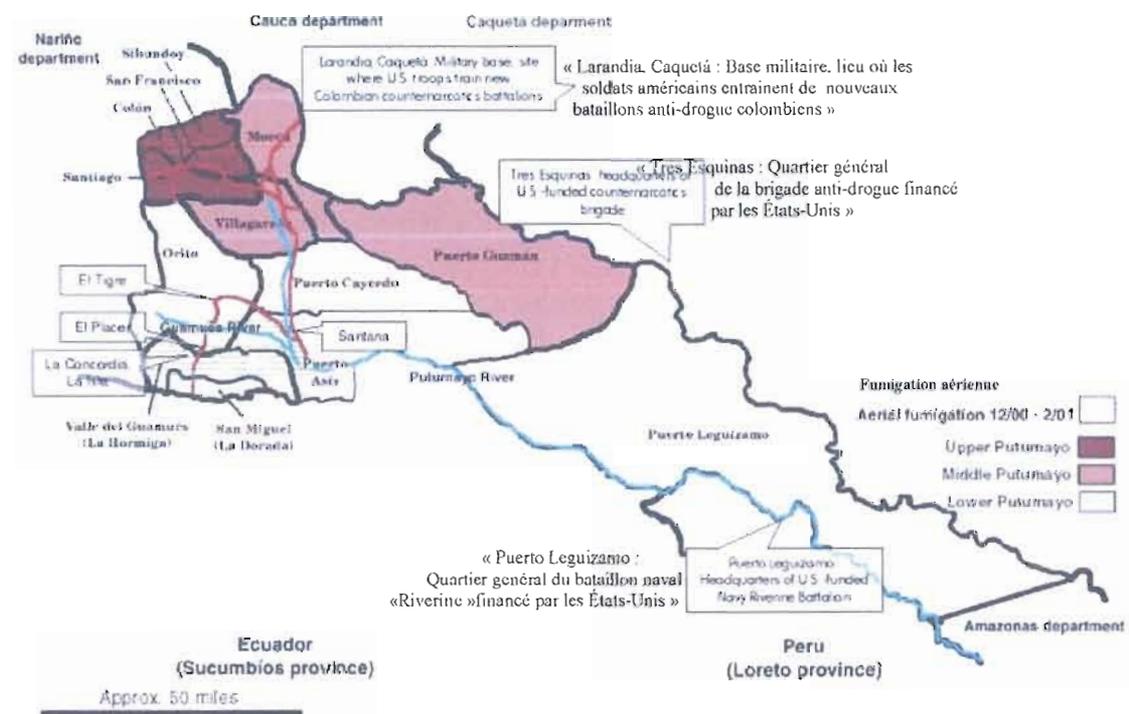
Le renforcement de la présence policière et militaire au Putumayo dans le cadre de la mise en place du Plan Colombie, et plus tard du Plan Patriote, sert à accroître le nombre d'opérations militaires contre les FARC et à sécuriser les zones de production ciblées par les opérations de fumigation. Le Putumayo devient rapidement la pierre angulaire de la lutte contre la drogue menée conjointement par les gouvernements colombien et américain.

La forte présence de forces irrégulières, l'absence d'un système judiciaire, la militarisation croissante du département ainsi qu'une économie complètement dominée par le coca, servent à démontrer que la région est

désormais un des épicyentres du conflit interne et qu'elle représente un terreau fertile pour l'abus massif du déplacement forcé.

4.2.4 – Les déplacements forcés dans le Putumayo

Graphique 8: Putumayo: La capitale du coca (CIP; 2001)



Étant donné que l'économie du Putumayo tourne autour de cultures illicites et que les normes et les mécanismes de la loi ne s'appliquent pas au narcotrafic, les disputes sont invariablement résolues illégalement et de manière violente. De ce fait, les plus hauts niveaux de mortalité et de déplacement forcé coïncident avec les régions de colonisation des contreforts andins et de l'Amazonie (Medio et Bajo Putumayo) où il y a une densité prononcée des cultures du coca et une forte présence des groupes armés irréguliers (voir le graphique 8 et l'annexe 8). Deux facteurs principaux ont entraîné le déplacement forcé dans la région: les affrontements armés entre les FARC et les paramilitaires et les opérations de fumigation.

4.2.4.1 - Les affrontements armés

C'est surtout depuis l'arrivée des paramilitaires dans la région à la fin des années 1990 que les niveaux de violence et de déplacement forcé s'accroissent exponentiellement. Une des premières opérations militaires a été l'incursion en 1998 des guérillas dans la municipalité de Valle del Guamés (La Hormiga) qui a conduit à la mort de sept personnes, toutes soupçonnées d'avoir collaboré avec les paramilitaires. Un autre incident s'est produit dans la même municipalité en 1999 quand un groupe de 50 paramilitaires ont tué plus de 40 personnes dans le village d'El Tigre (Actualidad Colombiana; 1999). Toutes les victimes étaient accusées d'être des membres des guérillas.

Les affrontements entre guérillas et paramilitaires se sont intensifiés suite à l'expulsion des guérillas de la municipalité de San Miguel (La Dorada) par une incursion massive des paramilitaires en septembre 2000. Comme souvent, les paramilitaires n'ont pas réussi à vaincre les guérillas militairement, c'est-à-dire à travers des confrontations directes entre soldats – malgré le fait que des échanges de coups de feu ont fréquemment eu lieu au milieu de la ville – mais en assassinant et en déplaçant les populations civiles soupçonnées de collaborer avec les guérillas. Les paramilitaires ont également entrepris des opérations de « nettoyage » dans les zones rurales qui entourent San Miguel. Même s'il est difficile de recueillir des statistiques fiables sur les niveaux de déplacement forcé, à cause notamment de la peur de représailles, il est estimé qu'au début d'octobre, plus de 800 personnes se sont déplacées des zones rurales vers San Miguel (CIP⁵⁶; 2001)

En réaction à l'incursion paramilitaire à San Miguel, les FARC décrètent un blocus armé qui a duré plus de trois mois, bloquant toutes les routes du Bajo Putumayo et affectant les municipalités de La Hormiga,

⁵⁶CIP: Center for International Policy – Le CIP est une ONG qui a comme mission la promotion d'une politique étrangère américaine fondée sur la coopération internationale, la démilitarisation et le respect des droits humains.

Sibundoy, Puerto Asís, El Tigre, Orito, La Hormiga, et Puerto Colón (voir le graphique 8) (IACHR⁵⁷; 2000). Ce blocus a provoqué l'expulsion de plus de 6000 personnes, dont la majorité se sont réfugiées à Mocoa, Bogotá et le département avoisinant de Nariño (ibid., 2000).

Les guérillas ont dû subir plusieurs échecs face aux opérations paramilitaires au Putumayo. En effet, depuis leur apparition en 1998, les paramilitaires ont pris le contrôle de Puerto Asís en 1999, de La Hormiga, Orito, et du village routier d'El Placer (où ils maintiennent une base) au début de l'année 2000. Ils ont pris le contrôle de San Miguel en septembre 2000 et en décembre, dans une opération qui a tuée plus de 120 personnes, ils se sont établis à Puerto Caicedo (voir le graphique 8) (CIP; 2001).

Ce qui est intéressant à constater c'est que la vaste majorité des opérations paramilitaires visent à encercler les zones de production de drogue (voir le graphique 8 et l'annexe 8). De plus, les zones le plus à risque du déplacement forcé correspondent invariablement aux zones avec les plus fortes densités de cultures de coca (voir les annexes 7 et 8). Même s'il y a une présence plus marquée des paramilitaires dans les villes, ils sont aussi très présents dans les alentours ruraux et taxent la production du coca. Selon plusieurs analystes, l'offensive paramilitaire au Putumayo correspond plus à un objectif d'accroître les revenus associés à la drogue que d'entreprendre une croisade antiguérilla (CIP; 2001). En effet, les affrontements entre guérillas et paramilitaires à San Miguel (voir ci-dessus) ont été largement basés sur le fait que c'est la municipalité avec la plus forte concentration de cultures de coca au Putumayo (voir annexe 9).

Finalement, il convient de noter que le succès des paramilitaires dans la région aurait été impossible sans la complicité des forces armées colombiennes.

⁵⁷IACHR: Inter American Commission on Human Rights – L'IACHR est un organe autonome de l'OAS (Organization of American States) qui a comme mission de promouvoir et de protéger les droits humains dans les nations d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale, d'Amérique du Sud et les Caraïbes.

En effet, les paramilitaires ont pu opérer librement et ouvertement au Putumayo malgré la présence à La Hormiga d'une base militaire abritant la 31^e brigade de l'armée colombienne. Les populations locales témoignent que les paramilitaires ont entrepris des missions avec la collaboration des forces armées et que dans certains cas, ils étaient mêmes présents dans les bases militaires. Cette alliance entre paramilitaires et militaires a atteint son apogée dans le cadre de la mise en œuvre des opérations de fumigation du Plan Colombie. Les paramilitaires n'ont pas hésité à mettre en lumière le rôle important qu'ils ont joué dans la sécurisation des zones ciblées par les fumigations:

In March 2001, Putumayo-based paramilitaries boasted to visiting journalists that they were spearheading the anti-coca offensive, taking control of areas ahead of the army to prevent guerrillas from shooting at spray planes - « Plan Colombia would be almost impossible without the help of the [paramilitary] self-defence forces » Commander « Wilson », an AUC member, told the Boston Globe (HRW; 2001; p.35)

4.2.4.2 - Les fumigations

Comme le démontre le graphique 8, les zones ciblées par les fumigations correspondent aux régions les plus affectées par les luttes territoriales entre guérillas et paramilitaires. Toutefois, ce ne sont pas seulement les affrontements armés qui provoquent le déplacement forcé dans la région, mais aussi les opérations de fumigation elles-mêmes. L'indication la plus claire que les fumigations ont un impact important sur les moyens de subsistance et les modes de vie des populations se trouvent dans les statistiques sur le mouvement de personnes à l'extérieur des zones ciblées par les opérations d'éradication. L'ombudsman du gouvernement colombien indique que les fumigations ont provoqué le déplacement forcé de plus de 17,000 personnes au Putumayo en 2001 (Youngers, Rosin; 2005; p.118). Selon la RSS, depuis le début des opérations de fumigation en 1999 et jusqu'au mois de mars

2003, la population déplacée dans le département du Putumayo s'est élevée à plus de 56,000 personnes (ibid., 2005). La principale municipalité réceptrice au Putumayo est Mocoa, qui accueille approximativement 60% de la population déplacée (CODHES; 2003; p.26). Au cours de la première partie de l'année 2003, le CODHES constate une corrélation évidente entre le taux d'expulsion de la population en situation de déplacement forcé et le nombre d'hectares affectés par les fumigations (ibid., p.29).

Sur le plan national, le CODHES estime qu'entre 2002 et 2003, plus de 75,000 personnes auraient été déplacées par les fumigations (ibid., 2005). Plusieurs facteurs expliquent pourquoi les fumigations provoquent des taux tellement élevés de déplacement forcé. En premier lieu, les fumigations détruisent toutes les cultures et rendent les champs inexploitable (pendant une période de six à huit mois) pour des cultures vivrières. Ironiquement, les champs de coca peuvent fleurir sur les terres infertiles. Deuxièmement, le gouvernement colombien refuse de fournir de l'assistance aux paysans pour la substitution de cultures avant l'éradication complète des champs de coca. Par conséquent, les paysans se trouvent affamés et sans ressources, ce qui les oblige à cultiver le coca dans des zones rurales appauvries et éloignées. Finalement, dans les rares cas où les paysans se voient offrir des cultures alternatives (yucca, manioc, plantain), leur rentabilité est fondamentalement affectée par l'absence flagrante d'infrastructures et de débouchés pour la vente de produits agricoles. En somme, la viabilité des politiques d'éradication dépend des alternatives mises à la disposition des paysans. C'est dans ce contexte que le Plan Colombie a échoué lamentablement⁵⁸. Le manque de prévoyance⁵⁹, voire le mépris, des gouvernements colombien et américain envers les populations rurales a non seulement eu peu d'impact sur la quantité

⁵⁸ Seulement 20% de la contribution américaine au Plan Colombie a été consacrée à la protection des droits humains et aux projets de développement économique et social.

⁵⁹ Des fonctionnaires du gouvernement américain ont admis qu'ils prévoyaient le déplacement forcé de plus de 150,000 personnes à cause de la politique d'éradication de la drogue (IDMC; 2007; p.72). De cette manière, la faible contribution financière envers la protection des droits humains et les projets de développement économique et social paraît donc inexcusable.

de coca cultivée, mais a également fortement contribué aux niveaux de violence et de déplacement forcé.

4.3 - Conclusion

Il est indéniable que depuis son émergence et consolidation au début des années 1980, le trafic de drogue a joué un rôle crucial dans l'intensification du conflit armé et dans l'accroissement subséquent des niveaux de violence et de déplacement forcé. L'explosion des niveaux de déplacement, particulièrement durant la période de 1995 à 2002 (voir le graphique 3 dans le chapitre 2), est intrinsèquement liée à la prolifération de régions de culture du coca dans le pays, au démantèlement des grands cartels, à la lutte pour le contrôle des zones de production entre groupes armés irréguliers et, finalement, à l'impact du Plan Colombie.

Toutefois, l'apparition de la violence, du déplacement forcé et plus généralement des conflits politiques dans les régions de culture du coca, n'est pas à imputer directement à l'augmentation du trafic de drogue, mais doit plutôt être perçue comme un élément aggravant de problèmes d'origine structurelle (Pouzoullic; 2002; p.43). Pour beaucoup d'analystes, les conflits qui émergent dans les régions amazoniennes s'expliquent d'un côté par les FARC – un mouvement armé essentiellement paysan avec une base sociale et politique importante – qui est né et s'est développé dans ces territoires et de l'autre côté par les cultures illicites, qui auraient pu être bloquées dès le départ par les freins institutionnels de l'État (Salgado; 1999). Ces deux éléments sont devenus ingérables tant pour le gouvernement colombien, qui n'a jamais eu la volonté politique nécessaire pour résoudre le problème, que pour les paysans, qui ont fini par devenir les victimes d'une grande économie « informelle » qui a touché les variables macro-économiques du pays et a remis en cause les fondements de la démocratie colombienne. Cependant, le conflit armé actuel, comme il sera démontré dans les prochains chapitres, a des racines plus profondes et structurelles. Marc Chernick note à ce propos:

Les racines de la violence actuelle sont beaucoup plus profondes que le boom actuel de la drogue; elles proviennent de conflits sociaux incrustés depuis longtemps, en particulier à la campagne, et dont la solution a été repoussée durant des décennies. Le narcotrafic a probablement augmenté et accéléré la violence, mais il ne l'a pas créée (Chernick; 1999).

CHAPITRE 5

LA PROBLÉMATIQUE AGRAIRE

La question de la distribution de la terre est au cœur des conflits sociaux en Colombie. En effet, l'absence d'une politique de réforme agraire efficace est une des causes principales du déplacement forcé dans le pays. Depuis la fin du XIXe siècle, le gouvernement colombien a fomenté une série de politiques agraires favorisant à la fois la concentration de la terre à travers le renforcement d'unités d'exploitation agricoles grandes et moyennes et l'annulation ou réorientation de la pression paysanne sur les terres les plus fertiles et productives situées dans les cordillères et les vallées inter andines (Salgado; 1999). La marginalisation et la dépossession de la base paysanne est un thème récurrent dans l'histoire colombienne.

D'un point de vue historique, le déplacement forcé des populations rurales a traditionnellement été utilisé pour l'expropriation des meilleurs terrains. Afin d'éclaircir la relation entre ce phénomène du déplacement forcé et la problématique agraire, la première partie de ce chapitre consistera à analyser comment les luttes ou conflits agraires de la fin du XIXe siècle ont été à la racine de l'explosion de la violence politique dans le XXe siècle. Par la suite, il sera question de démontrer que « La Violencia » ne fut pas tellement une lutte sectaire pour le contrôle politique, mais un outil pour l'appropriation territoriale. Finalement, il conviendra de faire le point sur l'impact de la période du Front national sur le phénomène de la concentration de la terre.

La deuxième partie du chapitre se focalisera initialement sur l'intensification du processus de la concentration de la terre au cours des années 1980 et 1990 et analysera par la suite le lien causal entre possession de la terre et déplacement forcé.

5.1 – Contexte historique

5.1.1 - *Les antécédents agraires de la violence politique et du déplacement forcé*

Au XIXe siècle et au début du XXe siècle, les conflits sociaux en Colombie tournèrent principalement autour des disputes entre colons et propriétaires fonciers. À cette époque, la Colombie fut caractérisée par une population très dense dans les hautes terres et une économie basée sur l'exportation de produits agricoles dans les basses terres. La population des hautes terres devint au fil du temps la source majeure de la main-d'œuvre pour l'économie agricole dans les basses terres, mais ce processus ne fut pas direct – il y avait une étape intermédiaire - « *the formation through migration of a new smallholder peasant sector in the middle altitudes and lowlands* » (Bergquist et al.; 1992; p.33). La saturation de l'économie des hautes terres mena à une forte migration vers les nouvelles frontières. Les colons étaient inspirés par la disponibilité de terres libres et même si la concurrence pour les meilleurs terrains donna lieu à des tensions, la colonisation offrit une avenue pour l'indépendance économique et l'avancement social.

À la même époque, les politiques de jachère mises en place par les élites foncières avaient pour but d'étendre la frontière agricole afin de valoriser les terres fertiles et avec un bon potentiel productif, qui se trouvaient à l'intérieur de la forêt (Salgado; 1999). Toutefois, la disponibilité de terres libres occupées par des colons posa un gros problème pour les grands propriétaires fonciers. En effet, il était extrêmement difficile pour les propriétaires d'attirer des travailleurs qui avaient leurs propres moyens de production. Par conséquent, la bourgeoisie foncière chercha à prendre contrôle de ces terres en les enclavant, car seulement une minorité des colons avaient les moyens pour se procurer des titres officiels. C'est dans ce contexte que les élites foncières entreprirent une campagne massive de privatisation des terres publiques,

occupées et inoccupées, à la fin du XIXe et le début du XXe siècle. Toutefois, comme le note Legrand:

The land that entrepreneurs chose to privatise was not public but was specifically land already occupied by peasant settlers. Furthermore, they sought to monopolise immense extensions of territory, much more than they possibly could put to use. The cumulative effect was to block the peasants from access to the most desirable land, thus encouraging them to sell their labour power (LeGrand dans Bergquist et al.; 1992; p.35)

Diverses tactiques, légales et illégales, furent employées pour déposséder les colons des terres qu'ils avaient travaillées. En premier lieu, s'appuyant sur des droits de propriété légaux au travers de documents scellés et légués par la couronne espagnole au cours des XVIe et XVIIe siècles, la bourgeoisie foncière s'appropriait ce que le colon avait acquis par son travail (Salgado; 1999). Deuxièmement, ces barons de la terre n'hésitèrent pas à avoir recours à l'intimidation pour déposséder les colons. Le paysan se trouvait donc avec deux options; soit quitter les terres immédiatement (déplacement forcé) perdant ainsi des années de travail, ou devenir métayer renonçant ainsi à toute prétention de propriété de la terre et perdant tout contrôle sur son labour. Ce processus d'intégration de nouveaux territoires et d'extension de la frontière agricole aboutit à un cycle d'expropriations à répétition. En effet, dans le cadre d'une dynamique de « tu défriches et moi j'occupe », la bourgeoisie foncière attendait que le paysan prépare et valorise la terre avec son travail avant de le couper des moyens de production.

À première vue, la loi 61 de 1874 et la loi 48 de 1882, qui étaient destinées à encourager l'utilisation productive des domaines et qui avançaient un critère selon lequel la propriété s'acquerrait par la culture, semblaient être favorables au colon. Cependant, lorsque les paysans faisaient des démarches pour obtenir un titre de propriété, ils se trouvaient face à des obstacles financiers et administratifs insurmontables. En effet, la bourgeoisie foncière

réussit à atténuer l'efficacité de cette législation grâce à la forte présence des classes moyennes et élevées dans les structures économiques et juridico-administratives du pays. Par conséquent, les conflits entre propriétaires fonciers et colons prirent souvent des dimensions physiques. Les propriétaires employèrent des méthodes de harcèlement et dans certains cas, financèrent des milices pour obliger le paysan à signer des accords de métayage ou à quitter la région (déplacement forcé). Cette répression des populations rurales a été grandement facilitée par l'absence des institutions de l'État dans les frontières de colonisation.

De 1875 à 1930, il y eut plus de 450 confrontations majeures (impliquant 25 colons ou plus) entre propriétaires fonciers et colons (Bergquist et al.; 1992; p.37). En réponse à la répression des propriétaires, les colons avaient formé des mouvements de « squatters » afin d'occuper les terres qu'ils jugeaient comme étant publiques et non privées. Malgré quelques tentatives judiciaires infructueuses, le gouvernement colombien ne fut jamais en mesure d'apporter une solution politique ou légale aux conflits agraires.

En somme, la période de 1875 à 1930 fut caractérisée par un conflit agraire généralisé au sein duquel émergèrent les stratégies de protestation qui viendront à définir le mouvement paysan pour les années à venir. C'est dans ces conflits entre propriétaires et colons qu'on découvre les racines du déplacement forcé des populations rurales. Certains analystes estiment que les conflits entre propriétaires et colons, typiques de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, sont essentiels pour mieux comprendre « La Violencia » dans certaines de ses manifestations régionales, les vagues de migration entre les années 1950 et 1970 et le succès des guérillas dans les frontières de colonisation (ibid., p.42).

5.1.2 - La violence pour le contrôle de la terre

Certains analystes estiment que « La Violencia » fut un conflit politique dominé par des facteurs territoriaux plutôt qu'idéologiques (Essed et al.; 2005;

p.71). Malgré le fait que cet événement s'était déroulé dans le contexte de la Guerre Froide et qu'il fut largement défini par une opposition entre Libéraux et Conservateurs, il devint évident que les considérations idéologiques étaient secondaires aux intérêts territoriaux. À titre d'exemple, les batailles qui se produisaient durant cette période furent basées sur l'appropriation de territoires, notamment à travers le déplacement forcé des populations rurales. L'aspect le plus intéressant qui se dégage de cette analyse est que les confrontations sectaires ont souvent servi comme moyen d'expression des conflits sociaux, particulièrement ceux qui se rattachaient à la lutte agraire. En effet, le déplacement forcé comme moyen d'appropriation territoriale tire ses racines des procédés de colonisation du XIXe siècle et a depuis été utilisé comme un outil politique/militaire dans le conflit armé colombien.

La question de l'accumulation de la terre et sa relation avec le déplacement forcé durant la période de « La Violencia » a été étudiée sous diverses perspectives, mais les conclusions tendent à coïncider: la majorité des études concordent à affirmer la relation causale entre l'expropriation des terres rurales et le déplacement forcé des petits exploitants paysans – relation qui s'est traduite par la migration massive des populations rurales vers les zones urbaines (Oquist; 1980; Ruiz; 2007). En effet, la question de la terre forme une des bases « socio-économiques » fondamentales pour la naissance de conflits avec un fort potentiel de violence, particulièrement dans le contexte de l'effondrement partiel de l'État. Ces conflits violents sont de deux variétés: premièrement, l'aggravation des intérêts contradictoires entre populations indigènes, grands propriétaires fonciers et colons pour le contrôle de la terre; deuxièmement, l'utilisation préméditée de l'existence de « La Violencia » pour déposséder et disloquer les petits exploitants agricoles (Oquist; 1980; p.221).

À cause des événements de « La Violencia » et l'effondrement partiel de l'État, ces variétés de conflits « territoriaux » se sont exacerbées. Étant donné que la majorité des effectifs policiers et militaires furent affectés vers les zones urbaines, les régions rurales, notamment celles de colonisation récente, se

trouvèrent envahis par une variété de guérillas communistes, libérales et conservatrices. Les luttes entre ces différents acteurs armés se produisaient généralement sous forme de raids sur les territoires ou colonies des partisans des groupes adverses. Ces guérillas ainsi que certains éléments des forces armées, entreprirent des expropriations massives et accumulèrent des fortunes vertigineuses en incendiant les maisons, volant le cheptel et saisissant les récoltes (le café notamment) des paysans. Une autre source de violence fut l'utilisation de la coercition physique, réelle ou implicite (menaces), pour déplacer le paysan de ses terres afin d'obtenir des titres officiels ou tout simplement pour occuper les terrains. Ce phénomène assumait des proportions massives et endémiques et représente une des conséquences socio-économiques les plus importantes de « La Violencia » (Oquist; 1980; p.225).

C'est aussi durant cette époque que les colons et les petits exploitants, frustrés par l'absence de l'État et la répression des guérillas et des grands propriétaires, commencèrent à sympathiser avec les guérillas communistes qui avaient refusé l'offre d'amnistie de Rojas en 1953. En effet, c'est à partir de ces conflits territoriaux qu'émergent les guérillas, notamment les FARC, qui sont encore en activité aujourd'hui.

Selon une enquête couvrant la période de 1946 à 1966, il est estimé qu'un total de 393,648 parcelles de terrains auraient été « perdues » pour cause de violence (Oquist; 1980; p.226). Ces parcelles furent abandonnées à cause d'une situation de violence généralisée, de menaces directes ou d'actes de violence contre les propriétaires ou finalement, à cause de la vente forcée des terres à des prix absurdes. Au Tolima (voir l'annexe 1), une manière très répandue pour expulser les paysans de leurs terres fut l'incendie de maisons. Une étude du Département d'Agriculture de Tolima estime que plus de 34,304 maisons furent incendiées durant la période de « La Violencia » (ibid., 1980). Le groupe social le plus affecté par la perte de la terre et le déplacement forcé subséquent, fut celui des petits exploitants agricoles sans défense.

L'élément le plus révélateur de cette enquête est la corrélation directe qui est établie entre la perte de parcelles de terrains et les déplacements forcés causés par la violence. En effet, Oquist démontre que le déplacement forcé massif qui a frappé le pays durant cette période est, contrairement aux attentes, en relation directe avec la perte de parcelles de terrains et non avec la mort violente de la population (ibid., 1980; p.227):

The loss of a peasant's or a landowner's means of subsistence as a result of the violence would appear to be more important in migrations than the proximity of the intentional deaths, per se. Those who could defend their land and crops or those who were receiving the land and crops of those who left remained in the violent areas. Some of the latter groups even migrated to violent areas to acquire land. It might be inferred tentatively that peasants without land felt the pressure of « La Violencia » less than those who possessed land, crops, livestock, and other good. The individuals who lost their parcels of land appear to have been highly propense to migrate (ibid., 1980; p.228)

En somme, les luttes pour la terre accompagnent en permanence le conflit armé dans le pays. L'accumulation et la concentration progressive des terres et du capital dans peu de mains a été, sans aucun doute, la pierre angulaire du développement du capitalisme dans la campagne⁶⁰ et de la violence récurrente qui ébranle le pays depuis plus de 50 ans.

5.1.3 – La réforme agraire de 1961

Dans une certaine mesure, la réforme agraire fut une des bases du Front national (1958-1974), pacte signé par les deux partis principaux pour renverser le régime dictatorial de Rojas et récupérer le pouvoir politique. Soucieux de

⁶⁰En effet, l'accroissement de la concentration de la terre a également ruiné les marchands, car ils fournissaient aux petits exploitants agricoles des biens sur crédit jusqu'à la récolte. C'est sur la base de ces procédés que « La Violencia » est souvent interprétée comme un processus lié à la formation du capitalisme dans la campagne, car un nombre massif de producteurs directs se trouvaient coupés des moyens de production (Oquist; 1980; p.227)

réduire les tensions entre colons et propriétaires fonciers en plus de répondre aux pressions du gouvernement des États-Unis pour contrecarrer l'influence de la révolution cubaine, le gouvernement colombien publia la loi 135 de 1961, destinée à assister les « *minifundios* » et accroître la productivité alimentaire après « La Violencia ». Afin d'administrer cette « Réforme sociale agraire », qui visait à créer plus de « *minifundios* » et de faciliter la coexistence de ces derniers avec les grandes unités de production, l'INCORA (*Instituto Colombiano de la Reforma Agraria*) a été fondé. En réponse à la menace que posait la loi 135 en termes d'expropriations, les grands propriétaires entamèrent un processus de modernisation des grandes exploitations et chassèrent tout reste de métayage⁶¹ (Salgado; 1999). Par conséquent, la base paysanne se voyait écartée du processus de modernisation et se trouvait obligée de gonfler les flux migratoires vers les villes ou d'intensifier l'occupation de nouveaux territoires.

En termes concrets, la loi 135 de 1961 ne fut qu'une réforme agraire sans application légale. Entre 1960 et 1970, le phénomène de concentration de la terre a connu un fort accroissement. Alors que les petites exploitations (moins de 10 hectares) diminuèrent en nombre et en superficie, les exploitations de taille moyenne (20 à 50 hectares) et grande (plus de 50 hectares) augmentèrent en nombre et en superficie, en particulier les plus grandes (ibid., 1999). De plus, après une décennie de réforme agraire, 90% des titres accordés pour le million d'hectares distribués étaient pour des terres inoccupées ou dans des zones de colonisation et seulement 1% des terres arables ciblées pour expropriation furent redistribuées (Molano; 2007 et Cohen, Deng; 1998; p.404).

Malgré l'échec de la réforme agraire de 1961, les grands propriétaires se sentaient toujours menacés par des expropriations potentielles, particulièrement

⁶¹La loi 1a de 1968 a permis aux grands propriétaires de convertir les grands « *latifundias* », à travers l'expulsion des métayers, dans des grands commerces agroalimentaires, destinés à subvenir aux besoins alimentaires des populations urbaines et de créer un surplus pour l'expansion industrielle (Elhawary; 2007; p.4).

suite à la tentative du gouvernement de Lleras Restrepo (1966-1970) de transformer la réforme agraire dans un mouvement paysan unifié, l'ANUC (Association nationale des utilisateurs paysans). Toutefois, le potentiel transformateur de ce mouvement fut sapé par son éclatement dans une ligue pro-gouvernementale soutenue par les grands propriétaires et une ligue plus radicale, qui insista sur une réforme agraire profonde. C'est dans ce contexte particulier qu'émergea l'Accord de Chicoral qui mit fin, grâce notamment à la scission de l'ANUC, aux menaces de redistribution des terres. Cet accord fut dessiné autour d'une stratégie de développement conçue par le gouvernement et les grands investisseurs agricoles, qui détruisirent le cadre législatif sur lequel s'appuyait la redistribution des terres. Ceci donna naissance aux lois 4 et 5 de 1973 qui annulèrent la précédente législation favorable à la redistribution, et la remplacèrent avec une série d'accords immunisant la prise de possession des terrains par l'INCORA, garantissant un bon prix pour les terrains ciblés par les grands propriétaires et établissant des mécanismes favorables à leur mise en culture (Salgado; 1999).

En somme, la réforme agraire de 1961 fut rapidement submergée, sous l'impulsion des grands propriétaires, dans un borbier légal qui créa les conditions politiques et économiques idéales pour la consolidation des grandes entreprises agricoles et l'assimilation dans le processus productif des terres non exploitées, notamment dans les nouvelles frontières de colonisation. Le poids des élites foncières dans le système juridico-administratif assura la faillite de la réforme agraire et donna naissance à un nouveau chapitre dans l'histoire agraire colombienne, la colonisation.

5.1.4 - La colonisation des années 1960 et 1970: « un exode sans terre promise » (Molano; 2007)

Même si les années 1950 ont généré d'importantes migrations vers différentes régions du pays, c'est surtout à partir des années 1960 et 1970 que le

déplacement forcé de paysans s'est accentué vers des régions inhospitalières, méconnues et dépourvues de toute présence de l'État.

La politique de réforme agraire adoptée par le Front national dans les années 1960 incita la formation en parallèle des colonies sous tutelle administrative, un programme appuyé par la Banque mondiale et qui mena à la mise en place de trois projets pilotes à Saravena (Arauca), Ariari (Meta) et la Mona (Caquetá) (voir l'annexe 1) (Molano; 2007). Ces projets pilotes accélérèrent dans une certaine mesure la colonisation du piémont Llanero, accommodèrent des contingents importants de colons et préparèrent le terrain pour l'émergence des entreprises agricoles. La colonisation, qui est à la base un mouvement des déplacés vers des terres inoccupées, a historiquement été employée comme une ressource politique par l'État afin d'éviter la redistribution de la terre. De plus, la promotion de la colonisation s'est graduellement convertie en échappatoire pour les tensions latentes sur la question de la propriété à l'intérieur de la frontière (Ibañez; 2004; p.58).

Dans le courant des années 1960 et 1970, la colonisation des nouvelles terres a connu une forte expansion. Ceci s'explique premièrement par l'incapacité du gouvernement colombien à mettre en place une infrastructure administrative consacrée à la protection des droits de propriété – une défaillance qui déboucha sur une plus grande concentration de la terre et provoqua des conflits violents entre grands propriétaires, colons et petits exploitants agricoles. En effet, comme le note Ibañez, la faillite de la réforme agraire de 1961 aboutit à un approfondissement de la dynamique « colonisation-expulsion » décrite antérieurement (voir la section sur les antécédents agraires), ce qui accentua la violence dans certaines régions et consolida la méfiance des colons envers l'État (ibid., p.58).

Un autre facteur expliquant l'intensification de la colonisation fut la crise industrielle des années 1970. À partir du milieu des années 1970, le modèle de l'industrialisation par substitution aux importations (ISI) conçu par

la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) démontre ses limites à travers le ralentissement de la croissance du secteur industriel et par l'incapacité du gouvernement de Misael Pastrana (1970-1974) de synchroniser la migration urbaine avec la construction de logements (Molano; 2007). Par conséquent, le chômage urbain a entraîné la migration d'un nombre important de paysans vers les zones de colonisation pour défricher les jungles et étendre la frontière agricole.

5.1.5 - Conclusion

En somme, la colonisation a rapidement pris le dessus sur la réforme agraire comme solution au problème de la possession de la terre. En effet, de 1962 à 1982, 5.4 fois plus de titres pour la terre ont été octroyés par la colonisation que par la politique de réforme agraire (Ibañez; 2004; p.60). Toutefois, il convient de noter que les réformes agraires développées par le gouvernement colombien ainsi que les processus de colonisation ont paradoxalement favorisé la concentration des terres. Dans les zones de colonisation des années 1960 et 1970, la dynamique du « tu défriches et moi j'occupe » s'est intensifiée et a activement encouragé les processus d'expropriation de la terre et du travail paysan (Salgado; 1999). Ces terres expropriées jouèrent un rôle crucial dans la consolidation des grandes entreprises agro-pastorales et de ce fait, encouragèrent l'exploitation inadéquate des meilleures terres productives.

5.2 – Contexte contemporain

À ce jour, la toile de fonds des déplacements forcés des populations rurales continue à être l'intérêt économique des grands propriétaires. Les élites foncières détiennent le pouvoir politique et économique, notamment à travers l'assistance des groupes armés irréguliers qui, par conviction ou sous entente, réussissent à vider des populations entières des zones d'intérêt. Ceci génère un processus de déplacement forcé qui implique le mouvement massif des

populations rurales vers les zones urbaines ou vers la frontière agricole. Cette situation n'est pas sans rappeler les événements des années 1950 (« La Violencia ») qui furent également marqués par des processus violents, une intensification du problème agraire et par la facilitation du phénomène de la concentration de la terre. Toutefois, il convient de noter que depuis cette époque, le déplacement forcé s'est progressivement converti dans un problème capital pour le pays. En effet, les acteurs, les dimensions géographiques et les conséquences politiques et économiques liés à ce phénomène sont de plus en plus complexes. L'émergence du narcotrafic, intimement lié au « paramilitarisme », et ses conséquences catastrophiques caractérisent en grande partie la crise qui, aujourd'hui encore, menace la stabilité du pays.

5.2.1 – L'intensification de la concentration de la terre et du déplacement forcé

La relation entre les zones d'expansion territoriale et de forte concentration des terres avec les régions ayant les plus hauts niveaux de déplacement forcé est indiscutable – surtout depuis l'émergence du narcotrafic et des forces paramilitaires dans le courant des années 1980.

Selon une enquête menée par Alejandro Reyes sur l'impact de l'acquisition des terres de la part des trafiquants, il est démontré que depuis les années 1980, l'argent du narcotrafic en conjonction avec le contrôle territorial exercé par ces organisations a transformé la nature du conflit agraire (Ruiz; 2007; p.292). En tout premier lieu, cela a contribué à élever les niveaux de concentration de la propriété, ce qui a eu comme conséquence principale le déplacement forcé des paysans vers les fronts de colonisation ou les villes. En effet, que ce soit par le biais des trafiquants, des grands propriétaires ou en résultat d'un conflit d'influence entre guérillas et paramilitaires, les paysans subissent invariablement du déplacement forcé pour des fins d'appropriation territoriale. Par conséquent, les paysans, du fait notamment de la pauvreté des

terres et de l'infrastructure dans les régions « cocaïères »⁶², sont contraints de poursuivre l'abattage brûlis de la forêt (approfondir la colonisation) afin de répéter le cycle de la préparation des terrains pour l'agriculture de subsistance et la culture du coca. De cette manière, le paysan devient un véritable professionnel dans la préparation de la terre, mais n'a que très rarement les moyens pour en devenir propriétaire. Comme le note Molano, la colonisation permanente est à la base, une expression du déplacement forcé permanent (Molano; 2007).

Une deuxième conséquence importante de l'argent de la drogue sur les structures de propriété est que cela a fortement contribué au financement des stratégies des paramilitaires qui cherchent à récupérer la sécurité à travers l'utilisation de la force. Les disputes territoriales avec les guérillas terrorisent les populations rurales et augmentent les niveaux de violence et de déplacement forcé. En effet, le contrôle territorial des paramilitaires est invariablement lié à l'expulsion des paysans de leurs terres. Depuis leur montée en puissance au cours des années 1980, les forces paramilitaires ont activement cherché à étendre leur contrôle territorial. Dans les mots d'un analyste - « *the struggle for territorial dominion...replaced « social conflicts over land » and the paramilitaries moved from being « defenders of newly acquired and threatened agricultural property...[to] controllers of territory »* (Bergquist et al.; 2001; p.132).

Le déplacement forcé est aussi causé par les guérillas, notamment dans les cas où les paysans refusent de coopérer ou sont soupçonnés de collaborer avec les paramilitaires. Cependant, l'objectif des guérillas n'est pas d'exproprier la terre illégalement, mais l'occuper pour des raisons stratégiques, établissant ainsi un refuge pour les combattants et cherchant à contrôler les ressources naturelles ainsi que les autorités locales. Ceci n'implique pas nécessairement l'expropriation de la terre à long terme. Il est estimé que les guérillas sont

⁶²Voir l'introduction du troisième chapitre pour un bref résumé du contexte historique de l'émergence du coca dans la Colombie.

responsables pour 12 à 13% du déplacement forcé, les paramilitaires pour 46 à 63%, l'État pour 1% et le reste attribuable à des acteurs inconnus (Fagen et al.; 2003; p.6). Il convient de noter que trois facteurs principaux expliquent cette absence de données sur les acteurs inconnus. En premier lieu, les trafiquants, du fait de leurs alliances avec les paramilitaires, sont indirectement responsables pour beaucoup plus de déplacements forcés que les 2 à 4% traditionnellement cités (voir la page 63 dans la section 4.1.3.1). Deuxièmement, semblablement aux trafiquants, les forces armées colombiennes sont directement ou indirectement responsables pour plusieurs opérations menées par les paramilitaires (IDMC; 2007; p.62). Finalement, la cueillette de données est compliquée par la réticence des personnes déplacées à épinglez les responsables de leur déplacement, par peur de représailles.

Finalement, l'argent de la drogue a renforcé, au détriment de l'agriculture et des forêts, la distribution inefficace des meilleures terres du pays vers l'élevage. En effet, l'élevage exige des vastes étendues de terres et une main d'œuvre limitée et conduit forcément à une plus forte concentration de la terre. Dans plusieurs régions, les trafiquants se sont substitués aux vieilles élites foncières, ce qui a approfondi la détérioration du tissu social dans les zones affectées (Ruiz; 2007; p.292).

Pour conclure, les sommes énormes issues du trafic de drogue intensifient les processus d'appropriation territoriale, de violence et de déplacement forcé dans les régions les plus riches et productives du pays. Certains analystes estiment que l'argent de la drogue est responsable pour une véritable contre-réforme agraire. Selon un rapport récent de la Banque Mondiale (2002), la Colombie serait confrontée à une situation où seulement 0.4% des propriétaires terriens possèdent plus de 62% de la terre. Dans le cadre d'une autre étude, cette fois-ci en provenance de l'Université des Andes, 4 millions d'hectares des meilleures terres cultivables du pays seraient actuellement dans les mains des trafiquants de drogue (Molano; 2007; Ibañez; 2004; p.56).

5.2.2 – *La possession de la terre et le déplacement forcé*

Le lien entre possession de la terre et le phénomène du déplacement forcé est indéniable. La question de l'accès à la terre a été au centre des divers conflits sociaux qui tiraillent le pays depuis le XIXe siècle. Grands propriétaires, petits exploitants et colons se sont confrontés pendant des décennies et, avec l'émergence des groupes armés irréguliers et des trafiquants au cours des 50 dernières années, cette dispute ne cesse de s'aggraver. Aujourd'hui, des milliers de Colombiens sont déplacés de force et on peut soutenir qu'un pourcentage élevé de ces foyers sont victimes d'anciennes disputes pour la propriété de la terre. En effet, le déplacement forcé est beaucoup plus prononcé dans les régions où la violence politique coïncide avec la violence associée à la possession de la terre (Côte Atlantique, Chocó, Urabá, Meta, Caquetá, Guaviare, Putumayo) que dans les régions avec une faible incidence de disputes territoriales (Nord-est, la région andine centrale et le Sud-ouest) (IDMC; 2007; p.81). En conséquence, le déplacement forcé se produit quand les menaces forcent un dilemme entre la propriété et la vie et quand l'État est incapable de protéger la population civile.

La possession de la terre est une constante pour la vaste majorité des foyers qui ont souffert du déplacement forcé. En effet, plus de 60% des foyers déplacés étaient en possession de terres⁶³ et 30% de ceux-ci étaient des propriétaires légaux (Ibañez; 2004; p.55). Selon une étude menée par Ibañez qui analyse le lien entre la possession de la terre et le déplacement forcé, elle conclue que ce sont les petits propriétaires qui souffrent démesurément de ce phénomène. D'une manière générale, les foyers en possession de terres sont plus fréquemment ciblés pour le déplacement forcé de la part des paramilitaires⁶⁴, notamment à travers des menaces, que des foyers « sans

⁶³Dans le cadre de cette étude, la possession de la terre comprend la propriété, la propriété collective, la location, la colonisation et la possession.

⁶⁴Il convient de noter que les guérillas ne tendent pas à discriminer entre les foyers avec et sans terres lorsqu'ils ont recours au déplacement forcé.

terres » qui subissent plus d'assassinats sélectifs⁶⁵. De plus, les foyers en possession de terres tendent à se déplacer vers des sites proches du lieu d'origine alors que les foyers « sans terres » sont plus enclins à migrer vers les zones urbaines. Ceci n'est pas tellement surprenant du fait que les activités des foyers en possession de terres sont centrées autour de l'agriculture et se prêtent mal au contexte urbain. De ce fait, le déplacement vers la ville entraîne une détérioration du statut économique et social. En contraste, les foyers « sans terres » ont un accès plus facile au marché urbain et, grâce notamment à leur manque d'attachement à la terre, peuvent mieux se préparer pour rivaliser sur ces marchés (Ibañez; 2004; pp.67-68).

En somme, le déplacement forcé affecte les foyers en possession de terres plus sévèrement que les foyers « sans terres ». Deux facteurs principaux expliquent ce fait. Premièrement, les foyers en possession de terres sont peu préparés pour affronter le marché urbain parce que dans leur lieu d'origine, ils se dédiaient principalement au travail agricole. Deuxièmement, le déplacement forcé initial entraîne non seulement une détérioration du tissu économique et social, mais cela amène souvent les déplacés qui restent proches du lieu d'origine à rechercher de nouvelles terres, à se convertir en laboureur ou même à se joindre aux processus de colonisation.

Étant donné que 60% des déplacés ont été contraints d'abandonner leurs terres et que seulement un moitié d'entre eux possédaient des titres formels, la question la plus pressante est de savoir ce qui se passe avec ces terres une fois dépossédées? Dans la majorité des cas, ces terrains sont occupés ou achetés à bas prix par les narcotrafiquants et/ou les paramilitaires dans une perspective d'augmentation du contrôle territorial. Ces acteurs, avec la connivence des autorités locales et des grands propriétaires, blanchissent l'argent en utilisant

⁶⁵Le déplacement des foyers en possession de terres de la part des paramilitaires tend à correspondre à la logique de la domination territoriale (voir la page 78). En ce qui concerne la distinction entre menaces et assassinats sélectifs, ceci s'explique principalement par le fait que le premier est souvent suffisant pour l'appropriation de propriétés alors que le second tend à être réservé pour les foyers « sans terres » liés à l'opposition ou à des organisations sociales et par conséquent, qui représentent un obstacle au contrôle de la population civile (ibid., p.65).

ces terres « dépossédées » pour l'élevage de bétail ou l'agroalimentaire. Fréquemment, des hommes de paille (« *front-men* ») sont employés pour acheter la terre. De plus, la terre change de mains à plusieurs reprises afin d'obscurcir l'identité du propriétaire original. Les pratiques frauduleuses comme la falsification de documents et de signatures sont communes et dans certains cas, les personnes décédées sont enregistrées en tant que propriétaires. Parfois, les bureaux de notaires ou de l'état civil sont incendiés afin d'éliminer toute trace des registres antérieurs (Elwahary, 2007; p.6). Finalement, le fait que plus ou moins 30% des terres dépossédées n'ont pas de titres officiels facilite incommensurablement les expropriations illégales.

5.2.3 - *Les droits de propriété et le déplacement forcé*

L'absence de documentation ainsi que la difficulté d'obtenir des titres fonciers sont des facteurs importants contribuant à la perte de propriété et à l'obstruction du droit à la distribution de la terre (IDMC; 2004; p.152). Selon l'IACHR, les sans-papiers connaissent des grosses difficultés dans l'obtention du statut de « déplacé » car ils n'ont que très rarement des preuves de citoyenneté. Le manque de preuves de citoyenneté n'est pas crucial en lui-même, mais prend une tout autre importance lorsqu'il devient une condition nécessaire pour avoir accès à d'autres preuves documentaires, notamment celles qui se rattachent à la possession foncière (ibid., 2004). Le manque de documentation officielle s'explique en grande partie par le fait que le déplacement forcé se produit généralement dans des régions isolées des institutions de l'État. Cette situation implique, en outre, la perte de propriété, à cause d'une insuffisance documentaire et l'incapacité d'avoir accès aux services publics. À titre d'exemple, la plupart des programmes d'aide pour les déplacés demandent aux candidats de fournir un certificat de leur statut de déplacé. Cette documentation est extrêmement difficile à obtenir, exception faite de quelques municipalités qui font un effort spécial pour résoudre les problèmes des déplacés sans-papiers.

Afin de remédier à ce problème de perte de propriété et de manque de documentation, le gouvernement colombien, en accord avec les Principes directeurs de l'OHCHR⁶⁶, et plus précisément du Principe directeur 29.2⁶⁷, a entériné la loi 387 en 1997. L'article 19 de cette loi demande aux institutions compétentes; de protéger la terre abandonnée pour cause de déplacement forcé en s'assurant de son enregistrement, de fournir des titres fonciers ou des terres alternatives, de faciliter le retour et la réinstallation et finalement, d'apporter une certaine sécurité socio-économique à travers des projets et un accès spécial aux crédits (Elwahary; 2007; p.8). La loi 387 est internationalement reconnue comme étant la législation la plus avancée en ce qui concerne la protection des droits des déplacés. Toutefois, en pratique, la loi n'a pas été appliquée efficacement et les institutions responsables ont très rarement répondu aux besoins des populations déplacées. On estime que seulement un tiers des déplacés ont accès à une assistance qui est souvent inadéquate en termes de quantité (les déplacés reçoivent seulement 3 mois d'assistance d'urgence) et en termes d'efficacité (les systèmes d'alerte échouent fréquemment à cause du manque de volonté politique du gouvernement et des forces armées) (ibid., 2007).

Cette législation, censé protéger les déplacés ainsi que leurs terres, n'a jamais pu être appliquée efficacement pour cause de manque de volonté politique au sein des institutions gouvernementales. La corruption endémique et l'infiltration des paramilitaires et des trafiquants dans certaines institutions

⁶⁶Les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays de l'OHCHR - « visent à répondre aux besoins particuliers des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à travers le monde. Y sont identifiés les droits et les garanties concernant la protection des personnes contre les déplacements et la protection et l'aide qu'il convient de leur apporter au cours du processus du déplacement, ainsi que pendant leur retour ou leur réinstallation et leur réintégration ». Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), « Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays », Introduction: Portée et Objet, 2, [URL] http://www.unhcr.ch/french/html/menu2/7/b/principles_fr.htm

⁶⁷Le Principe directeur 29.2 précise que « Les autorités compétentes ont le devoir et la responsabilité d'aider les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays qui ont regagné leur lieu d'origine ou ont été réinstallées à recouvrer, dans la mesure du possible, la propriété et les possessions qu'elles avaient laissées ou dont elles avaient été dépossédées au moment de leur départ. Lorsque leur recouvrement n'est pas possible, les autorités compétentes accorderont à ces personnes une indemnisation équitable ou une autre forme de dédommagement ou les aideront à les obtenir ».

politiques affaiblit la capacité de l'État à faire face au problème agraire. De plus, la nature violente de l'expulsion a un effet important sur les revendications des déplacés. Ces derniers sont souvent très réticents à faire appel à des services légaux ou même à retourner chez eux, par peur de représailles de la part des acteurs armés. Malheureusement, cette peur est tout à fait légitime du fait que les groupes armés irréguliers semblent être intouchables du point de vue juridique. En effet, l'impunité sape les droits des déplacés à la réparation et à la restitution de leur propriété.

L'exemple le plus représentatif de ce problème d'impunité a été la mise en application de la loi 975 sur la « Paix et la Justice Sociale » en 2005 (ibid., 2007; p.9). Certains analystes estiment que cette loi, axée sur la démobilisation des paramilitaires, n'est qu'un simple écran de fumée pour le blanchissement des fortunes illégales et pour la légitimation du contrôle politique (HRW; 2005, p.47). Cette loi, qui vise à établir un juste équilibre entre la justice, la paix, la vérité et la réparation, favorise les agresseurs plus que les victimes. À titre d'exemple, alors que les commandants paramilitaires attendent calmement les poursuites judiciaires dans des « haciendas » luxueuses et que même les paramilitaires « de base » reçoivent une subvention de \$163 par mois plus la garantie d'un soutien pédagogique et psychologique payé par l'État, les personnes déplacées doivent se satisfaire d'un revenu de \$5 par jour pour travailler sur de simples lopins de terre (Amnesty International (AI); 2007).

En ce qui concerne la justice, ce sont seulement les paramilitaires avec des procès judiciaires existants qui peuvent faire l'objet d'enquêtes criminelles sous la loi de la « Paix et la Justice Sociale ». En conséquence, plus de 90% des paramilitaires recevront une amnistie (Elwahary; 2007; p.9). Ceci a de nombreuses répercussions pour les personnes déplacées. Premièrement, un grand nombre des paramilitaires démobilisés ne seront pas punis pour leurs crimes et, deuxièmement, la vaste majorité des terres expropriées illégalement ne seront pas restituées.

On estime que seulement 24,000 des 3.5 millions d'hectares sous contrôle des paramilitaires, sont actuellement sous investigation (AI; 2007; IDMC; 2007; p.25). Le processus de restitution des terres et propriétés saisies par les paramilitaires est sévèrement compromis par l'amnistie dont bénéficient les hommes de paille ou « *testaferros* ». En effet, ces hommes sont traités par la loi comme étant des victimes innocentes des pressions paramilitaires alors qu'en réalité, ce sont de véritables complices des crimes de guerre commises par ces acteurs (IDMC; 2007; p.243). La protection des « *testaferros* » en conjonction avec une législation fondamentalement défectueuse, permet aux paramilitaires de cacher l'origine des terres expropriées et de consolider leurs vastes fortunes.

En somme, il paraît évident que le système judiciaire colombien est tout simplement incapable de mettre en œuvre des mesures protégeant les intérêts des populations déplacées. En 2006, le gouvernement colombien a adopté une loi sur le développement rural. Cette loi réduit le temps nécessaire pour réclamer la possession légale d'une terre occupée (de 20 ans à 10 ans et possiblement 5 ans) (Elwahary; 2007; p.10). Alors que cette loi peut potentiellement profiter aux paysans qui ont colonisé et occupé des terres depuis des années sur la base d'ententes informelles, ce sont surtout les paramilitaires qui profitent de cette loi car cela leur permet de légaliser les vastes territoires expropriés illégalement au cours de la dernière décennie.

Les mesures législatives mises de l'avant par l'État pour protéger les droits des personnes déplacées sont systématiquement contournées ou exploitées par les paramilitaires. Ceci s'explique en grande partie par la relation organique entre les paramilitaires et le système politique colombien. Depuis le début des processus de démobilisation, les paramilitaires ont renforcé leurs alliances avec les institutions politiques, plus spécifiquement avec le Parti Démocratique de la Colombie du Président Uribe dans les départements de Cesar, Sucre, Magdalena, Atlántico, Guajira, Bolívar, Antioquia et Valle (voir

l'annexe 1) et en s'infiltrant dans le DAS (*Departamento Administrativo de la Seguridad*) – le service d'intelligence nationale (IDMC; 2007; p.25).

En conclusion, les paramilitaires ont su, à travers la corruption et l'infiltration du système politique colombien, s'opposer à toute législation adéquate. Par contre, ils ont systématiquement appuyé le développement de politiques qui ne réussissent pas à résoudre la crise humanitaire, et qui, dans certains cas, semblent même la perpétuer (Elwahary; 2007; p.10).

5.3 - Conclusion

En s'appuyant sur la distinction entre causes principales et immédiates, il convient, dans le cadre de cette conclusion, de faire le point sur les différents éléments « agraires » qui se trouvent au centre des variables « le déplacement forcé comme stratégie de guerre » et « le trafic de drogue ».

5.3.1 – La problématique agraire: « le déplacement forcé comme stratégie de guerre »

Comme nous l'avons démontré dans le cadre du chapitre III, ce sont les paramilitaires qui abusent le plus du déplacement forcé comme stratégie de guerre.

L'émergence des premiers groupes paramilitaires est intrinsèquement liée aux failles structurelles, plus particulièrement celles provoquées par les luttes agraires entre colons et grands propriétaires fonciers, héritées de la fin du XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle. L'approfondissement de la concentration de la terre résultant de la faillite de la réforme agraire de 1961 ainsi que la marginalisation croissante de la base paysanne contribua à une intensification des conflits entre colons, petits exploitants agricoles, guérillas et grands propriétaires. En effet, à partir de la fin des années 1960, les élites foncières menèrent une bataille sur deux fronts: premièrement, elles usèrent de

leur influence au sein des institutions politiques et judiciaires afin de contrecarrer toute tentative de réforme agraire; deuxièmement, en réaction à la colère de la base paysanne qui se voyait coupée de la possession de la terre et en réponse à la menace croissante des guérillas (qui représentèrent en grande partie les intérêts des paysans), les grands propriétaires, soutenus par les forces armées, formèrent un bras armé paramilitaire pour protéger sur le terrain, les gains accrus dans les couloirs du pouvoir.

Les premiers véritables groupes paramilitaires émergèrent suite à la mise en application de la loi 48 de 1968 qui préconisait l'organisation des civils dans des milices ou des groupes « d'autodéfense » armés. Durant le courant des années 1970 et 1980, les luttes entre guérillas et paramilitaires prirent place dans les régions rurales (notamment les zones de colonisation) éloignées des infrastructures de l'État. En effet, le conflit armé colombien est un phénomène principalement rural caractérisé par des victimes, des acteurs et des enjeux ruraux. Afin de contrecarrer l'influence des guérillas, les paramilitaires adoptèrent la dynamique « de vider l'eau du réservoir » - c'est à dire - détruire la base sociale des guérillas en ciblant les populations rurales et en saisissant les territoires d'une importance stratégique. Toutefois, jusqu'au milieu des années 1980, les groupes paramilitaires étaient essentiellement les protecteurs des terres des grands propriétaires (Bergquist et al.; 2001; p.132). Ils jouèrent notamment un rôle important dans l'expulsion des paysans des terres colonisées et, par conséquent, approfondirent le processus de la concentration des terres.

Aujourd'hui, il y a une plus grande prise de conscience du lien entre les questions agraires et le déplacement forcé en Colombie. Ceci s'explique par le fait que le contrôle territorial et l'expulsion subséquente des paysans sont devenus un élément clé des stratégies de guerre des paramilitaires et guérillas. De cette manière, les luttes territoriales que se livrent les groupes armés irréguliers s'inscrivent dans la continuité des conflits entre colons et grands propriétaires fonciers. En effet, le déplacement forcé délibéré des populations rurales est une constante dans l'histoire du conflit colombien. Cependant, ce

n'est que depuis la consolidation des différents groupes paramilitaires sous la bannière des AUC que le déplacement forcé comme stratégie de guerre prend véritablement son envol.

La nature d'une cause immédiate est qu'elle aggrave les problèmes d'ordre structurel. Ceci est certainement vrai du déplacement forcé comme stratégie de guerre. De 1995 à 2002, les taux de déplacement forcé ont connu un fort accroissement (voir le graphique 3) et c'est également durant cette période que l'expropriation territoriale s'est intensifiée. À titre d'exemple, entre 1995 et 1999, 1,738,858 hectares ont été abandonnés par des petits et moyens propriétaires, colons, paysans et peuples indigènes (IDMC; 2007; p.241). L'intensification des niveaux d'expropriation et de déplacement forcé est attribuable à l'accroissement de la capacité offensive des paramilitaires et à l'application systématique du déplacement forcé comme stratégie de guerre.

Comme nous l'avons démontré dans le cadre de ce chapitre (voir la section 5.2.2 sur la possession de la terre), le déplacement forcé délibéré des populations rurales est intrinsèquement lié à la question de la possession de la terre. Cependant, il est important de noter que la prise de possession d'un territoire donné peut correspondre à différentes motivations. Dans certains cas, le déplacement forcé de la population civile permet de prendre possession d'un territoire d'une certaine valeur militaire et stratégique et de le repeupler avec une population partisane. Dans d'autres cas, l'expulsion des paysans et l'expropriation des terres sont directement en relation avec des facteurs économiques, comme la prise de contrôle des territoires pour les cultures illicites ou encore, pour l'expansion des entreprises agro-pastorales.

Le rapprochement, voire le fusionnement, du narcotrafic avec le « paramilitarisme » constitue un obstacle important pour identifier quand le déplacement forcé comme stratégie de guerre a été utilisé pour des fins militaires ou économiques. Malgré tout, il est certain que ce phénomène est indissociable de la problématique agraire. Les groupes paramilitaires sont le

produit des conflits entre colons et grands propriétaires typiques du XIXe siècle et depuis leur émergence dans la deuxième moitié du XXe siècle, ils ont méthodiquement contribué à accroître le gouffre, en termes de possession de la terre, entre les grands propriétaires et la base paysanne.

5.3.2 – *La problématique agraire: « le trafic de drogue »*

Le trafic de drogue est sans aucun doute le meilleur exemple d'une cause immédiate du déplacement forcé en Colombie. L'impact du trafic de drogue sur la société colombienne a été tellement profond qu'il est dorénavant invariablement identifié comme étant une cause principale de la naissance de la violence, du déplacement forcé et plus généralement des conflits politiques dans les régions de culture du coca. Toutefois, ceci tend à dissimuler le fait que la violence contemporaine dans les régions amazoniennes est profondément enracinée dans des conflits sociaux incrustés depuis longtemps et dont la solution a été constamment repoussée.

L'installation des paysans et colons dans les zones de colonisation du Sud-est du pays est directement imputable aux processus de colonisation entamés dans les années 1950. En effet, ces paysans et colons ont été constamment refoulés des terres arables et fertiles par la dynamique « colonisation-expulsion » et se trouvaient donc obligés de coloniser les régions amazoniennes inhospitalières. C'est dans ce contexte qu'émergent les cultures illicites qui offraient aux paysans une avenue pour se sortir de la misère. Toutefois, les conditions qui ont favorisé l'épanouissement des cultures illicites (c.-à-d une attitude de « laissez-faire » et une faible présence de l'État dans les régions de culture du coca) sont aussi celles qui ont conduit à l'intensification et à la transformation du conflit armé colombien.

Depuis le milieu des années 1990, les luttes que se livrent guérillas et paramilitaires sont financées par l'agent de la drogue et axées sur la prise de contrôle de territoires. En effet, les conflits sociaux font place aux luttes pour

l'expansion des fronts et pour la prise de possession de territoires d'une grande valeur économique. Cette dé-idéologisation du conflit armé exacerbe les niveaux de violence et de déplacement forcé car cela dépersonnalise les populations rurales qui, aux yeux des groupes armés irréguliers, et plus particulièrement des paramilitaires, ne sont qu'une entrave au programme d'expansion territoriale.

L'objectivation du conflit civil, comme nous l'avons déjà vu dans ce chapitre⁶⁸, a entraîné la perte de millions d'hectares de terre paysanne aux mains des paramilitaires et/ou grands propriétaires fonciers. L'expropriation des terres, notamment dans les régions amazoniennes, est intimement liée au déplacement forcé des populations rurales. L'accumulation de ces terres dépossédées, qu'elles soient destinées à la production du coca ou à l'élevage de bétail, implique une plus forte concentration des meilleurs terrains dans les mains d'une minorité. Par conséquent, le paysan ou colon se trouve contraint d'abandonner la terre qu'il a préparée et valorisée afin de s'enfoncer encore plus dans les forêts denses et peu productives de la région amazonienne (cercle vicieux du déplacement forcé).

L'afflux d'argent de la drogue a aussi permis aux trafiquants de se convertir en barons fonciers. En effet, la possession de la terre et surtout la consolidation des vastes « haciendas » dans des entreprises agro-pastorales est non seulement un précieux outil pour le blanchissement des fonds du trafic de drogue, mais est aussi un signe de prestige en Colombie.

En somme, avant l'émergence du trafic de drogue, il y a eu des conflits entre grands propriétaires et groupes populaires. C'étaient des luttes centrées autour des questions de la possession de la terre, des titres fonciers et des programmes de modernisation agricole impulsés par l'État. Jusqu'à la fin des années 1970, ce sont les grands propriétaires qui prennent le dessus dans ces

⁶⁸Voir la section 5.2.1

disputes. Toutefois, l'émergence d'une industrie de la drogue dans le courant des années 1980 transforme la nature des conflits antérieurs en introduisant les trafiquants en tant que compétiteurs aux grands propriétaires. Par conséquent, comme le note Holmes :

By the 1980s, armed protection of the haciendas was reinforced so « that in the middle of that decade almost all of the struggle for land had been eliminated through a combination of military harassment and paramilitary terrorism ». The peasants who had earlier demanded land had clearly lost. The spread of the drug trade eliminated the troublesome obstacles to it, including judges, police etc. The result was growth in criminal groups and a change in the dynamics of the traditional conflict (Holmes; 2003; p.89)

Depuis le démantèlement des grands cartels, la distinction entre trafiquants de drogue et paramilitaires devient de plus en plus floue. Actuellement, on se trouve dans une situation où les paramilitaires démobilisés se convertissent en trafiquants et où les trafiquants se convertissent en grands propriétaires et/ou paramilitaires. Malgré tout, peu importe leur statut en tant que trafiquants ou paramilitaires, ces acteurs sont directement responsables pour l'expropriation illégale et la très forte concentration des terres et pour le déplacement forcé de millions de paysans. En effet, la Colombie subit une véritable contre-réforme agraire qui implique le passage aux mains des trafiquants et paramilitaires de 4 millions d'hectares des meilleures terres agricoles, la « cocalisation » de l'économie paysanne et l'accroissement du déplacement forcé (Pouzoullic; 2002; p.79).

Il convient de noter que ce phénomène de contre-réforme agraire ainsi que l'accroissement subséquent des niveaux de déplacement forcé, aurait été tout simplement impossible sans l'impunité et la corruption endémique des représentations institutionnelles de l'État. Presque aucune section de la société n'a profité plus du trafic de drogue que les autorités légalement constituées: forces armées, juges, maires et membres du Congrès. Les conditions qui ont

contribué à l'essor du narcotrafic sont la nature patrimoniale de l'État et l'absence d'opposition politique (Molano; 2007). Par conséquent, l'État, dans toutes ces manifestations, a été transformé en un organe pour la légitimation et l'expansion des activités liée au trafic de drogue.

La région amazonienne est actuellement confrontée à un processus d'accumulation de terres en prairies d'immenses superficies. Comme dans les années 1950, les conflits politiques et militaires dans les régions de colonisation augmentent et provoquent de nouveaux déplacements de paysans. Juste au moment où le paysan pense avoir trouvé une solution à son problème de possession de la terre dans les nouveaux territoires, il se trouve confronté de nouveau à une implacable logique de guerre qui semble faite pour exproprier les terres mises en valeur par son travail (Salgado; 1999). Toutefois, la colonisation et par extension la forêt, a ses limites et les nouveaux territoires qui peuvent s'intégrer dans le cadre politique et économique du pays sont de moins en moins nombreux. Ce problème est encore pertinent aujourd'hui. Les grandes industries agro-pastorales et agricoles sont concentrées entre peu de mains, le paysan manque de terres, est toujours exploité et exploitable et il est condamné à la solitude et à la marginalisation. En somme, le conflit agraire, loin d'avoir trouvé une solution, continue.

En conclusion, les cultures illicites et le trafic de drogue ont aggravé la misère de la base paysanne en intensifiant les tensions latentes sur la question de la propriété de la terre. La naissance de la violence, du déplacement forcé et des conflits politiques dans les régions cultivatrices de coca est à imputer directement aux conflits agraires entourant la possession des terres (la cause principale). L'émergence des cultures illicites et par la suite du trafic de drogue, a certainement approfondi le dilemme des populations rurales mais il ne l'a pas créé.

CONCLUSION

Le développement spectaculaire du déplacement forcé au cours des 15 dernières années semble tenir à la fois du mythe et de la réalité. D'une part, il existe le mythe du trafic de drogue, contrôlé par quelques groupes financièrement et militairement puissants qui parviennent à s'imposer à travers la terreur, dans la vie économique et politique du pays. De ce fait, l'ensemble des conflits qui affectent le pays découlent de ces acteurs et des conséquences sociales que leurs actions engendrent (Pouzoullic; 2002; p.90). D'autre part, il existe une vision moins restreinte, qui apprécie que les cultures illicites s'inscrivent dans un cadre politique et économique extrêmement complexe, dans le sens où de nombreux facteurs essentiels interagissent les uns sur les autres.

La recrudescence du conflit armé depuis 15 ans, repose sur un ensemble de phénomènes d'ordre structurel. Évidemment, nous soutenons que c'est la question agraire qui est à la racine du conflit armé et par extension, du déplacement forcé en Colombie. Toutefois, il est important de constater que les causes immédiates masquent la problématique agraire (c.à.d la cause principale) en transformant les enjeux territoriaux. À titre d'exemple, deux facteurs principaux expliquent les pressions qui sont exercées sur les populations civiles pour l'expropriation des terres: i) la préexistence de disputes liées à la possession de la terre; ii) les luttes pour le contrôle territorial au sein desquelles les acteurs armés cherchent à contrôler les corridors pour le trafic d'armes et la mobilisation des combattants; à exproprier les terres pour la culture, la production et le trafic de drogue; ou encore, à s'imposer aux populations locales afin de s'assurer de leur loyauté envers le groupe dominant (IDMC; 2007; p. 80).

Il est évident que tous les facteurs mentionnés ci-dessus provoquent ou donnent lieu au déplacement forcé de la population civile. Toutefois, ce qui est important à relever ici, c'est que les racines agraires du déplacement forcé

tendent à être ensevelies sous des nouvelles causes immédiates. En effet, ce ne sont ni le trafic de drogue, ni le déplacement forcé comme stratégie de guerre qui sont à la base de la violence politique, mais bien les profondes iniquités dans la distribution de la terre ainsi que le manque d'accès aux services publics et aux moyens de production. Ces facteurs provoquent un approfondissement des brèches entre la ville et la campagne (ce qui explique en partie pourquoi le conflit se concentre dans les zones rurales) et aggravent les conditions de pauvreté dans les régions rurales (Fajardo; 1999; p.58). En l'absence d'une forte présence de l'État dans les régions rurales, les tensions, oppressions ou répressions entourant les revendications agraires de la base paysanne sont inexorablement exploités et intensifiés par les groupes armés et les trafiquants de drogue.

Il est certain que mettre en avant un seul et même phénomène (c.-à-d. la problématique agraire) comme variable indépendante et comme circonstance présente dans tous les cas (voir le graphique 1 et la p.7), peut prêter à confusion. Toutefois, nous estimons que cette récurrence de la problématique agraire dans les variables indépendantes - le déplacement forcé comme stratégie de guerre et le trafic de drogue - est précisément la raison pour laquelle cette dernière peut être dépeinte comme une cause principale ou « originaire » du déplacement forcé en Colombie. En effet, comme nous l'avons vu au sein de la conclusion du chapitre 5, la problématique agraire se trouve au centre de nos deux causes immédiates (déplacement forcé comme stratégie de guerre ; trafic de drogue). En consacrant un chapitre à chaque variable indépendante, nous avons tenté de les séparer analytiquement, mais il devint clair que la question de la possession de la terre revenait constamment, sous différentes formes, dans le cadre de notre analyse des causes du déplacement forcé en Colombie. Par conséquent, du fait de cette présence de la problématique agraire comme variable intervenante dans le déplacement forcé comme stratégie de guerre et le trafic de drogue, nous sommes convaincus du bien fondé de notre hypothèse de départ (du moins à l'intérieur des limites

choisies), c'est-à-dire, la problématique agraire est la cause principale du déplacement forcé en Colombie (voir la p.4).

Une approche causale axée sur la distinction entre causes principales et immédiates peut potentiellement améliorer la recherche de solutions au conflit armé et, plus spécifiquement, du déplacement forcé en Colombie. En effet, toute tentative de résolution du conflit civil devrait en théorie être basée sur l'introduction d'une très profonde réforme agraire. Toutefois, aux yeux de la communauté internationale, les conflits politiques et par extension le déplacement forcé, sont largement assimilés aux causes immédiates ou émergentes comme le problème de la production de drogues ou plus récemment, du terrorisme. En effet, cette rhétorique de la « guerre contre la drogue » ou de la « guerre contre le terrorisme » a été saisie par un gouvernement colombien anxieux de condamner les guérillas pour la misère dans le pays. Donc, en se positionnant exclusivement comme victime, l'État ignore son rôle dans la dégradation du conflit et contribue à la suppression des causes principales ou historiques qui sont à l'origine du conflit civil depuis plus de 50 ans.

Par conséquent, établir une distinction entre causes principales et immédiates permet de reconnaître que derrière la violence politique et le déplacement forcé en Colombie, se cachent de profonds problèmes structurels (la problématique agraire) qui ne peuvent et ne doivent pas être écartés ou ignorés en faveur de solutions provisoires (lutte contre la drogue; guerre contre le terrorisme).

Avant de proposer quelques pistes de réflexion pour une analyse causale plus complète et approfondie du déplacement forcé en Colombie, il convient de faire un bref retour sur la difficulté de séparer des questions aussi interdépendantes que celles concernant le conflit armé, la terre et le trafic de drogue. Dans le cadre de ce mémoire, nous avons vu comment nos causes immédiates, « le déplacement forcé comme stratégie de guerre » et « le trafic

de drogue », convergent et obligent les personnes à se déplacer. En effet, il devient de plus en plus difficile d'identifier quand les populations civiles sont déplacées pour des fins militaires/stratégiques ou économiques. C'est pour cela que nous avons essayé de distinguer entre le déplacement forcé comme stratégie militaire et le déplacement forcé comme objectif économique. Toutefois, le déplacement forcé de la population rurale est souvent relié réciproquement à des facteurs économiques et politiques et par conséquent, il est extrêmement difficile de déterminer si c'est la valeur économique ou militaire d'un territoire donné qui a été le facteur décisif dans le déplacement forcé de la population rurale.

Malgré ces difficultés conceptuelles, il a été intéressant de noter comment le déplacement délibéré de la population civile, qui, à l'origine, fut exclusivement une stratégie militaire contre-insurrectionnelle, s'est inséré dans les disputes territoriales et plus particulièrement celles liées aux luttes pour le contrôle des régions de culture du coca. En effet, une relation organique et dévastatrice a été établie entre la stratégie militaire des paramilitaires et les intérêts économiques et politiques des trafiquants de drogue. Cette alliance a donné naissance au phénomène de « narco-paramilitarisme » au sein duquel les intérêts respectifs des alliés ont fusionné. Résultat, les niveaux de déplacements et d'expropriations territoriales dans le pays ont explosé. Comme nous l'avons démontré dans le dernier chapitre, la distinction entre trafiquants et paramilitaires devient de plus en plus floue, ce qui implique notamment un processus de contre-réforme agraire massif.

Un autre élément intéressant qui s'est dégagé de la comparaison des causes immédiates, « le déplacement forcé comme stratégie de guerre » et « le trafic de drogue », a été la complicité de l'État dans l'essor des paramilitaires et des trafiquants de drogue. Dans le cadre du PSD du gouvernement d'Uribe, on se trouve actuellement confronté à une situation où les paramilitaires/trafiquants sont tellement intégrés dans les infrastructures politiques et judiciaires de l'État que, selon un entretien avec le dirigeant

paramilitaire Salvatore Mancuso, plus de 35% des membres élus du Congrès seraient sur la liste de paie des forces paramilitaires (Guardian; 2006). De ce fait, le gouvernement colombien joue un rôle fondamental dans la légitimation des activités illicites des paramilitaires et dans la perpétuation des conditions menant à la violence politique et au déplacement forcé.

En somme, nous estimons que la complexité et la fluidité des facteurs conduisant au déplacement forcé peuvent être plus facilement comprises et analysées à travers une étude approfondie des causes immédiates. En effet, c'est grâce à des études de cette nature qu'il est possible de donner un sens aux liens entre les questions sur la terre, la violence politique, le déplacement forcé et le trafic de drogue.

Étant donné que ce travail s'est focalisé sur le déplacement forcé dans le cadre du conflit civil (« *conflict-induced displacement* » [CID]) il est évident qu'une autre piste de recherche pertinente serait le déplacement causé par les projets de développement économique (« *development-induced displacement* » [DID]). La mise en œuvre de mégaprojets dans les régions rurales a des sévères répercussions sur les populations civiles. En effet, la construction d'énormes barrages, de canaux, de mines, d'infrastructures routières et même de parcs nationaux, induit le déplacement forcé de milliers de paysans et est souvent accompagnée par une forte présence des acteurs armés qui luttent pour défendre (forces armées et paramilitaires) ou perturber (guérillas) ces projets de développement économique. Toutefois, il convient de noter que ce champ de recherche est assez limité du fait que le DID se concentre uniquement sur les projets de développement physiques qui provoquent le déplacement forcé.

Une autre piste de recherche potentiellement fructueuse, surtout dans le domaine des relations internationales, consisterait en une analyse de l'impact de la politique étrangère américaine sur le déplacement forcé en Colombie. Depuis le début du XXe siècle, le gouvernement américain s'est régulièrement impliqué dans les affaires internes de la Colombie afin d'avancer des objectifs

nationaux, comme l'atteste le soutien accordé à la révolte qui mena à la construction du canal de Panama ou encore la formation de forces contre-insurrectionnelles dans les années 1960 afin de contrecarrer l'influence marxiste dans la région.

Toutefois, c'est à partir de la lutte contre la drogue lancée au cours des années 1980 et plus précisément depuis l'introduction du Plan Colombie à la fin des années 1990, que l'influence américaine sur la situation politique en Colombie se fait véritablement ressentir. Comme nous l'avons vu dans le cadre des chapitres II et IV, ce projet dégénère rapidement dans un plan fortement militarisé qui vise à éradiquer les cultures illicites sans prévoir des mesures adéquates pour la protection des populations déplacées. Le déplacement forcé provoqué par les fumigations en conjonction avec la culpabilisation des guérillas accroît la crise humanitaire dans le pays et étouffe les plaidoyers pour une approche plus équilibrée et moins belliqueuse au problème du trafic de drogue. Malheureusement, le Plan Patriote, appuyé par les États-Unis et imprégné par la rhétorique de la guerre contre le terrorisme, semble être destiné à approfondir les inégalités et les injustices sociales dans le pays.

Il convient de noter que les intérêts américains en Colombie ne se réduisent pas uniquement à des préoccupations politiques. En effet, le développement économique de la Colombie est fortement lié aux programmes préconisés par le FMI et la Banque Mondiale – des institutions largement influencées par le modèle néolibéral américain.

De plus, depuis la première guerre du Golfe, les responsables politiques américains perçoivent la région andine et son potentiel pétrolier comme un intérêt vital pour la sécurité nationale à cause de la forte demande domestique pour le pétrole et de l'instabilité qui règne au Moyen Orient. Par conséquent, la forte contribution militaire américaine au Plan Colombie n'était pas uniquement destinée à la lutte contre la drogue, mais s'inscrivait aussi dans la création de conditions sécuritaires dans les régions riches en ressources naturelles. En

effet, la stratégie du « *push into southern Colombia* » a été fortement appuyée, politiquement et financièrement, par les compagnies pétrolières car ces régions, largement inexplorées pour cause de la forte présence des guérillas, ont un fort potentiel pétrolier et minéral.

Plus généralement, il serait intéressant d'analyser comment le conflit armé et, par conséquent, le déplacement forcé, se situent dans les régions riches en ressources naturelles. Ce déplacement forcé de type « économique » est souvent axé sur les installations pétrolières, minières et agricoles répandues à travers le pays. À titre d'exemple, dans le département d'Arauca, on estime que plus de 4000 personnes ont été déplacées de force depuis le début de cette année, apportant le nombre total à 28,000, soit environ 10% de la population du département (ReliefWeb; 2008). Les disputes entre les acteurs armés dans cette région sont invariablement centrées autour de l'oléoduc du Caño Limón et des zones d'exploration pétrolières potentielles. Finalement, il convient de noter que les compagnies pétrolières et minières multinationales présentes sur le territoire colombien n'hésitent pas à financer certaines brigades des forces armées ou même certains groupes paramilitaires pour protéger leurs intérêts, normalement à travers l'opposition aux guérillas et/ou la répression des syndicats et mouvements paysans.

Pour conclure, nous estimons qu'il serait pertinent de faire une analyse plus approfondie des causes économiques du déplacement forcé en Colombie. Dans le cadre de ce mémoire, nous avons touché aux cultures illicites qui représentent un enjeu fondamental pour les groupes armés irréguliers. Cependant, le trafic de drogue, du fait notamment des politiques américaines, n'est que la partie visible de l'iceberg car les groupes armés irréguliers apparaissent systématiquement là où il y a une perspective d'enrichissement. Par conséquent, la problématique du déplacement forcé en Colombie pourrait être abordée à partir d'une analyse de l'économie politique du conflit civil. En effet, il existe une relation claire entre les régions riches en ressources naturelles et la présence, voire l'intensification, des niveaux de violence et de

déplacement forcé. Une étude de cette nature pourrait élargir le cadre analytique du déplacement forcé colombien en incorporant des acteurs internationaux et transnationaux. À titre d'exemple, une analyse du lien entre déplacement forcé et ressources pétrolières impliquerait forcément des acteurs locaux (populations civiles; groupes armés irréguliers), nationaux (l'État), internationaux (les États-Unis) et transnationaux (compagnies multinationales). En somme, l'interaction entre ces différents acteurs pourrait mener à une meilleure compréhension de la dimension économique et de la dynamique internationale du déplacement forcé en Colombie.

BIBLIOGRAPHIE

Livres et chapitres de livres

Bergquist, C., Penaranda, R., Sánchez, G., *Violence in Colombia: 1990-2000: Waging War and Negotiating Peace*, SR Books, Wilmington, Delaware, 2001, 300 p.

Bockholt, A.S., *The Politics of Organized Crime and the Organized Crime of Politics*, Lexington Books, Oxford, 2006, 263 p.

Chernick, Marc, *La negociación de una paz entre múltiples formas de violencia dans Los laberintos de la guerra. Utopias y incertidumbre sobre la paz*, TM Editores Universidad de los Andes Bogotá, 1999

Deng, F.M., *In search of hope: The plight of displaced Colombians*, pp.399-450 dans Cohen R, Deng, F.M. "The forsaken people: case studies of the internally displaced", Brookings Institution Press, 1998, 512 p.

Gallón, G., Welna, C., "Peace, Democracy and Human Rights in Colombia", University of Notre Dame Press, Notre Dame, Indiana, 2007, 455 p.

Godson, R., *Menace to Society: Political Criminal Collaboration Around the World*, Transaction Publishers, New Brunswick and London, 2003, 301 p.

Holmes, J., *Plan Colombia, Violence, and Citizen Support in Colombia*, pp.83-111 dans Holmes, J., *New Approaches to Comparative Politics: Insights from Political Theory*, Lexington Books, Lanham, Maryland, 2003, 168 p.

LeGrand C., (1992), *Agrarian antecedents of the violence*, pp.31-38, Bergquist, C., Peñaranda, R., Sánchez, G. "Violence in Colombia: Contemporary crisis in historical perspective" S.R Books, Wilmington, Delaware, 1992, 337 p.

Livingstone, G., "Inside Colombia: Drugs, Democracy and War", Latin American Bureau, London, 2003, 275 p.

Meertens, D., *A Life Project out of Turmoil: Displacement and Gender in Colombia*, pp.69-81, dans Essed, P., Frerks, G., Schrijvers J., "Refugees and the transformation of societies: agency, policies, ethics and politics", Berghahn Books, New York; Oxford, 2005, 237 p.

Molano, A., (1992), *Violence and Land Colonisation*, pp.195-216, Bergquist, C., Peñaranda, R., Sánchez, G. "Violence in Colombia: Contemporary crisis in historical perspective" S.R Books, Wilmington, Delaware, 1992, 337 p.

Oquist, P., *Violence, conflict and politics in Colombia*, Academic Press, New York, 1980, 262 p.

Palacios, M. *“Between Legitimacy and Violence: a history of Colombia, 1875-2002”*, Durham, Duke University Press, 2006, 299 p.

Rensselaer, W.-L. III., Thoumi, F., *Drugs and Democracy in Colombia*, in Godson, R., *Menace to Society: Political Criminal Collaboration Around the World*, Transaction Publishers, New Brunswick, 2003, 301 p.

Rosin, C., Youngers, C., *Drugs and Democracy in Latin America*, Lynne Reiner Publishers, Boulder, Colorado, 2005, 414 p.

Sánchez, G., (1992), *The Violence: an interpretative synthesis*, pp.75-124, Bergquist, C., Peñaranda, R., Sánchez, G. *“Violence in Colombia: Contemporary crisis in historical perspective”* S.R Books, Wilmington, Delaware., 1992, 337 p.

Sanchez, G., *Gonzalo Bandits, peasants and politics: The case of “La Violencia” in Colombia*, University of Texas Press, Austin, 2001, 229 p.

Smith, P.-H., *Latin America in Comparative Perspective*, Westview Press, Boulder, Colorado, 1995, 310p.

Tate, W., *Counting the Dead: The Culture and Politics of Human Rights Activism in Colombia*, University of California Press, 2007, 379 p.

Thoumi, F., *Political Economy and Illegal Drugs in Colombia*, United Nations University Press, Boulder, Colorado, 1995, 319 p.

Rapports et études

Azcarate, C., *Psychosocial Dynamics of the Armed Conflict in Colombia*, Online Journal of Peace and Conflict Resolution, 2.1, March 1999, [URL] http://www.trinstitute.org/ojpcr/2_1colombia.htm

Banque Mondiale, *The role of land in involuntary displacement*, Social Development Notes, Conflict Prevention and Reconstruction, No. 17, Mars 2004, [URL] [http://lnweb90.worldbank.org/ESSD/sdvext.nsf/67ByDocName/ColombiaTheRoleofLandInInvoluntaryDisplacement/\\$FILE/CPRNote17MARCH19.pdf](http://lnweb90.worldbank.org/ESSD/sdvext.nsf/67ByDocName/ColombiaTheRoleofLandInInvoluntaryDisplacement/$FILE/CPRNote17MARCH19.pdf) [consulté en juillet 2008]

Boswell C., *Addressing the Causes of migratory and refugee movements: the role of the European Union*, working paper no.73 for UNHCR, 2002, 29 pp.[URL] <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/research/openssl.pdf?tbl=RESEARCH&id=3e19ac624>

Bustelo, G., *« Desterrados : Forced Displacement in Colombia »*, rapport pour MSF Espagne, disponible en pdf sur le site de l’IDMC au : [URL] <http://www.internal-displacement.org/8025708F004BC2FE/postSearch?createdocument>

Ceballos, M., *Plan Colombia: Contraproductos y Crisis Humanitaria, Fumigaciones y desplazamiento en la frontera con Ecuador*, rapport pour le CODHES, Octobre 2003, 41 p., rapport paru en ligne au [URL]

<http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/AllDocsByUNID/645cf07815d5a2b2c1256dce0047765e>

Elwahary, S., « *Between war and peace : Land and Humanitarian Action in Colombia* », HPG (Humanitarian Policy Group), ODI (Overseas Development Institute), December 2007, 27 p., [URL]

<http://www.odi.org.uk/hpg/papers/wplangcolombia.pdf>

Equipo Nizkor, *Report on Forced Displacement in Colombia-1999*, Developed by the Support Group for Displaced People for Organizations – GAD, [URL]

<http://www.derechos.org/nizkor/colombia/doc/gad1.html>

Fagen, P.W., Fernandez Juan, A., Stepputat, F., Lopez, R.V., “*Internal Displacement in Colombia: National and International Responses*”, Institute for International Studies, Kongevej Working Paper 03.6, 2003, 64p. [URL]

<http://www12.georgetown.edu/sfs/isim/Publications/PatPubs/Internal%20Displacement-Colombia.pdf>

Fajardo, D., *Colombia: Reforma Agraria en la Solucion de Conflictos Armados*, América Latina Hoy, diciembre 1999/vol.23, Universidad de Salamanca, España, pp.45-59 [URL] <http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=30802306>

Global IDP Database, « *Profile of Internal Displacement : Colombia* », February 4, 2004, p. 49, disponible en pdf au [URL] <http://www.internal-displacement.org/>, voir la page sur la Colombie

HRW, *The 'Sixth Division' – Military-paramilitary ties and U.S. policy in Colombia*, Human Rights Watch, New York, 2001, 125 p. [URL]

<http://www.hrw.org/reports/2001/Colombia/6theng.pdf>

HRW, *Smoke and Mirrors: Colombia's demobilization of paramilitary groups*, Human Rights Watch, August 2005 Vol. 17, No. 3, 67 p., [URL]

<http://www.hrw.org/reports/2005/colombia0805/colombia0805.pdf>

IACHR, *Annual Report: Colombia, 2000*, [URL]

<http://www.cidh.org/annualrep/2000eng/chap.4a.htm>

Ibáñez, A., Querubin, P., *Aceso a Tierras y desplazamiento Forzado en Colombia*, CEDE, Universidad de los Andes, Mayo 2004, 114 p., [URL]

http://www.landnetamericas.org/docs/TIERRA-DF_COLOMBIA.pdf

IDMC, « *Resisting development by combatants and developers : Humanitarian Zones in north-west Colombia* », « *A profile of the internal displacement situation* », 2007, 312 p., disponible en PDF au [URL] <http://www.internal-displacement.org/>, voir la page sur la Colombie

IDP Voices, *Para que se Sepa: Hablan los Desplazados en Colombia*, IDP and NRC, 2007, [URL]

[http://www.idpvoices.org/80257297004E5CC5/\(httpPages\)/9B53FD612B5E8D22802572980050ED0E?OpenDocumen](http://www.idpvoices.org/80257297004E5CC5/(httpPages)/9B53FD612B5E8D22802572980050ED0E?OpenDocumen)

Isaacson A., Vaicius I., *Plan Colombia's 'Ground Zero'*, rapport pour le CIP, Avril 2001, 16 p., [URL] <http://www.ciponline.org/colombia/0401putu.pdf>

Kay, C., *Conflict and Violence in Rural Latin America*, Institute of Social Studies, The Hague, Netherlands, Working Paper Series No. 312, 2001, [URL]

<http://ideas.repec.org/p/iss/wpaper/312.html>

Muggah, R., *Through the Developmentalist's Looking Glass: Conflict-Induced Displacement and Involuntary Resettlement in Colombia*, Journal of Refugee Studies, Vol. 13, No. 2, 2000, pp.133-164, [URL]

<http://jrs.oxfordjournals.org/cgi/content/abstract/13/2/133>

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *No Refuge: The Challenge of Internal Displacement*", Internal Displacement Unit, 2002, 146 p., [URL]

http://www.reliefweb.int/idp/docs/references/2005_docs/IDPNoRefugePublication.pdf

Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Guiding Principles on Internal Displacement*, 10 p. [URL] <http://www.unhchr.ch/html/menu2/7/b/principles.htm>

Pérez-Murcia, L-E., *Una Mirada Empírica a los Determinantes del Desplazamiento Forzado en Colombia*, Cuadernos de Economía, v. xx, n. 35, Bogotá 2001, pp.205-243 [URL] <http://fce.unal.edu.co/download/cuadernos/35/35-06.pdf>

Pouzoullic, J., « *Les Cultures Illicites en Colombie : Les Enjeux du Développement Alternatif dans une Société en Crise* », Mémoire de DEA Géographie Tropicale, UFR de Géographie Paris IV, 2002, p.35, disponible en pdf au [URL]

http://www.mamacoca.org/FSMT_sept_2003/fr/doc/pouzoullic_cultures_illicites_fr.pdf

Restrepo, J., Spagat, M., « *Civilian Casualties in the Colombian Conflict: A New Approach to Human Security* », CEPR Davidson Institute, 27 octobre 2004, p.16, disponible en PDF au [URL]

http://eprints.rhul.ac.uk/439/1/HS_in_Colombia_Civil_Conflict.pdf

Ricard-Guay, A., « *Les Femmes Déplacées par le Conflit en Colombie: L'Expérience Associative Comme Levier d'Empowerment* », mémoire présentée comme exigence partielle de la maîtrise en science politique, UQAM, 2007, 144 p.

Ruiz, Y., *El Desplazamiento Forzado en el Interior de Colombia : Caracterización Demográfica y Pautas de Distribución Territorial 2000-2004*, Tesis Doctoral, Universidad Autónoma de Barcelona, Centre d'Estudis Demogràfics, Diciembre 2007, 398 p., [URL] <http://www.tesisenxarxa.net/TDX-0523108-162041/index.html>

Salgado, H., *De l'expropriation des terres à la narcoagriculture: Problématique des paysans de l'Amazonie colombienne*, 1999, article paru sur [URL] <http://www.mamacoca.org>

Schultz, T-P., *Rural-Urban Migration in Colombia*, *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 53, No. 2, May 1971, pp.157-163, [URL] <http://www.jstor.org/pss/1925711>

Segura-Escobar, N., *Colombia : A New Century, an Old War, and More Internal Displacement*, *International Journal of Politics, Culture, and Society*, Vol. 14, No. 1, 2000, [URL] <http://www.springerlink.com/content/w963004755167561/>

Springer, N., « *Colombia : Internal Displacement – Policies and Problems* », report Commissioned by UNHCR, Status Determination and Protection Information (DIPS), Writenet, June 2006, p.15, [URL] <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=44bf463a4>

Steele, A., « *Massive Civilian Displacement in Civil War: Assessing Variation in Colombia* », HiCN (Households in Conflict Network) Working Paper 29, April 2007, disponible en pdf au [URL] <http://ideas.repec.org/p/hic/wpaper/29.html>

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), Government of Colombia, « *Colombia : Coca Cultivation Survey* », June 2004, 88 p., [URL] http://www.unodc.org/pdf/colombia/colombia_coca_survey_2003.pdf

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), Government of Colombia, « *Colombia : Coca Cultivation Survey* », June 2007, 109 p., [URL] http://www.unodc.org/pdf/andean/Colombia_coca_survey_2007_eng.pdf [consulté en juillet 2008]

Reuves et articles en ligne

Actualidad Colombiana, *Putumayo-The Strategic South*, Special Report, December 1999, [URL] <file:///C:/Users/FOREIG-1/AppData/Local/Temp/putumayo99.html>

Ambrus, S., *Dominion of Evil*, *Amnesty International Magazine*, Spring 2007, [URL] <http://www.amnestyusa.org/spring-2007/dominion-of-evil/page.do?id=1105393&n1=2&n2=19&n3=397>

Best, L-C., Schingler, R., *The Alto Naya Massacre : Another Paramilitary Outrage*, *Colombia Journal Online*, May 21, 2001, [URL] <http://www.colombiajournal.org/colombia64.htm>

Brittain, J.J., *Le Grand Soir.info*, *Colombie-Les FARC-EP : Une exception révolutionnaire aux temps de l'expansion impérialiste*, article tiré du *Monthly Review*, http://www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=2924

Caballero, M-C., *Mapiripán : A Shortcut to Hell*, Colombian Labor Monitor, 29 August 1999, [URL] <http://www.hartford-hwp.com/archives/42/074.html>

Fichtl, E., *The Massacre at Betoyes*, Colombia Journal Online, August 4, 2003, [URL] <http://www.colombiajournal.org/colombia164.htm>

Gonzalez, F., *The Colombian conflict in historical perspective* », Conciliation Resources (CR), 2004, <http://www.c-r.org/our-work/accord/colombia.php>

Guardian.co.uk, *Para-dise*, 10 March 2006, [URL] <http://www.guardian.co.uk/world/2006/mar/10/colombia>

Molano, A., *Epilogue on Forced Displacement*, IDP Voices, 2007, [URL] [http://www.idpvoices.org/80257297004E5CC5/\(httpAdditionalMaterials\)/28DD4DAC5A812282C12572F90041FEC4?OpenDocument](http://www.idpvoices.org/80257297004E5CC5/(httpAdditionalMaterials)/28DD4DAC5A812282C12572F90041FEC4?OpenDocument)

Ragin, C., « *The Comparative Method : Moving Beyond Quantitative and Qualitative Strategies* », Chapitre 3, « *Mill's Method of Agreement* », disponible en format html ou doc. au [URL] <http://poli.haifa.ac.il/~levi/res/logic1.htm>

ReliefWeb, *Colombia :Key facts on recent displacement in Arauca*, source Refugees International (RI), 30 July 2008, [URL] <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/STRI-7H2QYV?OpenDocument>

Sites Internet consultés et de référence

Consultaría Para los Derechos Humanos y el Desplazamiento
www.codhes.org.co

Forced Migration Online (FMO)
www.forcedmigration.org

Forced Migration Review
www.fmrreview.org

Internal Displacement Monitoring Center (IDMC)
<http://www.internal-displacement.org>

IDP Voices
<http://www.idpvoices.org/>

MAMACOCA
<http://www.mamacoca.org/>

ReliefWeb
<http://www.reliefweb.int/rw/dbc.nsf/doc100?OpenForm>

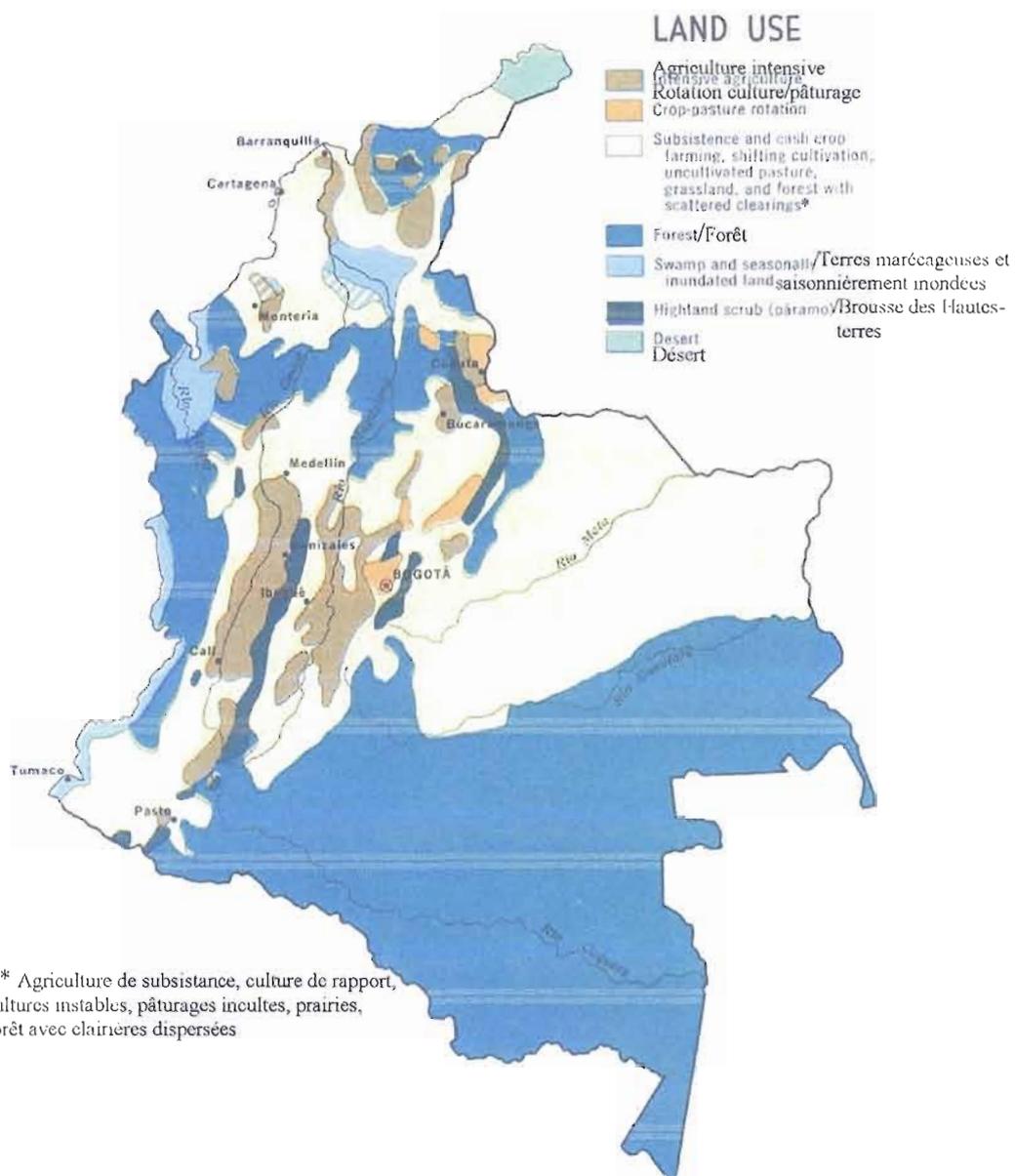
Annexes

Annexe 1 : Carte de la Colombie :source Google Maps [URL]

http://www.maparchive.org/details.php?image_id=109



Annexe 2 : Carte de l'exploitation agricole en Colombie : source CIA [URL]
http://www.zoni.com/colombia_maps/m_colombia_land_1970.htm



Annexe 3 : Carte du déplacement forcé en Colombie : source IDMC [URI.]

[http://www.internal-](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/httpCountry_Maps?ReadForm&country=Colombia&count=10000)

[displacement.org/8025708F004CE90B/httpCountry_Maps?ReadForm&country=Colombia&count=10000](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/httpCountry_Maps?ReadForm&country=Colombia&count=10000)



*Départements avec une forte concentration de populations déplacées de force.

Annexe 4 : Carte de la densité des cultures de coca sur le territoire colombien :
 source Google Maps [URL] http://images.google.ca/images?q=colombia,+maps&ie=UTF-8&oe=utf-8&rls=com.google:en-US:official&client=firefox-a&um=1&sa=X&oi=image_result_group&resnum=2&ct=title



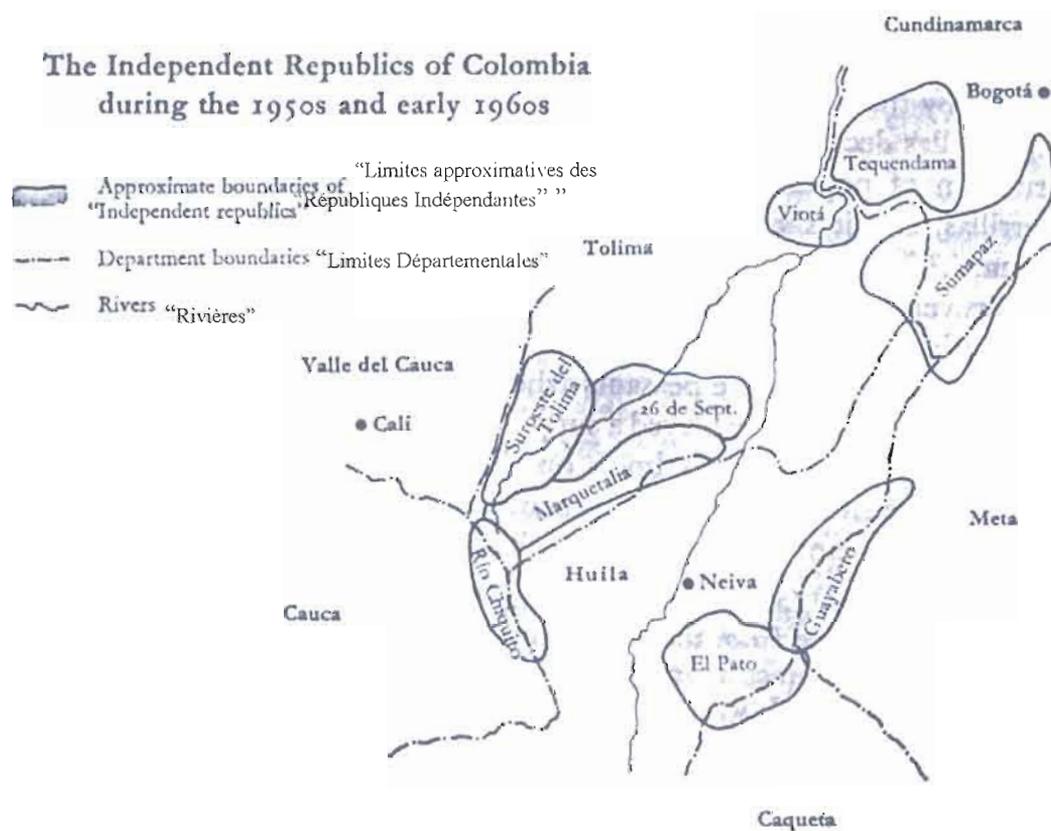
General Coca Cultivation Areas in Colombia

Légende pour l'annexe 4 : « Densités des cultures de coca » : Rectangle jaune 0 à 1 hectares par kilomètre carré ; Rectangle gris clair : 1 à 4 hectares par kilomètre carré , Rectangle kaki : 4 à 8 hectares par kilomètre carré ; Rectangle vert foncé : plus de 8 hectares par kilomètre carré ; « Colombie » : Cercle étoilé : Capitale nationale ; Losange : Capitales départementales ; Ancre : Ports ; Ligne rouge : Frontières internationales

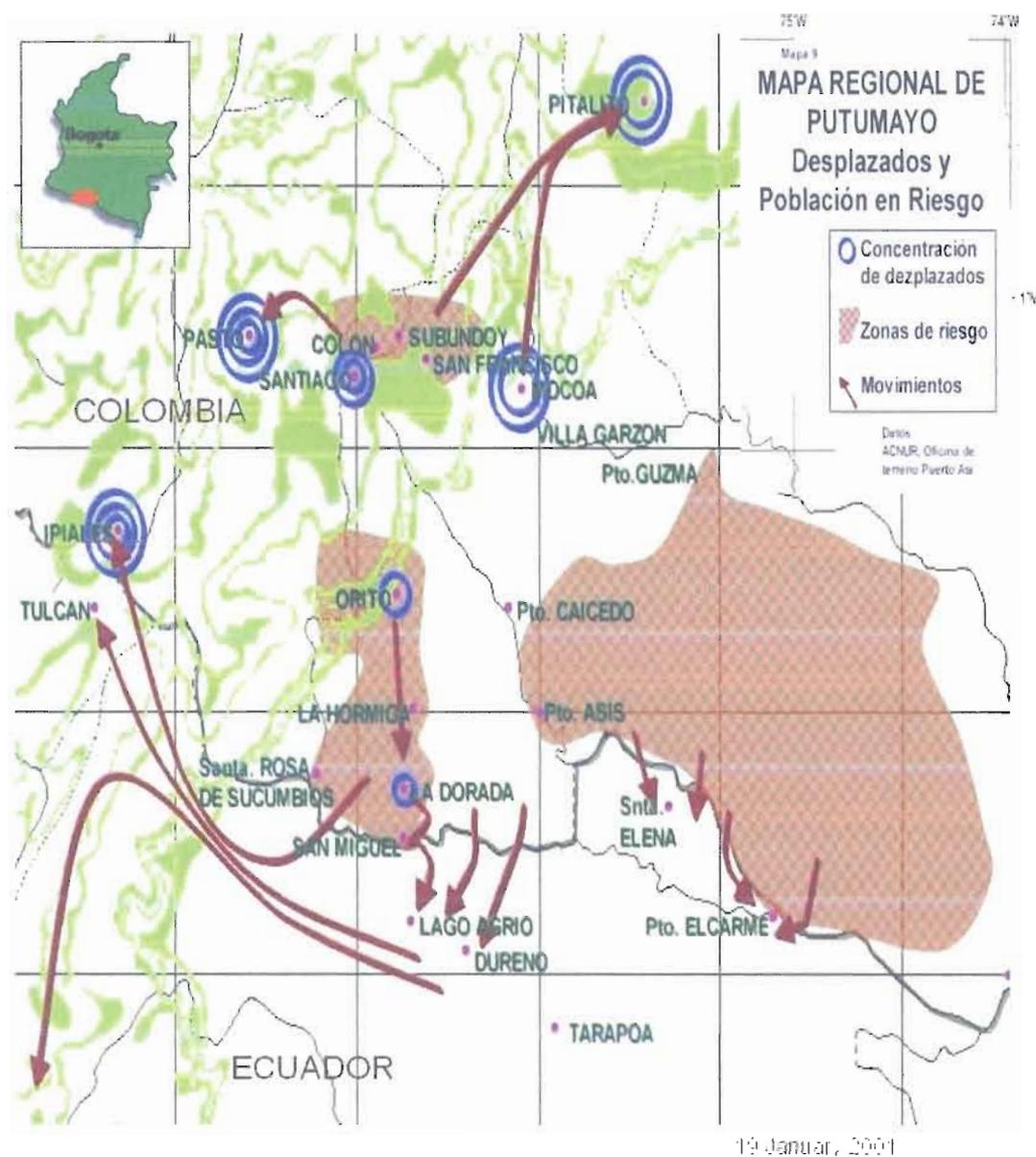
Annexe 5 : Le Sud-est du pays : La capitale historique des guérillas : source Google Maps [URL] http://images.google.ca/images?q=colombia,+maps&ie=UTF-8&oe=utf-8&rls=com.google:en-US:official&client=firefox-a&um=1&sa=X&oi=image_result_group&resnum=2&ct=title



Annexe 6: Les Républiques Indépendantes de la Colombie pendant les années 1950-
début des années 1960: source *Latin American Studies* [URL]
<http://www.latinamericanstudies.org/colombia-rev.htm>

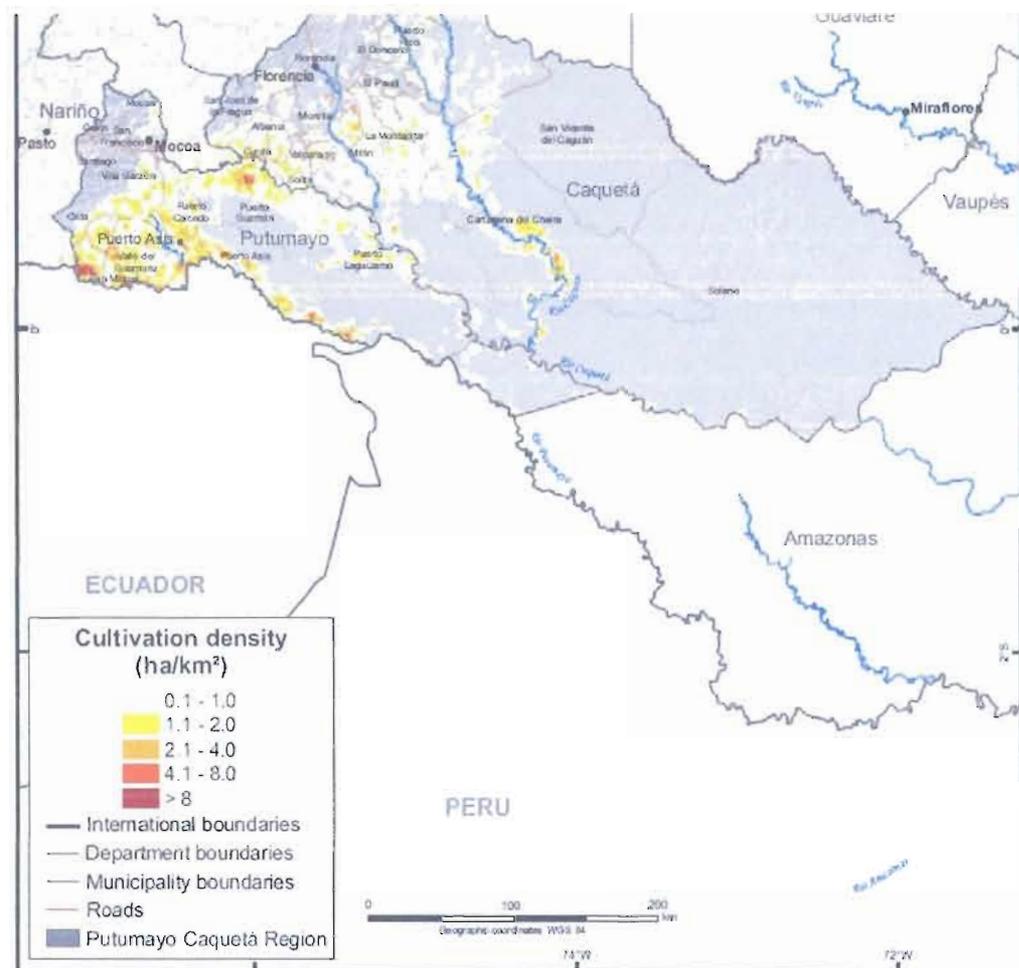


Annexe 7: Carte Régionale du Putumayo: Personnes déplacées et populations à risque : source ReliefWeb (2001) [URL] <http://reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/SKAR-64GCEQ?OpenDocument>



Légende pour l'annexe 7 : Cercles bleus : taux de concentration des populations déplacées ; Espaces roses : zones à risque , Flèches rouges : mouvements des populations déplacées

Annexe 8: Densité des cultures de coca dans les régions de Putumayo et de Caquetá:
source UNODC (2007; p.26)



Légende pour l'annexe 8: **“Densité des cultures de coca”**: Rectangle rose/saumon: 0.1 à 1.0 hectares par kilomètre carré; Rectangle jaune: 1.1 à 2.0 hectares par kilomètre carré; Rectangle orange: 2.1 à 4.0 hectares par kilomètre carré; Rectangle rouge: 4.1 à 8.0 hectares par kilomètre carré; Rectangle rouge foncé: Plus de 8 hectares par kilomètre carré. **“Carte régionale”**: Ligne noire épaisse: Frontières internationales; Ligne noire mince: Frontières départementales; Ligne grise: Limites municipales; Ligne rouge: Routes; Rectangle gris: Régions de Putumayo et de Caquetá

